



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



RAPPORT MORAL RAPPORT D'ACTIVITÉS

Année 2012



Crédit photo de la couverture : Neil Palmer (CIAT)

HOMMAGE A STEPHANE HESSEL



Stéphane Hessel a été président du CFSI de 1999 à 2002, moment charnière pour notre association. Il y est resté fidèle jusqu'à aujourd'hui et nous a fait partager des valeurs inestimables. Pour lui, la solidarité internationale n'est pas un vain mot, elle est porteuse d'une vision et d'une ambition, celle de promouvoir et faire respecter les droits de l'homme partout dans le monde. Très proche des mouvements de la société civile, il a été un fervent défenseur, avec le CFSI, de leur reconnaissance et d'un dialogue renouvelé de ceux-ci avec les pouvoirs publics, en France comme à l'international.

Stéphane reste un modèle pour chacun de nous. Pour la manière dont il était généreux de son temps, de ses forces, de sa notoriété qu'il mettait au service de ceux qui le sollicitaient pour une cause qui lui paraissait juste ou tout simplement intéressante.

Un modèle aussi pour son amour de la vie qu'il savait communiquer redonnant espoir et force à son interlocuteur ou à son auditoire.

Nous sommes tristes, mais nous lui devons de repartir de plus belle sur les pistes qu'il a ouvertes.

Sa chaleur, son attention extrême à chacune et à chacun, nous manqueront.

*Yves Le Bars, président du CFSI.
Yves Berthelot, président du CFSI de 2002 à 2012.
Jean-Louis Vielajus, délégué général,
et toute l'équipe du CFSI.*

SOMMAIRE

RAPPORT MORAL	7
1. 2012, UNE ANNEE STRUCTURANTE	9
2. VIE ASSOCIATIVE	11
2.1. Un nouveau cadre stratégique pour le CFSI	11
2.2. Adhésion	11
2.3. Bureau et conseil de direction	11
2.4. Groupes de travail et comités consultatifs.....	12
2.5. Adhésion à des collectifs	12
3. AGRICULTURE ET ALIMENTATION	13
3.1. Nourrir les villes en Afrique de l'Ouest	13
3.2. Togo : programme ville campagne	16
3.3. ALIMENTERRE : Contre la faim, soyons cohérents	16
4. ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	24
4.1. Fonds économie sociale et solidaire	24
4.2. Programme FISONG	24
4.3. Enjeux et perspectives de l'ESS pour les organisations de solidarité internationale	25
5. SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION	27
5.1. Convention programme société civile et participation	27
5.2. Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG).....	31
5.3. Les programmes concertés pluri acteurs	31
6. APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC	36
6.1. La collecte de fonds auprès du public	36
6.2. Agrément du Comité de la Charte de Déontologie	36
7. ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION	37
7.1. Informations vers les organisations membres	37
7.2. Informations vers les donateurs et sympathisants.....	37
7.3. Les sites internet.....	40
8. PERSPECTIVES	43
8.1. Agriculture et alimentation	43
8.2. Economie sociale et solidaire	43
8.3. Société civile et participation	44
9. ANNEXES	45
9.1. Liste des projets conventionnés en 2012	45
9.2. Les projets suivis en 2012.....	53
9.3. Organigramme au 31/05/2013.....	143
9.4. Instances	144
10. ABREVIATIONS	146

RAPPORT MORAL

J'ai plaisir à situer ce premier rapport moral dans le prolongement de celui de 2011 écrit par Yves Berthelot. Il nous faisait partager sa vision d'une civilisation du « plus être » où l'économie humaine a toute sa place, opposée à celle du « plus avoir ». Et il soulignait la pertinence des lignes d'action du CFSI pour « *la conversion écologique et sociale de l'économie et la construction de nouvelles formes de coopération internationale* », comme l'avait conclu le collectif français de préparation de Rio+20.

Je suis dans cette filiation, mon élection en septembre dernier me fait le continuateur de cette inspiration. J'y ajoute celle de Stéphane Hessel, présent à cette élection, malheureusement disparu en février dernier, et auquel le CFSI a rendu un hommage public.

Depuis l'AG de juin 2012 le sommet de Rio a montré combien la gouvernance mondiale passe un période de faiblesse, avec même des signes de repli, alors que les tensions sont fortes. Et que sont trop souvent niées les limites de notre planète, comme l'interdépendance de tous les peuples qui y vivent... Tensions et problèmes d'autant plus exigeants que l'on se place dans la perspective de 2050.

Et en France, à côté de beaucoup de jeunes engagés dans des actions de solidarité avec une grande générosité, la tendance au repli sur nos frontières est aggravée par le manque de perspectives et un manque de confiance dans l'avenir.

Nous avons des capacités à agir, et le CFSI a des atouts ! Son cadre stratégique 2013-2016, approuvé en 2012, ses trois axes, et la force de ses membres réunis sont des atouts. Plusieurs pistes me semble à suivre dans le contexte d'aujourd'hui pour réussir les transitions indispensables.

La première des pistes à suivre est la promotion de la solidarité, et de la citoyenneté mondiale. Les mots clé de cette ambition sont : développement humain durable, respect de la diversité humaine et environnementale, exercice de la citoyenneté mondiale, appuyés par les droits humains et la justice...

La plateforme qu'est le CFSI suit cette piste, favorise une meilleure connaissance des situations par des échanges de toutes natures, le plus possibles associées à des actions, entre sociétés civiles du Nord et du Sud, les PCPA en témoignent.

Les approches par territoires, avec l'engagement des collectivités territoriales sont privilégiées.

La campagne annuelle ALIMENTERRE, accroît la conscience de cet enjeu, et les projets que la générosité du public nous permet concrétisent cet engagement.

La participation du CFSI aux Assises « du développement et de la solidarité internationale » s'est traduite sur ce thème par une contribution intitulée : « *Pour un renforcement de l'esprit et des pratiques de la solidarité internationale* ». Elle esquissait un cadre d'action inspiré de ce que le CFSI réalise : informer, former ; favoriser les échanges N/S et S/N ; privilégier les approches par territoires ; et plus largement, accroître l'engagement international des acteurs français, par de nouveaux partenariats, et renforcer les acteurs de la SI.

Notre assemblée générale doit nous permettre d'avancer, dans la ligne de notre cadre stratégique, par une meilleure compréhension de ce que signifie la solidarité internationale dans la transition au Nord et le développement au Sud, pour de nouvelles actions.

La deuxième des pistes est celle des négociations internationales. L'agenda international est chargé avec plusieurs échéances en 2015. Trois chantiers sont me semble-t-il à privilégier : la convergence entre les OMD, le Climat et les ODD ; la sécurité alimentaire ; et la cohérence des politiques en faveur d'un développement équitable et durable.

Il nous faut insister, comme le fait le CFSI, sur la cohérence des politiques- ce qui touche en particulier la réforme de la Politique agricole européenne, la place des agro carburants dans la politique énergétique, la politique d'aide au développement, et les politiques commerciales.

La troisième est du côté de l'économie

Parmi toutes les relations entre économie et développement nous soulignerons deux volets, la modification des pratiques des entreprises internationales, et le renforcement des entreprises des pays du Sud, mais les deux dans une perspective d'une économie au service de l'homme. Il y a de nouveaux compromis, fondés en droit, en tension entre les exigences parfois contradictoires.

La diversité et la qualité de ses membres, dont beaucoup ont déjà innové dans ce champ, et ce qui a été fait depuis deux ans, donne au CFSI la responsabilité d'avancer. Même si les moyens espérés ne sont pas au rendez vous, le CFSI doit continuer à explorer cette piste clé pour le développement ! L'Assemblée générale en débattrà.

Les rencontres avec chacun des membres du CFSI que j'ai pu faire, le plus possible dans leur cadre de travail, m'ont fait découvrir leur grande diversité, depuis de petites structures jusqu'à des organisations qui pèsent dans les débats nationaux et internationaux. Certains sont majoritairement centrés sur les problèmes de notre pays, mais veulent jouer leur rôle dans la solidarité à toutes échelles, du local au global. D'autres au contraire sont porteurs de projets au Sud tout en voulant peser sur les politiques de notre pays. Et quelques uns, en particulier ceux qui sont engagés dans des partenariats avec des associations de migrants, se sentent des deux côtés. Un quart d'entre eux font, comme le CFSI lui-même, appel à la générosité du public, et ont donc une communication adaptée.

En même temps j'ai constaté un appétit certain au dialogue pour un enrichissement mutuel au sein de cet espace de co-construction qu'est le CFSI.

Cette diversité et cette volonté commune nous donne une capacité originale au service des transitions indispensables, pour contribuer à l'invention du monde à venir.

C'est un combat d'idées, de visions du monde et de l'homme dans la nature : solidarité ou repli ? Un monde de ghettos, ou un monde ouvert ?

« *Nous ne nous engagerons jamais que dans des combats discutables sur des causes imparfaites. Refuser pour autant l'engagement c'est refuser la condition humaine.* » affirme Emmanuel Mounier dans *Le Personnalisme*. C'est aussi pour cela que nous sommes au CFSI !

Yves LE BARS Président, Juin 2013

1. 2012, UNE ANNEE STRUCTURANTE

S'inscrivant dans une perspective de moyen terme, le CFSI s'est attaché en 2012 à mobiliser des ressources, des connaissances et des porteurs d'initiatives pour répondre collectivement à trois enjeux majeurs de solidarité internationale, qui résonnent aussi dans notre propre société.

Le premier correspond au défi essentiel et global de pouvoir nourrir le monde dans les décennies à venir.

La liberté d'agir des sociétés civiles et leur capacité à intervenir sur leurs politiques publiques, locales ou nationales, constitue le deuxième enjeu.

Enfin, dans un monde déterminé et dominé par l'économie et ses acteurs, le troisième enjeu consiste à conjuguer solidarité et économie.

La contribution directe du CFSI à répondre à ces défis reste bien sûr très modeste. En tant que plate-forme de solidarité internationale, notre association a pour objectif premier de soutenir et de valoriser les initiatives de ses membres et ses partenaires, en cohérence avec les enjeux collectivement définis.

C'est dans cette intention que nous avons finalisé la formulation d'un cadre stratégique pour 2013-2016.

Celui-ci permettait d'anticiper la fin d'un cycle important de programmes : ALIMENTERRE, PCPA Joussour/Algérie, PCPA Congo. Notre programme historique ALIMENTERRE (qui a étendu ses réseaux et ses publics) s'est préparé à une meilleure articulation entre les activités d'appui du fonds agriculture et alimentation, celles d'éducation au développement et celles de plaidoyer pour la cohérence des politiques vis-à-vis du développement. Les nouvelles phases des deux PCPA en cours ont été soigneusement préparées pour un démarrage dans l'année 2013. Nos engagements partenariaux bilatéraux (ville-campagne au Togo, société civile en Guinée Conakry) sont arrivés à leur conclusion et non renouvelés, selon la décision prise par nos instances.

Notre réflexion stratégique intégrait aussi un investissement préalable sur la question du lien possible entre économie sociale et solidaire et solidarité internationale. Le travail réalisé dans ce cadre a été accompagné par des consultants externes et rendu possible par un financement du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) de Coordination SUD.

Enfin, le programme société civile et participation a pu profiter de ces réflexions stratégiques pour démarrer des travaux collectifs sur les thèmes *acteurs et territoires*, ainsi que *solidarités internationale et nationale*.

Notre méthode de travail s'est consolidée : mettre en place des espaces collectifs de travail / soutenir des initiatives / faciliter l'échange et la capitalisation / valoriser les acquis de ces pratiques auprès d'un public plus large d'acteurs.

Les espaces internes ont très fortement mobilisé nos membres, au-delà de nos espérances, et ont permis de consolider l'orientation des activités. En 2012, le CFSI a passé près de 160 conventions avec ses membres, leurs partenaires, le réseau ALIMENTERRE, les acteurs des PCPA. Au cours de l'année, l'équipe a organisé 10 rencontres importantes (ateliers, séminaires, assemblées) d'un très bon niveau, la plupart d'entre elles ouvertes à un public extérieur.

Au service de cette démarche, le CFSI a continué à consolider son ingénierie de gestion de fonds et renforcé son image de rigueur. Il s'est appliqué aussi à améliorer sa communication, en particulier par la mise en ligne de trois sites internet complémentaires : institutionnel pour l'association, événementiel pour le festival de film **ALIMENTERRE**, informationnel pour le centre de ressources en agriculture et alimentation.

2. VIE ASSOCIATIVE

2.1. Un nouveau cadre stratégique pour le CFSI

L'année 2012 a été marquée par l'adoption du cadre stratégique 2013 -2016 pour le CFSI. Ce cadre stratégique vise à approfondir l'engagement du CFSI dans le renforcement individuel et collectif des acteurs des sociétés civiles du Sud pour peser sur les politiques publiques et mettre l'économie au service de la société. Il s'articule autour de cinq marqueurs :

- mieux relier l'économique et le social ;
- promouvoir le socle des droits ;
- favoriser une approche par les territoires ;
- promouvoir le pluri acteurs et la concertation ;
- favoriser les mises en réseaux.

Trois priorités guideront les actions menées :

- agir comme acteur de changement en favorisant le passage d'une approche développement à une approche du changement social et en s'engageant avec les acteurs de territoires ;
- l'économie sociale et solidaire pour agir dans une logique de transformation sociétale qui dépasse la simple réparation d'une économie non régulée, passer d'une logique de soutien aux projets à une logique de renforcement des acteurs engagés dans des projets pluri acteurs d'économie sociale et solidaire ;
- relever le défi de la faim par un travail avec des réseaux pluri acteurs insérés sur leurs territoires pour défendre et promouvoir le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire.

2.2. Adhésion

Au 31 décembre 2012, le CFSI rassemble 23 organisations.

2.3. Bureau et conseil de direction

Le bureau s'est réuni physiquement quatre fois au cours de l'année. Il a validé à distance les différentes propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives (agriculture et alimentation et société civile et participation).

Les cinq réunions du conseil de direction ont été pour la plupart préparées par le bureau. Les thèmes privilégiés de débat ont été les suivants :

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Février 2012	Préparation du cadre stratégique : les thèmes prioritaires, les formes d'engagement et le financement du CFSI Positionnement du CFSI par rapport à l'économie sociale et solidaire Les modalités de sélection et de suivi des appels à projets

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Avril 2012	Préparation du cadre stratégique : les valeurs et les enjeux, la déclinaison des trois thèmes prioritaires : agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation Validation du plan d'appel à la générosité du public
Mai 2012	Arrêté des comptes, validation du compte d'emploi des ressources et préparation de l'assemblée générale Présentation d'Yves Le Bars – candidat à la présidence du CFSI
Octobre 2012	Election du bureau Situation financière Solidarité internationale : enjeux pour le CFSI
Décembre 2012	Solidarité internationale : discussion sur le renforcement et les pratiques de la solidarité internationale Mise en œuvre du cadre stratégique Vote du budget 2013

2.4. Groupes de travail et comités consultatifs

Différents groupes de travail et comités de suivi / pilotage accompagnent la définition des orientations et perspectives du CFSI.

Le fort investissement constaté en 2011 pour la préparation du cadre stratégique s'est poursuivi en 2012. Il a mobilisé une quinzaine de membres du CFSI dans le cadre de groupes de travail issus du conseil de direction (ces groupes avaient été constitués à l'automne 2010) et d'ateliers :

- le groupe agriculture et alimentation ;
- le groupe économie sociale et solidaire qui a assuré le suivi régulier de l'étude économie sociale et solidaire et a fortement contribué au texte de positionnement du CFSI sur l'ESS ;
- le groupe société civile et participation qui s'est réuni deux fois en 2012.

Le comité de pilotage de la convention programme société civile et participation s'est réuni deux fois en 2012. Le comité d'orientation et de suivi du centre de ressources www.alimenterre.org a été constitué fin 2011 et s'est réuni une fois début 2012. Le comité de pilotage du programme FISONG (insertion professionnelle) s'est réuni 4 fois.

Les comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils se sont réunis à différentes reprises pour sélectionner des projets suite aux appels lancés pour le programme agriculture et alimentation (juin 2012), société civile et participation (mars 2012), ALIMENTERRE (juin 2012).

2.5. Adhésion à des collectifs

En tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec la fédération nationale des ONG françaises. Le CFSI participe à différentes commissions et groupes de travail : commission agriculture et alimentation, COFRI, groupe de travail qualité, comité d'attribution du FRIO (Fonds de renforcement institutionnel des organisations).

Le CFSI est également membre du comité de pilotage de la Semaine de la Solidarité Internationale, d'Educasol, du F3E et du Comité de la Charte.

3. AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Le thème agriculture et alimentation rejoint l'intérêt de la majorité des organisations membres du CFSI. Les actions menées s'inscrivent dans la mise en œuvre de la « Charte pour une agriculture familiale viable et durable au service d'une alimentation pour tous » adoptée par l'assemblée générale de 2010. Ce thème se concrétise par :

- le soutien à des projets porteurs d'innovations techniques, sociales ou économiques et une activité de capitalisation pour démontrer comment l'agriculture familiale peut conquérir des parts de marché urbain ;
- l'animation d'un réseau d'organisations qui participent depuis 12 ans en France et progressivement à l'international, au volet information et sensibilisation de l'opinion publique du programme ALIMENTERRE ;
- la mobilisation, dans le cadre du programme ALIMENTERRE, des acteurs de la solidarité autour du thème de la cohérence des politiques françaises et européennes avec le droit à l'alimentation.

3.1. Nourrir les villes en Afrique de l'Ouest

Un programme commun conjoint CFSI – Fondation de France et élargi à d'autres fondations

La Fondation de France (FdF) et le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) ont reconduit en 2012, le programme visant la promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. En 2012, outre la Fondation JM.Bruneau et la Fondation Française Fettu sous égide de la FDF, trois fondations sont associées au programme : la Fondation Ensemble (depuis 2011) et la Fondation L'Occitane qui participent au fonds de soutien des projets et au volet capitalisation ; la SEED Foundation qui participe au seul volet capitalisation.

Un fonds de projet

Objectifs de l'appel à projet

L'*objectif général* de l'appel à projet est de promouvoir des initiatives locales de renforcement de l'accès à l'alimentation par une agriculture familiale africaine viable et durable, et d'en partager les acquis à des échelles plus vastes.

Les objectifs spécifiques visent à :

- améliorer et sécuriser la production, la transformation, la conservation et la commercialisation de produits agricoles et en assurer l'accès aux consommateurs urbains pauvres, par des actions concrètes innovantes ;
- partager entre acteurs locaux, nationaux et internationaux, les connaissances acquises à travers les actions concrètes soutenues dans le cadre du programme et en tirer des enseignements globaux.

L'appel à projets 2012 était doté d'un fonds de 712 221 € (502 480 euros d'apport de la Fondation de France, 40 000 euros d'apport de la Fondation Ensemble, 50 000 euros de la Fondation L'Occitane et 119 741 euros d'apport du CFSI). L'appel était ouvert à des projets en partenariat réunissant au moins une organisation basée en Afrique de l'Ouest et une

organisation européenne. Ces projets pouvaient être annuels ou pluriannuels (jusqu'à triennaux).

202 dossiers déposés - 17 projets sélectionnés

L'appel a été largement diffusé *via* les réseaux identifiés par la Fondation de France et le CFSI : partenaires français (ex. Coordination Sud, Inter-Réseaux, CUF) et européens (FIAN, SOS Faim, Terra Nuova, VECO, etc.), organisations membres du CFSI et organisations ayant déposé un projet en 2010 et 2011.

Le secrétariat de cette initiative a été assuré par le CFSI : service questions/réponses aux organisations candidates durant la préparation de leur dossier, réception, vérification d'éligibilité et pré-instruction, organisation des réunions de présélection puis d'instruction, réponse finale aux candidats non retenus. Un comité de sélection a été mobilisé, comprenant des représentants du comité des solidarités internationales de la Fondation de France, un représentant de la Fondation Ensemble, deux représentants de la Fondation L'Occitane, un représentant de la Fondation Française Fettu et des représentants du comité consultatif du CFSI.

202 dossiers déposés par des organisations provenant de 17 pays (Belgique, Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, France, Ghana, Guinée, Italie, Luxembourg, Mali, Mauritanie, Niger, Royaume-Uni, Sénégal, Suisse et Togo), sont parvenus par courriel au CFSI, dont près de la moitié d'organisations africaines. Ils devaient être mis en œuvre dans 13 pays (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo). 9 organisations membres du CFSI étaient impliquées sur 22 dossiers (15 en tant que porteurs et 7 en tant que partenaires).

L'ouverture aux organisations européennes continue de susciter de l'intérêt. 52 dossiers ont été présentés par des organisations européennes (hors France) : 24 en tant que porteurs et 28 en tant que partenaires. Cette ouverture permet aux organisations africaines n'ayant pas de partenaires en France de répondre à l'appel à projets en mobilisant des partenaires européens.

L'éligibilité a consisté à vérifier si les candidats répondaient aux critères administratifs de l'appel (organisation déclarée, existence depuis plus de 1 an, projet déposé en partenariat), si le dossier technique et administratif était complet et si le montage financier proposé répondait au cadre de l'appel.

L'instruction finale a été assurée par le comité de sélection. Chaque dossier a été analysé par au moins deux membres de ce comité, suivant une grille d'analyse et de notation élaborée collectivement au préalable. La grille a été établie sur des critères de qualité intrinsèque de chaque projet, sans considération de la nature ou de l'origine des porteurs, et sans intention de répartition entre les pays de mise en œuvre des actions.

Sur les 202 dossiers enregistrés, 17 dossiers ont été finalement sélectionnés et financés, pour une enveloppe globale de 723 416 €.

PORTEURS	total	éligibles	sélectionnés
France	77	53	12
Europe	24	20	2
Afrique	101	45	3
TOTAL	202	118	17

Le quart des projets se concentrent au Sénégal, la moitié concernent 4 pays (Bénin, Burkina Faso, Togo et Guinée, avec 2 projets dans chacun de ces pays). Un projet concerne plusieurs pays. Les 4 projets restants se répartissent entre la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau et la Mauritanie.

En termes de durée, les projets retenus sont majoritairement triennaux (13 dossiers – 77 %). Un projet est d'une durée d'un an, un dure 18 mois et 2 durent 2 ans.

Sur les 17 dossiers retenus, 7 sont portés par des membres du CFSI et 2 projets ont un membre du CFSI comme partenaire.

Capitaliser pour faire reconnaître l'agriculture familiale

La poursuite du processus de capitalisation des actions soutenues dans le cadre du programme

L'un des enjeux principaux du programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest est de tirer des enseignements globaux à partir de l'ensemble des expériences afin d'alimenter un travail de plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale. Pour ce faire, un travail de capitalisation est mené.

Un séminaire organisé à Lomé en janvier 2012 a réuni 37 personnes, dont 31 représentants des organisations porteuses ou partenaires de projets soutenus dans le cadre du programme en 2010 et 2011. Seules les organisations dont les projets portent sur la thématique « Nourrir les villes par la production familiale locale » ont été invitées à participer.

Les phases précédentes avaient précisé la thématique de capitalisation, « Nourrir les villes par la production familiale locale », identifié un certain nombre d'hypothèses de travail et défini la méthodologie. Ce séminaire avait un triple objectif :

- présenter le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest et ses enjeux, afin que chaque participant se sente partie prenante d'un travail global ;
- permettre aux participants de se connaître et d'échanger entre eux, voire de créer des ponts entre leurs activités ;
- apporter du contenu, réfléchir et échanger autour des hypothèses de capitalisation.

Les participants ont échangé sur les différentes hypothèses de capitalisation. Les cinq premières sont d'ordre thématique, la sixième est transversale :

- 1) Conservation, stockage
- 2) Transformation, conditionnement
- 3) Démarches de qualité
- 4) Marchés de niche, marché de masse
- 5) Concertation entre acteurs, alliance OP – entreprises privées
- 6) Environnement politique et législatif

Il s'agissait, à partir d'une présentation de projet et de travaux en groupes, de permettre aux participants d'apporter du contenu sur chaque hypothèse et d'échanger afin de dégager des éléments de consensus, mais aussi de pointer les éléments posant problème.

Un deuxième séminaire s'est tenu à Paris en novembre 2012. Il a réuni 27 personnes, dont 18 porteurs ou partenaires de projets soutenus par le programme. Les objectifs poursuivis visaient à :

- permettre l'appropriation du processus par les nouveaux porteurs de projets ;
- présenter les avancées du processus de capitalisation ;

- préparer la suite du travail : ce séminaire s'est attaché à valider et compléter l'identification des contraintes pour chaque hypothèse, à hiérarchiser les points de blocage du développement de l'agriculture familiale et à identifier les principales innovations à même d'y répondre, afin d'en approfondir en 2013 et 2014 la caractérisation.

3.2. Togo : programme ville campagne

Le programme ville campagne est porté par Echoppe, membre du CFSI, en partenariat avec Echoppe Togo. Il a été mis en œuvre de janvier 2008 à avril 2012 dans le cadre d'un cofinancement de l'Union européenne. Il vise à rapprocher l'offre des producteurs de maïs de la demande des femmes transformatrices de maïs et restauratrices de rue à Lomé.

Ce projet de solidarité économique ville campagne sur des aspects agricoles et alimentaires avait été soutenu par le CFSI car il proposait une démarche innovante pour le CFSI et ses membres. Au-delà d'un soutien à près de 300 femmes membres d'un groupement d'achat et à 700 producteurs, le CFSI et Echoppe ont pu dégager des enseignements portant sur les conditions de réussite d'une solidarité ville campagne en termes d'organisation de filières, de gouvernance, de dispositifs de commercialisation et de financement. Il a permis d'apprécier les conditions de pérennisation de ce mécanisme de solidarité portant sur deux groupes cibles aux intérêts parfois divergents et notamment l'indispensable intégration de l'ensemble des coûts de revient sur l'ensemble du mécanisme.

Ville campagne est le premier projet d'envergure et une première expérience pour Echoppe et son partenaire Echoppe Togo de partenariat avec l'Union Européenne via le CFSI. Au cours de ce projet, Echoppe Togo, a réalisé la mise en œuvre du projet. L'association a acquis de nouvelles compétences en termes de formation à la planification des achats auprès des femmes, formation sur les thématiques d'hygiène et alimentation, accompagnement des producteurs, mise en marché, relation avec des partenaires, rédaction de rapports et comptabilité pour le suivi administratif.

A l'issue de ce projet, le CFSI, en cohérence avec son cadre stratégique et avec ses pratiques, ne souhaite plus porter ce type de montage partenarial. Le CFSI n'apporte un soutien que dans le cadre de partenariats avec ses membres validés dans le cadre des appels à initiatives.

3.3. ALIMENTERRE : Contre la faim, soyons cohérents

La campagne **ALIMENTERRE**, Contre la faim, soyons cohérents, vise une plus grande cohérence des comportements des citoyens et des producteurs ainsi que des politiques européennes par rapport à l'objectif de lutte contre la faim. Elle est menée jusqu'en fin 2012 en partenariat avec des organisations polonaises. Ce partenariat s'inscrit dans une ouverture aux nouveaux états membres que le CFSI a développée depuis plusieurs années. La Pologne a été privilégiée en raison de son poids politique et de l'importance de son agriculture.

Quatre types d'activités ont été réalisés :

- l'animation du réseau qui relaie la campagne **ALIMENTERRE** ;
- l'appui à la mise en place d'activités destinées à sensibiliser les publics finaux ;
- le renforcement d'alliances avec des acteurs de la société civile européenne ;
- la sensibilisation et la mobilisation des décideurs européens, notamment du Parlement européen.

L'accroissement et l'animation du réseau militant ALIMENTERRE

Cette activité vise à accroître, diversifier et fédérer les réseaux en France pour une action durable et effective de sensibilisation sur les thèmes du projet.

Le réseau militant ALIMENTERRE – 590 organisations locales en 2012

Le CFSI conduit la campagne ALIMENTERRE et sensibilise un large public grâce à des réseaux qu'il accompagne. En 2012, cette dynamique s'est concrétisée par :

- l'animation du réseau, avec l'envoi de bulletins d'information relatifs aux outils de campagne et à leur utilisation, à la coordination et au planning des différentes étapes de campagne, à l'envoi de documents de fond ou d'actualités en lien avec les enjeux agricoles et alimentaires ;
- trois journées de « rencontres nationales du réseau ALIMENTERRE » organisées à Paris (mars, juin, décembre). Chacune de ces réunions a fait l'objet d'un compte-rendu que les participants ont rediffusé dans leurs réseaux respectifs ;
- un stage de trois jours organisé en septembre 2012 à Nice. En prolongement des rencontres du réseau, il visait une bonne appropriation des fondamentaux et des outils de la campagne. Il a rassemblé 34 participants représentant des pôles ou relais ALIMENTERRE. Le GERES est intervenu sur la thématique des agro carburants de proximité.

Le réseau militant est aujourd'hui composé de deux relais nationaux étudiants (ISF et Starting Block), de 13 pôles régionaux, d'une cinquantaine de relais départementaux et locaux, implantés dans 22 régions françaises et un département d'Outre-mer. Au total, 520 organisations locales militantes en France ont pris part à la campagne et au Festival de films auxquelles s'ajoutent 70 organisations à l'étranger.

ALIMENTERRE dans 311 établissements scolaires

Le Festival de films et des activités de sensibilisation ont été organisés dans 311 établissements scolaires. 45 % sont des établissements d'enseignement agricole dont le nombre est en augmentation puisqu'il passe de 66 en 2011 à 142 en 2012. L'appui du Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale (BRECI) de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) du Ministère de l'Agriculture a contribué à ce succès. Des rencontres avec le CFSI ont eu lieu tout au long de l'année 2012 et des projets communs sont en préparation pour les éditions suivantes de la campagne ALIMENTERRE

ALIMENTERRE poursuit son rapprochement avec des réseaux du développement durable

Le CFSI a poursuivi son implication dans la campagne « Goûtons un monde meilleur – pour une alimentation respectueuse de la nature et des hommes », avec le WWF, Max Havelaar, le Réseau Education Santé (RES) et Slow Food. Un site internet et un guide pour « Mieux manger en 6 gestes » ont été conçus : <http://goutons-un-monde-meilleur.fr/>. L'ensemble des outils (site et guide) a été diffusé auprès du réseau ALIMENTERRE.

Le partenariat avec le réseau des Biocoop est en cours de formalisation. Une rencontre en novembre 2012 a permis de rédiger une fiche de partenariat qui servira de base à un futur travail conjoint dans le but de sensibiliser les consommateurs du réseau et notamment d'inciter les magasins Biocoop à organiser des séances de projection-débats.

Des propositions innovantes pour accompagner les militants

Le Festival de films ALIMENTERRE

Le Festival de films **ALIMENTERRE** est l'événement national qui rassemble toutes les organisations relais, actrices de la campagne **ALIMENTERRE**. Il s'est donné comme objectif de projeter et mettre en débat les enjeux agricoles et alimentaires mondiaux. Il s'est organisé selon les modalités suivantes :

- 7 films documentaires traitant des enjeux agricoles et alimentaires Nord-Sud ont été sélectionnés ;
- la trentaine d'organisations associatives régionales ou départementales d'**ALIMENTERRE** mais également des organisations partenaires en Belgique, au Bénin, en Guinée-Conakry, en Pologne, en République tchèque, en Roumanie, au Sénégal et au Togo ont participé au Festival, mobilisant elles-mêmes un tissu de partenaires locaux ;
- à partir de la sélection des documentaires, ces organisations ont réalisé leur propre planning de projections-débats, entre le 15 octobre et le 30 novembre, en cinémas, lieux publics ou dans des lycées ou des universités, dans une ou plusieurs villes et villages de leurs régions.

La création de l'édition 2012 du Festival a reposé sur un travail de coordination, d'accompagnement et « d'outillage » de la part du CFSI qui s'est traduit par les principales actions suivantes :

- la recherche de films et l'animation d'un comité de sélection du Festival. 50 nouveaux films ont été identifiés, s'ajoutant à un répertoire qui comporte désormais 270 films. Composé de 11 représentants de pôles et relais et de deux représentantes du CFSI, le comité de sélection a visualisé, critiqué et débattu des nouveaux films. Il a ensuite élaboré un scénario de programmation qui a été soumis pour discussion et approbation à l'ensemble des autres organisateurs, à l'occasion de la rencontre nationale du réseau **ALIMENTERRE** en mars 2012 ;
- la rédaction de deux documents de cadrage sur le Festival. Le premier est une fiche technique qui précise et/ou rappelle à tous les organisateurs les objectifs du Festival, ses principales caractéristiques et ses modalités opérationnelles. Cette fiche constitue également un cadre formel qui engage l'organisateur vis-à-vis du CFSI et précise le rôle des deux parties. Le second document est un dossier de présentation du Festival de films. Document de communication et de partenariat, il est utilisable et personnalisable par les organisateurs vis-à-vis de tiers (partenaires financiers, opérationnels, institutionnels, etc.). Les deux documents sont téléchargeables sur le site : <http://www.festival-alimenterre.org/page/comment-puis-organiser-projection-12>
- un appui financier attribué dans le cadre d'un appel à projets **ALIMENTERRE** : envoyé à l'ensemble de la base de contacts d'**ALIMENTERRE**, le document clarifiait les critères d'éligibilité et précisait les grands objectifs de la campagne, ainsi que les priorités en termes de cibles et d'activités. 30 organisations ont répondu à cet appel en renvoyant un formulaire de projet rempli, stipulant leurs engagements et détaillant un programme d'activités prévisionnel. Suite à la réunion du jury début juin et à l'obtention de compléments d'information de la part de certains demandeurs, 24 organisations ont été retenues pour des subventions dont les montants se sont échelonnés entre 200 et 2 000 euros. Au total, 22 500 euros ont été attribués. Ce principe de subventions en cascade constitue un soutien non négligeable pour les organisations fortement engagées. Même modestes, ces montants constituent des leviers pour solliciter des fonds auprès des autorités locales. Toutes les organisations soutenues ont signé une convention avec le CFSI ;
- l'alimentation d'un site internet dédié au Festival de films : principalement destiné au grand public, le site www.festival-alimenterre.org mis en ligne en 2011 permet de trouver une information détaillée sur les films de l'édition 2012, les partenaires et relais de l'événement, les dates et les lieux de projections. Il comporte un espace médias pour télécharger tous les supports de communication du Festival (affiches, flyers,

programmes, etc.), ainsi que le bilan des éditions précédentes et le catalogue de tous les films retenus pour le Festival depuis son lancement. Il a fait l'objet de quelques développements supplémentaires pour améliorer son ergonomie.

En termes de résultats quantitatifs globaux, le Festival de films ALIMENTERRE a largement dépassé ses objectifs. En France et à l'étranger, plus de 660 projections-débats ont été organisées dans 290 communes rurales et urbaines. Près de 36 000 spectateurs y ont participé, parmi lesquels 58 % de grand public et 42 % d'élèves, très majoritairement de niveau lycée. Au total, 160 établissements scolaires ont pris part à la manifestation.

La campagne 2012 : 53 000 personnes touchées, 800 actions réalisées

Le Festival de films est l'activité phare de la campagne ALIMENTERRE. Néanmoins, un éventail varié d'activités est réalisé tout au long de l'année, permettant de toucher plus largement le public.

En termes de résultats quantitatifs, 620 organisations locales se sont mobilisées sur la campagne ALIMENTERRE. Pour cela, 800 actions ont été organisées, en France et à l'étranger soit 130 de plus qu'en 2011. Le nombre de personnes touchées a diminué en 2012 (53 000 personnes contre 70 000 en 2011) en raison d'un ciblage différent des activités. En effet en 2011, 33 000 personnes avaient été sensibilisées à l'occasion de tenues de salons ou d'expositions et de repas solidaires. Ce type d'activités a été moins fréquent au profit d'une participation plus importante au festival de films.

Nature des événements organisés	Public touché en France	Public touché en France et à l'étranger
Festival de films ALIMENTERRE	31 419	36 649
Marché alimentaire et solidaire	2 605	5 905
Tenue de stand d'information ou présence lors de marchés, foires, salons, concerts, exposition	2 990	2 990
Projections de films (hors Festival), débats, table-rondes, conférences	347	347
Animations pédagogiques en milieu scolaire	2 479	3 017
Repas, petits-déjeuners ou goûters solidaires organisés en milieu scolaire, universitaires...	3 855	3 855
Information / formation des acteurs et militants de campagne	393	413
Activités en direction des professionnels agricoles	154	154
TOTAL	44 242	53 330

Plaidoyer pour des politiques européennes respectueuses du droit à l'alimentation dans les pays en développement

Reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre, c'est ce que cherche à éviter la mise en Cohérence des Politiques européennes avec le Développement (CPD) afin, en particulier, que le droit à l'alimentation soit mieux respecté. La CPD doit être prise en compte par toutes les politiques, qu'elles soient agricoles, énergétiques ou commerciales. Par conséquent, elle ne concerne pas seulement la politique de coopération internationale. Le CFSI cherche à promouvoir :

- une approche transversale commune à toutes les politiques, quelles que soient leurs thématiques. Il s'agit de veiller au respect des droits de l'homme et à la prise en compte du développement dans les PED dans les processus d'élaboration, de suivi et de révision de toutes les politiques, conformément aux obligations de la France et de l'UE (études

d'impact, systèmes de plaintes etc. avec la participation de la société civile). Le CFSI est la seule organisation française travaillant sur cette question. Il cherche à renforcer son expertise afin de formuler des analyses et des propositions mises en débat avec les acteurs concernés. Ces travaux contribuent en particulier au positionnement de la société civile. Coordination Sud a ainsi repris l'essentiel de la contribution du CFSI, dans le cadre des Assises du développement et de la solidarité internationale ;

- une approche thématique, portant sur les impacts négatifs de politiques européennes sur le développement de l'agriculture familiale et le droit à l'alimentation dans les PED. Ces politiques sont choisies en fonction de l'agenda des institutions européennes et suivies dans la durée. Sur la base de ces critères, nous cherchons à promouvoir une PAC et une politique européenne relative aux agro carburants industriels respectueuses des droits de l'homme et cohérentes avec le développement. De nombreuses ONG mènent des actions de plaidoyer sur ces questions. Le CFSI vient renforcer cette mobilisation. Ces exemples d'incohérences permettent d'illustrer de manière très concrète la nécessité d'adopter l'approche transversale que nous défendons.

En octobre 2012, le CFSI a fortement renforcé son expertise concernant l'approche transversale. Il a en particulier organisé la conférence « Contre la faim, soyons cohérents » sur ce thème en partenariat avec l'AFD.

Le Parlement européen étant devenu au fil des réformes institutionnelles un acteur majeur de l'UE et demeurant l'institution la plus accessible à la société civile, le CFSI a choisi d'en faire la cible principale de ses actions de plaidoyer, en s'adressant prioritairement aux élus français. Dans le cadre de CONCORD, le CFSI a contribué à l'adoption à l'unanimité de tous les groupes politiques, de 4 avis de la Commission du développement du parlement européen, qui reprennent largement des positions des ONG. Mais il ne s'agissait que d'un demi-succès : la Commission agriculture chargée d'élaborer la position du Parlement européen n'en a pas tenu compte. Cela montre à la fois la réussite de la sensibilisation menée en direction des eurodéputés chargés des questions de développement depuis 2009 et l'importance du chemin qui reste à parcourir en direction de parlementaires traitant d'autres thématiques.

2012 a également été marquée par une montée en puissance des actions en direction des autorités françaises dans le cadre des Assises du développement et de la solidarité internationale. Elles ont retenu la CPD comme l'un des cinq thèmes de travail. Le CFSI a été invité à intervenir en ouverture de la première rencontre ce qui constitue une forme de reconnaissance du travail accompli depuis plusieurs années.

Actions vers les parlementaires européens, la Commission et le Conseil

Le CFSI a mené une action continue de plaidoyer relative à la PAC et a commencé à agir sur la politique européenne de soutien aux agro carburants industriels.

Les activités menées à l'occasion de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE (APP) d'Horsens au Danemark, en mai 2012, ont constitué un temps fort de plaidoyer. Le CFSI a piloté, pour CONCORD, une action auprès du Bureau de l'APP qui a permis l'inscription à l'ordre du jour de l'APP du premier débat officiel sur la CPD. Le CFSI et ses partenaires polonais (PKE et PZS) ont organisé un déjeuner-débat intitulé : « Les voitures européennes carburent-elles à la faim ? ». Une centaine de personnes ont participé au débat, avec une forte proportion de délégations parlementaires ACP (2 députés européens, 3 assistants de députés européens, 27 députés ACP, 5 ambassadeurs ACP, 6 « officiels » du Parlement et Conseil européen, 15 officiels des pays ACP, 17 représentants d'organisations paysannes et d'ONG, 1 officiel de la FAO etc.). A cette occasion, le CFSI a diffusé la brochure sur le thème du débat publiée en 2012, en français, anglais et polonais.

Le CFSI a mis en relation CONCORD Danemark (le « Coordination Sud » danois) ainsi que certains de ses membres et partenaires (dont Organic Denmark et des organisations d'Afrique anglophone) avec la « dynamique paysanne ouest africaine » qui réunit 7 plates-formes

nationales d'organisations paysannes membres du ROPPA (Bénin, Burkina Faso, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Sénégal et Togo) avec l'appui de SOS Faim Belgique, et la participation du CFSI. Ce travail, copiloté par CONCORD Danemark et le CFSI a conduit à élaborer un texte de position commune en faveur de l'agriculture familiale qui a été présenté lors d'une rencontre avec le ministre danois du développement chargée de la politique européenne de développement durant la présidence danoise de l'UE. Il a facilité le dialogue au sein de l'APP lors d'un déjeuner-débat sur ce thème présidé par Mme Eunice Kazembe, députée et ancienne ministre du Malawi, co-rapporteur sur la résolution sur la volatilité des prix et la sécurité alimentaire votée par l'APP et en marge de l'APP lors d'une rencontre avec des acteurs danois de l'agriculture biologique.

Enfin, le CFSI s'est associé à l'initiative de SOS Faim Belgique, qui a permis une rencontre entre les partenaires de la « dynamique paysanne ouest africaine » et le Commissaire européen au développement, A. Piebalgs. Les partenaires africains ont présenté des recommandations pour améliorer le soutien à l'agriculture familiale et le CFSI est intervenu en faveur de la CPD. Cet exemple montre les effets bénéfiques des alliances nouées au fil des années en Europe et en Afrique par le CFSI, qui lui ont permis de toucher un nombre plus important de décideurs, en étant pilote, intermédiaire ou associé, selon les cas.

Actions en direction des institutions publiques françaises

Outre la participation aux Assises, évoquée plus haut, le CFSI a organisé la conférence « Contre la faim, soyons cohérents » en partenariat avec l'AFD, en octobre 2012. Elle portait sur les obligations des Etats et de l'UE ainsi que sur les moyens de réduire les impacts négatifs des politiques européennes sur les pays du Sud (approche transversale abordée en introduction de cette partie). En effet, les Etats ont l'obligation légale de mettre en cohérence leurs politiques avec le développement et de respecter les droits de l'homme dans les pays du Sud. En vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), les Etats doivent respecter les droits de l'homme sur leur territoire. Ils ont également des obligations extraterritoriales (OET) vis-à-vis des populations de pays étrangers dont l'accès à la nourriture peut être affecté par leurs politiques. Ces obligations imposent à l'Union européenne (UE) et à ses Etats-membres de s'assurer que leurs politiques n'affectent pas, par exemple, le droit à l'alimentation des pays du Sud et, si possible, contribuent à le protéger.

L'UE doit également veiller à la cohérence de ses politiques avec le développement (CPD). Le Traité de Lisbonne (Art. 208) stipule que : « L'objectif principal de la politique de l'Union (dans le domaine de la coopération au développement) est la réduction et, à terme, l'éradication de la pauvreté. L'Union tient compte des objectifs de la coopération au développement dans la mise en œuvre des politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement ». Encore faudrait-il que ces obligations soient respectées, ce qui est loin d'être le cas. Pour progresser dans ce sens ne faudrait-il pas renforcer les synergies entre ces deux démarches (OET et CPD) relativement proches ? Or les échanges entre les deux approches sont aujourd'hui limités.

La conférence avait pour but de permettre à des chercheurs (Académie des droits humains de Genève, CIRAD), des représentants d'institutions françaises mais aussi européennes, l'OCDE ainsi que des acteurs de la société civile (CONCORD, ActionAid Kenya etc.), qu'ils soient engagés dans la défense des droits de l'homme ou dans la promotion du développement, de débattre sur les thèmes suivants :

- les concepts d'OET et de CPD (ce qui conduit à aborder la comparaison des droits de l'homme et du développement) ;
- l'évaluation et la correction des politiques ;

- les systèmes de plaintes et de correction des politiques.

La conférence a été ouverte par le Ministre délégué chargé du développement et a réuni environ 180 personnes. Elle a alimenté une note de 16 pages rédigée par le CFSI et le GRET qui permettra d'approfondir notre analyse et nos propositions en 2013 en poursuivant le dialogue avec, notamment, les participants à la conférence¹.

Accroître le nombre et la diversité des OSC agissant en faveur de la CPD et du droit à l'alimentation

Comme l'indique la partie précédente, les alliances avec des acteurs de la société civile européenne et africaine sont essentielles pour nourrir les analyses et les propositions du CFSI ainsi que pour dialoguer avec les décideurs et influencer leurs décisions.

Coordination européenne

Le CFSI a développé un réseau de contacts dans 13 pays européens : Allemagne, Belgique, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Luxembourg, Portugal, République Tchèque et Slovénie. Un noyau dur s'est constitué avec SOS Faim Belgique et Luxembourg (partenaires d'ALIMENTERRE 2006-2008, avec lesquels il collabore dans le cadre du Festival de films ALIMENTERRE et de la Dynamique paysanne ouest africaine) ainsi qu'avec les deux partenaires polonais d'ALIMENTERRE 2010-2012 : PKE et PZS (Festival de films, plaidoyer commun).

Pour consolider ce réseau informel, le CFSI, PKE et PZS ont organisé un séminaire en octobre 2012, la veille de la conférence « Contre la faim soyons cohérents ». Nous avons associé SOS Faim Belgique ainsi que Terra Nuova (Italie) à la préparation du séminaire qui a réuni 22 personnes originaires de 11 pays européens. Le séminaire avait pour objectifs de partager des analyses et d'en débattre, mutualiser des expériences, favoriser les collaborations et identifier d'éventuels besoins de structuration en réseau et préciser les moyens pour y parvenir. Il a débouché sur les conclusions suivantes.

Pour la plupart des participants, la défense de la souveraineté alimentaire, du droit à l'alimentation, de l'agriculture familiale et de la cohérence des politiques avec le développement sont des thèmes fédérateurs. Une majorité des participants sont intéressés à renforcer les coopérations et les échanges autour :

- de l'utilisation de l'outil audiovisuel et des débats pour sensibiliser l'opinion publique à partir notamment du Festival de films organisé par plusieurs participants ;
- de l'échange d'expériences de plaidoyer et d'un appui réciproque aux actions de plaidoyer des uns et des autres pour en renforcer l'impact ;
- du centre de ressources développé par le CFSI qui est considéré comme un bon moyen de partage d'informations, d'outils de sensibilisation, de plaidoyer et de contacts.

Le mode de coopération souhaité doit être souple et informel, au cas par cas selon les sujets et les actions. Il fonctionnerait par mail, mais plusieurs participants jugent utile une rencontre annuelle. Ces orientations contribueront à l'élaboration d'une demande de co-financement auprès de l'UE, en 2013.

Coordination en France

Le CFSI participe activement à la Commission « agriculture et alimentation » (C2A) et à la Commission « Europe » de Coordination Sud. Le CFSI représente Coordination Sud dans les groupes de travail de CONCORD (confédération européenne des plates-formes nationales de

¹ Intervention vidéo de Stéphane Hessel : <http://www.cfsi.asso.fr/media/stephane-hessel-conference-contre-faim-soyons-coherents> ; [Extrait des tables-rondes et de l'intervention de Pascal Canfin](#) :

solidarité internationale) sur la CPD et sur la PAC. Il a représenté la C2A au sein du comité de pilotage de la campagne de Coordination Sud lors des élections présidentielle et législative de 2012.

Concertation avec les plateformes nationales d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest

Chaque année, l'APP ACP-UE organise deux sessions pour réunir des parlementaires des 2 ensembles régionaux. Celles-ci constituent les temps forts de concertation, de définition de positions ainsi que de stratégie et de plaidoyer, dans le cadre de la « Dynamique paysanne ouest africaine ».

2012 a connu deux temps forts. Le premier en mai à Bruxelles a permis de préparer les rencontres prévues à l'APP ACP UE au Danemark. La deuxième, en décembre à Niamey a contribué à évaluer avec les 6 plateformes participantes le programme « dynamique paysanne ouest africaine ». Avec l'aide d'un consultant sénégalais, les participants ont défini des orientations. Ils ont souligné les bénéfices réciproques retirés du programme en termes de partage d'analyses et d'influence). Au cours des prochaines années, les partenaires africains ont décidé, en concertation avec SOS Faim et le CFSI, de :

- développer un argumentaire précis et concret sur l'efficacité économique (compétitivité), sociale (emploi) et environnementale des exploitations familiales (EF) ainsi que des propositions sur les moyens de les soutenir ;
- évaluer l'appui du 10ème FED aux exploitations familiales et promouvoir un 11ème FED les soutenant ;
- évaluer et promouvoir le respect des engagements pris par les chefs d'Etats africains à Maputo en 2003 (obtenir que 10 % des budgets des Etats africains soient consacrés à l'agriculture) ;
- améliorer l'accès aux marchés d'Afrique de l'Ouest pour les EF (améliorer les échanges entre Etats-membres de la CEDEAO, protections des marchés : TEC CEDEAO, APE) ;
- renforcer le plaidoyer au niveau national tant en Afrique qu'en Europe tout en soulignant que les APP restent un temps fort de coordination et de plaidoyer.

4. ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le programme économie sociale et solidaire a été renforcé en 2012 :

- au plan global par un travail de définition des enjeux et des perspectives de l'économie sociale et solidaire pour les organisations de solidarité internationale ;
- au plan thématique par la capitalisation sur l'insertion professionnelle des jeunes en Mauritanie et au Mozambique.

4.1. Fonds économie sociale et solidaire

En 2012, le CFSI n'a pas lancé d'appel à projets relatifs à l'économie sociale et solidaire compte tenu des priorités relatives à la finalisation de l'étude sur l'économie sociale et solidaire et à la préparation d'un programme lié à la mise en œuvre du cadre stratégique. Il a assumé le suivi des initiatives soutenues en 2010 et 2011.

4.2. Programme FISONG

Le programme FISONG se propose d'apporter des réponses structurantes, innovantes et coordonnées à la question de l'insertion professionnelle des jeunes dans deux contextes géographiques et sociaux différents en articulant une formation professionnelle adéquate, un accompagnement efficace et une mobilisation des acteurs publics, privés et sociaux. Il est mis en œuvre en Mauritanie par le GRET (projet Cap Insertion) et au Mozambique par ESSOR (projet UPA). Le CFSI assure l'animation du dispositif et une action de capitalisation. Au cours de l'année, le comité de pilotage du programme s'est réuni 4 fois et a également participé à la sélection des évaluateurs et au suivi de l'évaluation.

En Mauritanie, un dispositif reconnu par les partenaires institutionnels

En 2012, le projet CAP Insertion a poursuivi la mise en œuvre du dispositif dédié aux jeunes inscrits dans ses trois antennes en améliorant les différents services proposés : augmentation du nombre de tables rondes pour la découverte des métiers (26 sur l'année), mise en relation avec les offres existantes, suivi de stages et de formation, augmentation du nombre de jeunes entrés en entreprise (228) en stages, en apprentissages ou en emplois. Ces résultats encourageants ont été soulignés par les partenaires institutionnels mauritaniens qui souhaitent être impliqués dans la pérennisation, voire dans la reprise du dispositif comme le Ministère de l'emploi, la Communauté Urbaine de Nouakchott, l'INAP-FTP.

Au Mozambique, une pérennisation assumée par les acteurs locaux

Au Mozambique, le projet développé par Essor à Beira et à Maputo s'appuie sur des organisations communautaires de base implantées dans des quartiers défavorisés pour y développer des services d'appui à la formation et à l'emploi.

L'année 2012 a été marquée par une série d'activités liées à la pérennisation des actions du projet et à la capitalisation de ses bonnes pratiques avec tous les partenaires du projet. Outre l'accueil de jeunes, une formation destinée aux partenaires du projet (conseils municipaux,

organisations communautaires de base, Institut National de la Formation Professionnelle) a permis de dessiner un service d'orientation à l'auto-emploi adapté aux bénéficiaires. Les vidéos et le manuel de bonnes pratiques du projet ont été diffusés lors d'un séminaire. L'Agence sociale pour l'emploi UPA (hébergée par l'ONG UPA) a pris le relais d'un cofinancement en finançant les formations.

Une capitalisation partagée

Dans le cadre du programme FISONG, le CFSI assume la fonction de capitalisation des deux initiatives présentées précédemment. Les travaux réalisés en 2012 ont permis d'approfondir la capitalisation sur les cadres de concertation à l'occasion de deux missions réalisées en Mauritanie et au Mozambique par Johanne Villegas, salariée en CDD dont l'une des fonctions était liée à la capitalisation.

Les premiers résultats de la capitalisation ont été discutés avec le GRET et ESSOR et ont fait l'objet d'ateliers de travail en Mauritanie, au Mozambique sur la notion de « service public » de l'insertion et de « gouvernance » des dispositifs d'insertion.

Par ailleurs, un atelier de capitalisation a été organisé en France en octobre 2012 avec 6 membres du CFSI. Cette rencontre a permis de présenter les dispositifs et d'élargir les échanges sur la conception et les enjeux de l'insertion, les dynamiques partenariales et les politiques publiques d'insertion.

L'ensemble de ces éléments ont été partagés lors d'un atelier sur la formation et l'insertion professionnelle organisé au Carrefour de la solidarité internationale en novembre 2012 à Nantes.

La participation des membres du consortium dans l'organisation (GRET), les contenus (GRET ESSOR) et l'animation (GRET, CFSI) du séminaire organisé par le MAE le 4 décembre 2012 sur l'insertion en Afrique subsaharienne a alimenté les réflexions communes de capitalisation.

4.3. Enjeux et perspectives de l'ESS pour les organisations de solidarité internationale

Une forte mobilisation des membres pour définir le cadre stratégique

Le chantier stratégique du CFSI sur l'économie sociale et solidaire a été décidé en 2010 par l'assemblée générale. Pour le mener à bien, une étude sur les enjeux et perspectives de l'ESS pour la solidarité internationale a démarré en 2011 grâce à un cofinancement du fonds FRIO de Coordination Sud (financement AFD). Elle a été finalisée durant la première partie de l'année 2012.

Cette étude a été réalisée par les consultants de la coopérative de Conseil en Pratiques et Analyses sociales (COPAS) et suivie par un comité de pilotage composé de 4 membres du Conseil de Direction. Le comité de pilotage s'est réuni 4 fois de janvier à mai 2012 et a défini et impulsé des actions visant à mobiliser les membres du CFSI dans la définition et la construction du cadre stratégique. Ces mobilisations se sont traduites par l'organisation d'un atelier qui a réuni plus d'une douzaine de représentants d'organisations membres du CFSI. Les participants ont discuté d'un texte relatif au positionnement du CFSI sur l'économie sociale et solidaire. En mars 2012, à l'occasion des deux journées d'étude « ESS et solidarité internationale, quelles articulations » cette réflexion a été élargie à des organisations non membres du CFSI, notamment praticiennes de l'économie sociale et / ou solidaire en France, des chercheurs et à 5 représentants d'organisations partenaires du Sud.

L'étude a également permis de recenser quelques pistes d'actions possibles pour le CFSI. Les consultants ont formulé des propositions dans les documents « état des lieux de l'ESS » et « diagnostic interne du CFSI », notamment en termes de nouvelles pratiques partenariales de coopération, de passage de démarche projet à d'autres logiques d'action et d'indicateurs de l'ESS pour une nouvelle lecture des projets. A la demande du comité de pilotage, les consultants ont produit en complément une note sur les outils financiers : repères sur la finance solidaire, particularité des banques coopératives et recommandations pour le CFSI y sont présentés. Les pistes de changement en termes de partenariat, d'outils financiers et de modèle économique ont été mises en discussion au sein des différents ateliers organisés lors des journées d'étude des 27 et 28 mars.

L'économie sociale et solidaire ancrée dans les territoires

A l'issue de ces travaux, l'assemblée générale a acté le positionnement du CFSI vis-à-vis de l'économie sociale et solidaire. L'économie, pour être sociale et solidaire doit s'inscrire dans les territoires où elle se crée et être maîtrisée par les hommes qui la gouvernent. Ceci conduit à fixer trois types d'engagements prioritaires pour le CFSI :

- agir dans une logique de transformation sociale qui dépasse la simple réparation d'une économie non régulée ;
- réaliser le passage d'une logique de soutien aux projets à une logique de renforcement d'acteurs engagés dans des projets pluri acteurs d'économie sociale et solidaire ;
- passer du seul appui à la mise en œuvre par le don à l'appui au changement d'échelle par l'échange de pratiques et l'accès à une palette d'outils financiers.

Le thème ESS prévoit de :

- soutenir, en France et à l'international des initiatives assumées par des acteurs de l'économie sociale et solidaire en privilégiant une entrée par les territoires et en s'assurant de l'implication réelle des parties prenantes ;
- promouvoir et relier entre eux des réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, ancrés dans leurs territoires en France et à l'international, pour échanger sur leurs pratiques et les faire valoir auprès des citoyens comme des acteurs économiques et politiques ;
- élargir l'assise du CFSI pour porter le plus collectivement possible un message politique sur la viabilité et l'utilité sociale d'une telle économie.

Concrètement le CFSI prévoit progressivement de :

- créer un espace et une dynamique d'échanges entre les membres engagés dans l'économie sociale et solidaire ;
- consolider des actions qui s'intègrent dans le champ de l'ESS ;
- assurer une dimension transversale de l'ESS dans les chantiers du CFSI ;
- développer un réseau d'expertise ESS au service des projets et des membres ;
- développer des mécanismes d'appui financier à l'ESS.

5. SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION

Le programme société civile et participation poursuit les objectifs suivants :

- renforcer les organisations de la société civile pour qu'elles participent à la définition et au suivi des politiques publiques ;
- favoriser les échanges entre les organisations membres du CFSI et leurs partenaires à partir des actions soutenues.

Au cours de l'année 2012, il s'est concrétisé par :

- la poursuite de la convention programme société civile et participation (SCP) qui inclue à la fois un soutien à des actions réalisées par des partenaires des membres et l'animation d'échanges entre eux ;
- le partenariat avec le CNOSCG (Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne) ;
- les programmes pluri acteurs en Algérie et au Congo.

5.1. Convention programme société civile et participation

L'année 2012 a vu la poursuite de la convention programme « société civile et participation » autour de quatre axes d'intervention :

- le soutien financier de projets triennaux et annuels portés par les membres du CFSI en partenariat avec des organisations de la société civile du Sud ayant la volonté de participer à l'élaboration ou au suivi de politiques publiques au niveau local, national ou sous-régional ;
- le décryptage de ces expériences de participation par un processus de capitalisation mené en partenariat avec l'Institut de Recherche et de débat sur la Gouvernance (IRG) ;
- l'organisation de temps d'échanges entre les participants du programme et de débats ouverts sur la thématique du programme ;
- l'analyse des pratiques de coopération des membres du CFSI et de leurs partenaires, afin de mesurer si les valeurs défendues par le programme tendent à être appliquées.

Le soutien financier de projets triennaux et annuels

Les projets en cours

Les 4 projets triennaux sélectionnés en 2010 portent sur la politique migratoire au Mali, la politique économique en faveur des artisans de Madagascar, le développement local d'une préfecture de Guinée et la mise en œuvre des politiques de formation et d'insertion professionnelle d'une région du Brésil. Leur mise en œuvre a été poursuivie (les résultats par projet sont annexés).

6 actions annuelles se poursuivent avec les objectifs suivants :

- le développement d'une stratégie de développement agricole concertée dans un département congolais ;
- le renforcement d'un conseil des organisations de la société civile d'une région en Guinée-Bissau ;
- la mise en place d'un réseau d'organisations de la société civile pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises au Vietnam ;
- le dialogue entre société civile et décideurs sur les enjeux du changement climatique, dans la région de Saint-Louis au Sénégal ;
- le renforcement des capacités du ROPPA en matière d'analyse des politiques agricoles et commerciales en Afrique de l'Ouest ;
- la concertation multi-acteurs pour l'ancrage des stratégies nationales de formation agricole et rurale en Afrique centrale.

Troisième appel en 2012

Un troisième et dernier appel a été lancé en 2012. 10 projets ont été reçus, 5 sélectionnés (la liste des projets retenus est mise en annexe). Ces projets portent sur :

- le renforcement de 5 associations en Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie qui agissent pour la réduction des inégalités économiques liées au genre, par le développement d'actions de sensibilisation des acteurs économiques ;
- l'accroissement de la visibilité et la reconnaissance des acteurs associatifs du domaine de la petite enfance, et l'augmentation de leur niveau de participation et d'influence sur les politiques publiques éducatives en vigueur en Guinée-Bissau ;
- l'amélioration des capacités d'analyse et de propositions des élus locaux et des organisations de producteurs du Guidimakha (Mauritanie) dans le domaine de la sécurité alimentaire ;
- le renforcement d'ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration des politiques locales environnementales au Nord Vietnam ;
- la formation de journalistes spécialistes des questions politiques dans les médias congolais pour une couverture indépendante du processus électoral législatif et local et la création d'espaces de dialogue entre OSC, médias, autorités et citoyens.

Le processus de capitalisation mené en partenariat avec l'Institut de Recherche et de débat sur la Gouvernance (IRG)

La capitalisation du programme, définie en partenariat avec l'IRG, est entrée dans sa phase de pleine mise en œuvre en 2012. Prenant la forme d'un questionnement permanent animé au sein de chaque projet annuel et pluriannuel, cette capitalisation vise à interroger les pratiques, expériences, difficultés et pistes de solution mobilisées par chacun. Sur la base de ces diagnostics et propositions, l'IRG proposera un document final d'analyse (septembre 2013) sur les conditions d'efficacité et d'effectivité du dialogue entre organisations de la société civile (OSC) et pouvoirs publics pour des politiques publiques légitimes.

Pour mieux comprendre ces dynamiques de dialogue, les questionnements sont axés autour de réflexions réparties en deux temps tout au long du programme :

- Comment se construit une voix collective ? (Axe 1) ;
- Comment se mettent en place le dialogue avec les pouvoirs publics et la participation aux politiques publiques ? (Axe 2).

2012 a majoritairement été consacrée au premier axe dédié aux modes de construction d'une voix collective. A travers des fiches de capitalisation, les acteurs des projets soutenus se sont questionnés sur la définition des objectifs et des valeurs partagées, l'ancrage et la pérennisation d'une voix collective, la capacité des réseaux de garantir l'expression d'un intérêt partagé, la définition des modes de gouvernance et de représentation.

Une rencontre rassemblant les membres du CFSI et quelques partenaires a permis de :

- partager les résultats intermédiaires de la capitalisation ;
- mettre en discussion les grands enjeux qui se dégagent des questionnements relatifs à la construction d'une voix collective.

Dans les 4 pays (Brésil, Guinée, Madagascar et Mali) où les projets pluriannuels sont mis en œuvre des doctorants ont élaboré des analyses sur le contexte socio-politique, le niveau de structuration de la société civile et de dialogue avec les pouvoirs publics.

L'organisation de temps d'échanges entre les participants du programme et de débats ouverts sur la thématique SCP

2012 a été marquée par de nombreux temps d'échanges entre membres du CFSI et de rencontres ouvertes : ci-dessous quelques temps forts.

Atelier de restitution de l'enquête sur les pratiques partenariales des membres du CFSI

En 2011, le CFSI avait mené une enquête sur les pratiques partenariales actuelles d'un échantillon de ses membres, afin de comprendre les évolutions depuis 2005 (date de la précédente enquête) et de mesurer en quoi elles répondent à l'axe du programme « Coopérer autrement ». Les résultats de cette enquête ont été partagés lors d'un atelier. Ils démontrent :

- l'existence et le développement de stratégies partenariales (mais qui restent majoritairement tacites) et un déplacement du pôle de gravité vers le Sud ;
- un choix partenarial plus assumé, soit pour des raisons affinitaires (partager un objectif commun, des valeurs communes, des modes opératoires), identitaires (appartenir à des réseaux communs) ou de complémentarité (connaissance du territoire, complémentarité des compétences) ;
- l'expression de garde-fous qui se traduisent par l'interaction du triptyque valeurs, modes opératoires et objectifs partagés et par l'existence d'un socle contractuel ;
- au niveau des rôles et fonctions, on constate plus de reconnaissance de l'initiative Sud, le développement du co-pilotage des projets et un désengagement du partenaire Nord concernant la mise en œuvre des projets qui est assurée par des salariés locaux vers un positionnement plus institutionnel ;
- la persistance d'impasses : la question de l'interculturalité n'est quasiment jamais évoquée et celle de l'évaluation du partenariat évitée.

A l'issue de cet atelier les membres ont souhaité qu'une enquête « miroir » soit menée auprès des partenaires sud pour savoir si leurs perceptions des pratiques partenariales et de leurs évolutions sont les mêmes ou non.

Groupe de travail sur la coopération de territoire à territoire

Un groupe de travail réunissant des membres du CFSI a été mis en place pour réfléchir au développement de coopérations de territoire à territoire. Cette question est en effet un axe fort de la stratégie post 2013 du CFSI. Le territoire, pris dans un sens large, est une porte d'entrée des réflexions SCP très riche pour analyser les processus de concertation ici et là-bas. Le CFSI en tant que plateforme pluri-acteurs tend à inclure davantage les collectivités

locales et la question du développement local en leur sein. Pour ce faire, ce groupe de travail a pour mission d'identifier les convergences entre le CFSI et les collectivités locales françaises et des premières pistes d'action.

Atelier d'échanges sur la question de la solidarité internationale au sein des organisations ayant pour objet social d'agir en France

Un des axes de travail de la convention programme « Société civile et participation » prône le renouvellement des pratiques de coopération et l'élargissement de la mobilisation des acteurs au nord, à ceux dont l'objet social premier se situe en France et n'est pas de prime abord centré sur la solidarité internationale. Une partie des membres du CFSI et de ses partenaires correspond à cette catégorie d'acteurs.

Cette volonté d'ouvrir le champ de la solidarité aux organisations sociales françaises s'inscrit également dans la perspective de la mise en œuvre de la stratégie 2013-2016 du CFSI. Cette stratégie pose le décroisement de la vision bipolaire Nord-Sud et fait appel à une appréhension des enjeux mondiaux de la lutte contre les inégalités de manière globale, en pointant l'interdépendance des territoires et des échelons géographiques. La solidarité est l'affaire de tous, de toutes les OSC, au côté des ONG spécialistes du développement. Ainsi les futurs programmes du CFSI auront pour ambition de susciter des solidarités pluri acteurs entre territoires, de mobiliser en leur sein des OSC partageant les mêmes enjeux, de les accompagner dans cette nouvelle dimension internationale.

Dans ce cadre, la Fondation Abbé Pierre et le CFSI ont décidé d'organiser ensemble un premier atelier de travail en réunissant des organisations qui conjuguent action en France et engagement à l'international (Apprentis d'Auteuil, CGT, Fondation Abbé Pierre, Secours Populaire Français, UNMFREO). Chaque organisation a présenté sa structuration et l'articulation entre action nationale et action internationale, puis a explicité les forces et les faiblesses en interne à l'organisation en termes de transversalité, à l'externe sur les questions de légitimité.

Séminaire international

L'onde de choc du printemps arabe a amené les représentants des sociétés civiles organisées et des pouvoirs publics à questionner leurs relations avec les populations. Ces crises du politique en Afrique du Nord ont fait écho à celles que nous traversons aussi en France, en Europe et ailleurs encore dans le monde. C'est parce que cette actualité nous amène à regarder dans nos propres sociétés et à trouver des solutions pour renforcer un dialogue productif entre les diverses parties prenantes de la gouvernance que le CFSI et l'IRG ont souhaité organiser un séminaire international sur les enjeux et défis que rencontrent les sociétés civiles dans leur participation aux politiques publiques. 4 tables rondes ont structuré les échanges :

- les défis des sociétés civiles face à l'évolution de l'expression citoyenne ;
- les défis des sociétés civiles face à leur diversité ;
- les défis du dialogue social et politique ;
- le dialogue dans les politiques publiques : quels impacts pour les populations ?

Ce séminaire s'est caractérisé par une forte mobilisation du public avec une centaine de personnes présentes, dont la majorité ne provenait pas d'organisations membres du CFSI. Un des objectifs étaient de mettre en perspectives des défis communs Nord-Sud et des réponses spécifiques à chaque contexte. Ce croisement d'expériences s'est traduit par des témoignages émanant aussi bien de partenaires Sud venant de Guinée, du Mali et de Madagascar que de France, à travers l'intervention de représentants issus de la revue «*Mouvement*», de l'Institut de

la concertation, de la Netscouade, de Décider ensemble, de la Chambre régionale d'ESS de Bretagne et du Conseil Général de la Gironde.

5.2. Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)

Le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG) a été créé en février 2002. Il fédère les principaux réseaux et groupements d'ONG et d'organisations professionnelles et syndicales. Il est constitué de conseils régionaux, préfectoraux et sous-préfectoraux qui recouvrent l'ensemble du territoire national. Le partenariat entre le CFSI et le CNOSCG a démarré fin 2008 par une réflexion conjointe sur un projet visant à renforcer le rôle du CNOSCG dans la prévention et la gestion des conflits locaux, par une meilleure mise en réseau de ses membres et l'échange des expériences et des pratiques.

Ce projet était soutenu par l'Union européenne et l'Ambassade de France à Conakry. Il a permis d'atteindre les résultats suivants :

- capitalisation des savoir-faire et des pratiques du CNOSCG en terme de médiation et gestion de conflits locaux ;
- valorisation de ses pratiques, au sein des régions et vis-à-vis des pouvoirs publics, par la production collective de 11 cahiers thématiques ;
- réalisation collective, à partir de la base du CNOSCG, d'un plan national de médiation ;
- identification pour les 3 thématiques de conflits (fonciers, agriculteurs/éleveurs, locataires/propriétaires) des actions de plaidoyer à mener au niveau national ;
- développement et renforcement des dynamiques entre OSC d'une même région et entre les démembrements ;
- l'instauration des groupes thématiques et l'organisation des séminaires thématiques ont fortement impulsé des liens et des échanges entre experts locaux et les ont initiés au niveau national.

2012 a été marqué par la fin de ce projet, le CFSI privilégiant un travail sur l'accompagnement et l'appui des partenaires de ses membres par la mise en place de programmes collectifs.

5.3. Les programmes concertés pluri acteurs

Les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) sont des instruments mis au point par le Ministère des Affaires étrangères et européennes en lien étroit avec les ONG. Ils font directement écho à l'identité du CFSI. Le CFSI est l'une des rares organisations françaises assurant une mobilisation opérationnelle pluri acteurs avec les collectivités territoriales et les syndicats. Il s'est donc trouvé assez naturellement engagé dans cet instrument innovant d'appui aux sociétés civiles du Sud. Ainsi, il assure le rôle d'ONG garante de deux PCPA, l'un au Congo, l'autre en Algérie.

PCPA Congo

100 OSC congolaises et françaises et des pouvoirs publics rassemblés autour d'objectifs communs

Le programme concerté pluri acteurs (PCPA) au Congo fait suite à une étude préalable réalisée en 2007 et au programme Dialogue citoyen mis en œuvre de 2004 à 2007 dans le cadre de la convention programme Société civile et participation. Le PCPA a démarré formellement en janvier 2008, sa phase actuelle se déroule de 2010 à 2013. Il rassemble 86 OSC congolaises et 10 OSC françaises dont 3 membres du CFSI, la CGT, le GRET, Syfia International, 3 ministères techniques congolais et un ministère français.

La mise en œuvre du PCPA Congo s'articule autour de trois objectifs :

- renforcer l'efficacité et la crédibilité des OSC congolaises en tenant compte de leur diversité ;
- renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile congolaise ;
- contribuer à l'amélioration du dialogue entre pouvoirs publics et société civile.

Elle repose sur deux axes stratégiques, l'un national, l'autre local.

- Au niveau national, l'enjeu est de répondre au besoin de structuration collective de la société civile, de plus en plus sollicitée par les pouvoirs publics, mais incapable de parler d'une voix commune par manque d'espace de concertation. Si l'idée d'une organisation faïtière nationale n'est pas d'actualité, le regroupement des OSC par secteurs d'intervention est pertinent. Le programme met en place cinq plateformes thématiques (PFT) : Eau et assainissement - Education, formation et insertion - Développement rural et agricole - Groupes vulnérables et droits humains – Santé. Ces espaces de concertation ont vocation à constituer des lieux d'échanges d'expériences, d'élaboration de positions communes, nécessaires à toute action de plaidoyer. Ils deviendront à terme des interlocuteurs des pouvoirs publics représentatifs de la société civile.
- Le second axe stratégique concerne le niveau local. Le PCPA cherche à articuler ses activités avec le processus de décentralisation que connaît actuellement le Congo. Ainsi, il répond à une forte demande des collectivités locales congolaises qui cherchent à travailler davantage avec les OSC de leurs territoires.

Une assemblée plénière marquée par la catastrophe de Mpila

En 2012, un bilan intermédiaire des activités était prévu au cours d'une assemblée plénière réunissant tous les acteurs du programme. Cette assemblée devait se tenir sur 2 jours, les 6 et 7 mars 2012. A la suite de la catastrophe de Mpila du 4 mars (explosion d'un dépôt d'armes qui a détruit un quartier de Brazzaville), il n'a plus été possible de tenir les travaux tels que prévus initialement. En effet, au lendemain d'une telle catastrophe, la réunion d'une centaine d'OSC pouvait être mal interprétée, perçue comme un acte non respectueux vis-à-vis des victimes. Après une journée de réflexion en lien avec le ministère des Affaires sociales congolais et l'ambassade de France, le COPIL a décidé de maintenir l'assemblée sur une journée et d'en faire une session extraordinaire. La cérémonie d'ouverture a été présidée par Mme Emilienne RAOUL, Ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, en présence de M. Jean François Valette, Ambassadeur de France au Congo.

Cette assemblée extraordinaire a réuni plus d'une centaine de participants venus du Congo, de France et d'Algérie. Elle a permis de faire le bilan du chemin parcouru depuis juillet 2010 par le PCPA et des premières pistes de travail des plateformes thématiques. Les membres du PCPA Congo profondément attristés par ce drame ont manifesté leur solidarité à l'égard des

victimes par une déclaration qui a été publiée à l'issue des travaux et diffusée à la télévision². Pour participer à la reconstruction du quartier Mpila, rasé par ces explosions, une « commission de réflexion sur la reconstruction de Brazzaville suite au drame du 4 mars dernier » a été mise en place.

Trois activités : fonds d'appui au projet, plates-formes thématiques, capitalisation

Trois grandes activités ont marqué l'année 2012 :

- 1) La mise en œuvre du fonds d'appui au projet : au total 43 projets ont été sélectionnés suite à 4 appels (cf. liste des projets en annexe). Ces projets sont portés par 42 OSC, ils bénéficient à 697 OSC, 72 pouvoirs publics (centraux, déconcentrés, décentralisés) sont investis dans leur mise en œuvre, plus de 210 000 personnes physiques en sont les bénéficiaires directs ou indirects. Ils ont tous fait l'objet dans leur définition et leur mise en œuvre d'un accompagnement individuel et / ou collectif par le service appui projet du programme composé de la cellule exécutive avec l'appui du GRET Congo ;
- 2) Le développement des activités des plateformes thématiques qui ont permis de :
 - définir leur propre gouvernance ;
 - esquisser un plan d'action sur les 12 mois restants du programme ;
 - définir une action commune financée sur le fonds d'appui projet du programme ;
 - identifier et prioriser les défis à relever d'ici 5 ans pour la construction d'une action collective par rapport aux différents acteurs.
- 3) Le lancement du processus de capitalisation du programme animé par deux consultants. Il porte sur les conceptions et les pratiques de concertation développées par la mise en œuvre du PCPA. Il doit permettre aux membres de l'assemblée plénière et aux parties prenantes :
 - de tirer les leçons de leurs tentatives et de leurs expériences de concertation ;
 - de partager et de relativiser ces acquis dans un objectif d'apprentissage mutuel ;
 - de formaliser et de diffuser ces expériences et ces leçons pour mieux les valoriser et les partager au-delà des acteurs directement impliqués dans le programme, dans le cadre de l'élaboration d'un document de référence sur les pratiques de concertation.

Ce processus d'un an doit contribuer à promouvoir la concertation au Congo et à légitimer les acteurs du programme vis à vis des pouvoirs publics.

PCPA Jousour

L'année 2012 a été marquée par un partenariat renforcé avec l'association nationale partenaire NADA qui assure le portage administratif du programme en Algérie, l'évaluation de la présente phase et la définition du programme 2013 – 2016. A la fin de l'année, la gouvernance élue en Assemblée plénière, a été renouvelée.

Les fonds d'appui : une assise sociale, financière et partenariale renforcée des associations algériennes œuvrant au bénéfice de l'enfance et de la jeunesse

Au total 58 projets ont été soutenus par Jousour. Les 16 projets développés dans le cadre du Fonds d'appui aux projets et destinés à accompagner la professionnalisation des associations

² www.pcpacongo.org et <http://vimeo.com/385692084>

algériennes ont eu un impact structurant sur ces associations. Leur assise sociale s'est très nettement renforcée comme en témoigne le soutien financier d'entreprises de proximité aux projets. Elles ont par ailleurs noué un dialogue constructif avec les pouvoirs publics locaux et nationaux qui ont majoritairement cofinancé les initiatives qu'elles mettaient en œuvre. Certains ministères, santé et affaires sociales notamment, ont reproduit certains dispositifs de service à la population menés avec succès dans le cadre de ces projets pour les dupliquer sur d'autres wilayas.

Joussour a également renforcé son rayonnement territorial en lançant quatre appels à initiatives dans les wilayas de Bouira, El Oued, Béjaïa et Biskra. Les 28 initiatives soutenues dans le cadre du Fonds d'Appui aux Initiatives Locales ont également été financées par les Direction des Jeunesse et des Sports de ces quatre wilayas qui se sont également impliquées en facilitant l'accompagnement à leurs mises en œuvre. Ces 44 projets ont directement bénéficié à près de 30 000 enfants, jeunes et à leurs familles et indirectement à 60 000 personnes.

Un nouveau fonds d'appui, le Fonds d'Appui aux Initiatives Jeunesse, a été créé en 2012 et a permis de soutenir la mise en œuvre de 14 initiatives citoyennes de jeunes qui ont développé des actions de solidarité en faveur de publics victimes d'exclusion.

Activités transversales : une gouvernance renouvelée et un dialogue renforcé avec les pouvoirs publics

Rencontres régionales

Deux rencontres régionales, l'une à Constantine et l'autre à El Oued ont été organisées en 2012 par les associations membres et les pouvoirs publics territoriaux. Le processus de construction de ces rencontres qui portait, à Constantine, sur l'engagement et la mobilisation des jeunes dans le mouvement associatif et à El Oued, sur le rôle du mouvement associatif dans la société, a permis de faire reconnaître l'action associative par les autorités locales et de renforcer le dialogue entre la société civile et les pouvoirs publics. Au total, plus d'une cinquantaine d'associations, majoritairement non membres de Joussour, ont participé à ces rencontres.

Dans un esprit de réciprocité, trois manifestations publiques ont également été organisées en France. Elles avaient pour objectif de valoriser le Programme Joussour, ses acteurs et les collectivités locales françaises membres du Programme. Une première table ronde a été organisée en mars à Bordeaux et portait sur le partenariat entre associations algériennes et françaises. Huit associations membres ont témoigné de la mise en œuvre de cette relation, des difficultés mais aussi de la nécessité d'un dialogue constant entre associations algériennes et françaises. La ville de Nanterre a accueilli une seconde manifestation publique et a soutenu une projection-débat sur l'engagement citoyen d'hier à aujourd'hui. Le film « Autrement citoyen » produit par le CFSI qui valorise l'engagement citoyen d'acteurs associatifs algériens a introduit le débat. Enfin à Grenoble, une table ronde organisée au Plateau Mistral a permis à 8 jeunes algériens et français de témoigner de l'importance des échanges entre jeunes et de croiser leurs regards sur les sociétés françaises et algériennes. Plus de 300 personnes, militants associatifs français, élus et citoyens ont assisté à ces rencontres.

Etudes et outils au service du renforcement de capacités

Une étude visant à mieux cerner les besoins et attentes des associations algériennes a été produite de même qu'un manuel pratique destiné à soutenir l'action associative en Algérie. Le manuel a été édité en partenariat avec la Fondation allemande Friedrich Ebert et Solidaridad.

Ces deux outils ont été présentés à l'Assemblée plénière de Jousour organisée début décembre à Tipaza.

Une assemblée plénière élargie

Dans la perspective de l'Assemblée plénière, les membres de Jousour ont renouvelé leur engagement au sein du Programme et un processus d'adhésion en direction de nouveaux membres a été lancé. Les nouvelles associations membres devaient être parrainées par deux associations membres de Jousour. Au total, 125 membres se sont réunis à Tipaza, 70 associations algériennes, 31 associations françaises, 15 institutions algériennes et 9 collectivités locales françaises. Ils ont validé les grandes orientations de Jousour pour les trois prochaines années qu'ils avaient eux-mêmes dessinées lors de 5 réunions organisées à Alger, Constantine, El Oued, Oran et Paris.

Ils ont ensuite désigné leurs représentants au comité de pilotage soit 5 représentants associatifs algériens et 3 représentants associatifs français, dont deux chargées de mission de Batik International et du GRDR, membres du CFSI. A noter également que l'Assemblée plénière s'est également prononcée de manière positive sur l'intégration du Président du réseau NADA de protection des droits de l'enfant en tant que membre de droit du comité de pilotage. Un accord cadre de partenariat entre le CFSI et NADA est en préparation et aura pour objet de déléguer le portage administratif de Jousour en Algérie à NADA.

Fin décembre, la proposition de projet, fruit de ce processus participatif, a été déposée à l'Agence française de développement. La phase II de Jousour s'inscrira sur une période de 30 mois et commencera le 1^{er} juin 2013.

6. APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC

6.1. La collecte de fonds auprès du public

Près de 6 900 donateurs ont soutenu l'action du CFSI en 2012. La collecte de fonds auprès du public se décline en trois activités :

- la fidélisation ;
- la réactivation d'anciens donateurs ;
- la prospection de nouveaux donateurs.

Les actions de fidélisation

Les actions de fidélisation concernent la relance de donateurs actifs qui reçoivent 4 sollicitations durant l'année. Elles représentent 92 % des montants collectés. Parmi les principaux résultats de l'année, on note :

- une augmentation du nombre de donateurs prélevés (+ 3 % soit 2 009 prélevés contre 1 945 donateurs prélevés en 2011) et une augmentation des montants prélevés (+ 8 %). Les prélèvements représentent 29 % des montants collectés ;
- une amélioration de la fidélisation des donateurs recrutés les années précédentes qui se traduit par une progression de 2 % des montants des dons et une augmentation du nombre de dons de 7 %.

La réactivation de donateurs

La « réactivation » de donateurs vise à solliciter d'anciens donateurs par des actions de télémarketing réalisées avec l'aide d'un prestataire extérieur. En 2012 cette opération a été menée à l'occasion d'une enquête visant à interviewer les donateurs. A cette occasion, 629 donateurs ont adressé un don au CFSI.

La prospection

En 2012, le CFSI a démarré une nouvelle opération de prospection de donateurs. Pour ce faire, il a réalisé un appel d'offre pour sélectionner un prestataire chargé de la mise en œuvre de l'opération qui a démarré fin 2012 et se poursuivra en 2013.

6.2. Agrément du Comité de la Charte de Déontologie

Le CFSI est une organisation agréée par le Comité de la Charte de Déontologie (Comité du don en confiance). L'agrément triennal a été reconduit par la Commission d'agrément et de surveillance au printemps 2010. Le contrôleur, M. Alain Fournier, rencontre régulièrement la direction du CFSI.

En 2012, le Comité de la Charte a produit de nouveaux textes d'application, notamment sur le contrôle interne, le pilotage et la rémunération des agences de collecte. L'ensemble de ces règles visent à améliorer la qualité du travail au prix d'un surcroît de tâches administratives parfois peu compatibles avec les emplois du temps.

7. ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION

7.1. Informations vers les organisations membres

Toutes les organisations membres du CFSI reçoivent :

- les comptes rendus validés des réunions du conseil de direction ;
- une lettre électronique, « La lettre aux membres », qui est réservée aux membres du CFSI et leur fait part de l'actualité du CFSI. En 2012, 4 lettres ont été envoyées en février, mai, septembre et novembre.

7.2. Informations vers les donateurs et sympathisants

Lettres électroniques

Différents supports permettent d'informer les donateurs et les personnes intéressées par le CFSI :

- « Regardons vers le Sud » : cette lettre illustre les missions sociales du CFSI par des témoignages de terrain et inclut un appel au don. Trois numéros ont été envoyés en 2012 (juin, octobre, décembre) à une base de 1 900 adresses mails. Plus de 23 % des destinataires ont ouvert ces courriers et 2 % ont cliqué au moins une fois sur un des liens proposés ;
- « Contre la faim, changeons les règles » : cette lettre présente l'actualité des actions de promotion du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire (publications, éducation au développement, plaidoyer). 4 numéros ont été envoyés en 2012 (avril, juin, octobre, décembre) à une base 5 000 adresses mails. Plus de 17 % des destinataires ont ouvert ces courriers et 2,7 % ont cliqué au moins une fois sur un des liens proposés ;
- En complément, 4 appels aux dons « Soutenez le CFSI » ont été adressés en août (1) et décembre 2012 (3) à une base de 6 900 adresses mails. Plus de 19 % des destinataires ont ouvert ces courriers et 1 % ont cliqué au moins une fois sur un des liens proposés.

Communication écrite vers les donateurs

Deux « Courrier du CFSI », bulletin d'information sur les projets en cours destiné aux donateurs ont été envoyés en 2012 (en mai et novembre, tirages de 15 000 exemplaires). Le « Courrier du CFSI » est accompagné d'une lettre d'appel au don.



En complément, le CFSI a envoyé à tous ses donateurs en août 2012 « L'essentiel de l'année 2011 », document rendu obligatoire par le Comité de la Charte et dont le contenu détaille les comptes et activités de l'année 2011.



Format A3 - 14 000 exemplaires

Campagne ALIMENTERRE



Calendrier 16 pages - 40 000 exemplaires 1



Affichette personnalisable 6 500 exemplaires
Au recto : visuel de campagne ALIMENTERRE 2012



Programme Festival ALIMENTERRE 2012
Dépliant 3 volets recto-verso, format A4 ouvert, 32 500 exemplaires



Planche de flyers personnalisables Festival ALIMENTERRE 2012
Recto-verso, format A3, 21 000 exemplaires





3 modèles de bannières à insérer sur les sites des partenaires et des pôles et relais

Outils d'information et d'éducation au développement

Support à destination des pôles et relais de la campagne



Manuel de campagne

Supports d'information et de sensibilisation



*Alternatives économiques n°316bis
"Nos voitures carburent-elles à la faim ?"*



Bilan de l'édition 2012 du Festival de films

Support de plaidoyer



*« Nos voitures carburent-elles à la faim ? »
Pour une politique énergétique européenne respectant le droit à l'alimentation.
mai 2012*

7.3. Les sites internet

Le CFSI dispose de trois sites internet :

- le site institutionnel du CFSI : www.cfsi.asso.fr ;
- le site dédié au Festival de films ALIMENTERRE : www.festival-alimenterre.org ;
- le centre de ressources – plateforme d'information collaborative sur les questions agricoles et alimentaires : www.alimenterre.org.

Le site institutionnel

Lancée début janvier 2012, la nouvelle version du site www.cfsi.asso.fr a recueilli **30 721 visites** en un an. Une visite dure en moyenne 3 minutes et 11 secondes et le taux de rebond (pourcentage de visites d'une seule page, c'est-à-dire les visites lors desquelles l'internaute a quitté le site dès la page d'entrée) affiché est très bon : 46.20 %. On peut y voir le résultat d'un travail sur la clarté et l'ergonomie du site.

Les « temps forts » en termes de fréquentation sont : le lancement du site (promotion dans les signatures de mails, newsletters, réseaux sociaux, sites référents), la mise en ligne de l'appel à projets "Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest", la mise en ligne d'offres d'emploi et de stages.

Les pages les plus visitées sont les suivantes : « Qui sommes-nous ? », « Nos programmes », « Les offres d'emplois et de stages », « Appel promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest », « Nous soutenir », « La campagne ALIMENTERRE », « Nos actions ».

Parmi les actualités les plus regardées, on peut noter : le lancement de l'appel à projets "Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest", le rapport « Nos voitures

carburent-elles à la faim ? », le programme Joussour donne la parole aux jeunes (Grenoble), Solidaires avec le Congo (catastrophe de Mpila), le lancement du Festival ALIMENTERRE.

Les chiffres du don en ligne restent stables (150 dons contre 149 en 2011, don moyen à 119 euros contre 114 euros en 2011).

Le trio « site institutionnel », « site événementiel » et « site informatif » est complémentaire et fonctionne plutôt bien. Chacun des sites répond à une demande précise et les liens entre les trois sites favorisent le trafic global. Cette dynamique est soutenue par différents supports : emailings et newsletters, lettre aux membres, animations des réseaux sociaux plus soutenue (FB, Twitter, l'Auberge), communiqués de presse, signatures des mails, relais sur les sites et les blogs des partenaires (type pôles et relais ALIMENTERRE), diffusion de l'information sur des sites référents (ex. : agenda Coordination Sud).

Gain de visibilité pour le site Festival ALIMENTERRE

Au 31 décembre 2012, le site www.festival-alimenterre.org a reçu 40 700 visites (soit plus du triple qu'en 2011, année de mise en ligne). En moyenne, l'internaute est resté 3 minutes 28 secondes sur le site et 142 800 pages ont été vues au total. Le taux de rebond est de 47 %, ce qui garantit que les visiteurs naviguent sur le site et lisent différentes pages. C'est un site essentiellement événementiel, avec un pic de fréquentation lors des périodes de préparation et de mise en œuvre du Festival.

Principalement destiné au grand public, le site Festival permet de trouver une information détaillée sur les films de l'édition 2012, les partenaires et relais de l'événement ; les dates et les lieux de projections. Il a fait l'objet de quelques développements supplémentaires pour améliorer son ergonomie, mieux valoriser les événements et invités, favoriser l'abonnement des internautes aux réseaux sociaux du CFSI (Facebook et twitter).

Le centre de ressources ALIMENTERRE

Plus de 600 ressources documentaires en ligne

Le contenu du nouveau centre de ressources web ALIMENTERRE, mis en ligne le 24 octobre 2011 sur www.alimenterre.org, s'est étoffé tout au long de l'année 2012. Outre les ressources visuelles (45 photos et 9 cartes téléchargeables, 32 films dans la banque de films), les actualités (400 événements mis en ligne, 90 brèves rédigées) et les 3 quiz, le site propose fin 2012 près de 600 ressources documentaires en ligne (études, fiches projets, textes officiels, outils EAD, témoignages). En plus des ressources produites par le CFSI, ses membres et partenaires, un important travail de veille apporte des ressources qui déclinent la ligne éditoriale du site « Nourrir le monde avec une agriculture familiale durable ».

Une stratégie de développement partagée

Le 31 janvier 2012, le comité d'orientation et de suivi du centre de ressources a réuni 3 représentants des membres du CFSI (le GRDR, Ingénieurs sans Frontières et le Secours Populaire) et 2 salariés du CFSI. Pour que le centre de ressources soit un outil d'animation tout au long de l'année, plusieurs types d'actions ont été définis :

- la diversification des alliances pour animer le site :
 - des partenariats éditoriaux ont été développés avec les membres du CFSI producteurs d'informations (AFDI, Syfia International, UNMFREO) et des revues telles qu'Altermondes, Alternatives économiques et Transrural Initiatives pour enrichir le contenu du site. Ces associations contribuent régulièrement au centre de ressources par des articles et des brèves ;

- le centre de ressources **ALIMENTERRE** a rejoint en 2012 la COREDEM, la communauté des sites ressources pour une démocratie mondiale, animé par Ritimo. Les ressources du site sont référencées dans le moteur de recherche commun à tous les sites ressources faisant partie de la COREDEM³.
- la mise en place d'un espace dédié pour les élections présidentielles : le CFSI était présent au débat organisé au CEVIPOF en mars 2012 entre les représentants agricoles des candidats à la présidentielle. A partir des interventions, et des propos des candidats au congrès de la FNSEA, un espace de 6 pages web dédié aux élections présidentielles « les candidats face aux défis agricoles » a été mis en ligne le 11 avril ;
- des améliorations dans les fonctionnalités du site : des évolutions ont été commandées au prestataire informatique Insite pour améliorer le fonctionnement et l'ergonomie du site ;
- la présentation des projets de terrain qui ont eu le plus d'impact sur le développement régional et / ou la définition de politiques. La chargée d'animation du centre de ressources s'est davantage impliquée sur les activités du fonds d'appui aux projets de terrain géré par la Fondation de France et le CFSI en vue de l'amélioration de l'information sur les projets et la création d'un espace dédié à la thématique « Nourrir les villes par la production familiale locale » qui constitue l'axe central de la capitalisation du fonds sur lequel le CFSI devrait devenir un acteur ressource incontournable en 2013.

Des actions de communication et de promotion des pratiques collaboratives

Depuis mai 2012, le CFSI envoie tous les mois une lettre mensuelle d'information sur les dernières parutions de ressources aux internautes ayant laissé leur contact sur le site (300 personnes à fin 2012)

L'animatrice du centre de ressources a organisé une rencontre-échanges d'expériences avec les chargés de communication des membres du CFSI (Artisans du Monde, GRET, UNMFREO) et d'autres organisations (Acted, ATD Quart Monde, Coordination Sud, Fondation Charles Léopold Mayer, F3E, RITIMO, Solidarité) sur les bonnes pratiques d'optimisation du référencement, en particulier les pratiques collaboratives de maillage des sites entre eux.

Une version anglaise du centre de ressources

La version anglaise du centre de ressources, identifiée par nos partenaires européens comme un moyen privilégié pour renforcer les coopérations à la fois sur les activités d'éducation au développement et de plaidoyer, a été mise en ligne en fin d'année 2012 (150 ressources disponibles).

Une fréquentation en progression

Le site a reçu plus de 40 000 visites en 2012. La fréquentation est variable selon les mois de l'année. Depuis le premier anniversaire du site, il est possible de suivre son évolution sur un an : la fréquentation a globalement doublé sur un an (+ 113 % en novembre 2012 par rapport à l'année précédente, + 88 % en décembre 2012). La durée moyenne d'une visite est de 4 minutes, ce qui correspond à une durée intéressante au regard des habitudes des internautes. Les ressources les plus visitées sont les outils d'éducation au développement (ex : 1 000 vues pour l'exposition **ALIMENTERRE**) et les articles d'actualité (ex : 1 500 vues pour le témoignage d'un leader paysan sur la situation politique au Mali et l'accaparement des terres).

³ (<http://www.coredem.info/>)

8. PERSPECTIVES

Les perspectives 2013 reflètent les 5 marqueurs du cadre stratégiques 2013 – 2016.

- Relier l'économique et le social : cette démarche sera renforcée au cours du premier trimestre avec la capitalisation sur l'insertion professionnelle. Concernant la construction du programme économie sociale et solidaire, le CFSI cherchera des moyens pour mettre en place un fonds de projet dédié à cette thématique à compter de 2014.
- Promouvoir le socle des droits : le rapprochement entre organisations de développement et organisations de défense des droits de l'Homme sera l'une des démarches prioritaires des activités de plaidoyer.
- Favoriser une approche par les territoires : que ce soit au Congo, en Algérie ou en France, le CFSI favorisera des alliances au sein et avec les territoires pour mener à bien ces programmes de renforcement des sociétés civiles et de sensibilisation de l'opinion publique à la souveraineté alimentaire et au droit à l'alimentation.
- Approche pluri acteurs et concertation : les cadres de concertation sont un élément clé pour rapprocher des acteurs de différentes origines. Ils feront l'objet d'une attention particulière dans deux travaux de capitalisation réalisés sur l'insertion professionnelle et dans le cadre de la convention programme société civile et participation.
- Favoriser les mises en réseaux : dans le cadre de la campagne **ALIMENTERRE**, le CFSI cherchera à renforcer les organisations qui structurent des réseaux sur leurs territoires.

8.1. Agriculture et alimentation

Les actions réalisées en 2013 sur la thématique agriculture et alimentation s'inscrivent dans des engagements pluriannuels concernant :

- le fonds agriculture et alimentation : un nouvel appel aura lieu en 2013. Les projets choisis renforceront la capitalisation sur la thématique « Nourrir les villes ». Celle-ci sera soutenue par des alliances avec des chercheurs et d'autres fondations soutenant des projets dans ce domaine. Cette nouvelle étape de capitalisation vise à approfondir et à caractériser, en termes qualitatifs et quantitatifs, plus spécifiquement les innovations qui permettent aux produits issus de l'agriculture familiale de regagner des parts de marché urbain.
- la campagne **ALIMENTERRE** et le festival de films s'intéresseront à la transition agricole et alimentaire et mettront en débat les questions relatives à l'influence des choix alimentaires sur la production et l'échange de produits agricoles, les transformations nécessaires pour garantir la souveraineté alimentaire et les modalités d'action pour les consommateurs.

8.2. Economie sociale et solidaire

L'année 2013 verra la finalisation de la capitalisation sur l'insertion professionnelle des jeunes en Mauritanie et au Mozambique menée dans le cadre de la Facilité d'innovation des ONG (FISONG), en consortium avec ESSOR (Mozambique) et le GRET (Mauritanie).

Un travail sera réalisé avec les organisations membres du CFSI pour définir les modalités de partenariats financiers nécessaires à la mise en œuvre du cadre stratégique 2013 – 2016.

8.3. Société civile et participation

En 2013, la convention programme SCP entrera dans sa dernière année qui sera consacrée principalement à :

- l'organisation d'un séminaire de clôture international en partenariat avec le MAE et l'AFD. Il constituera un temps de restitution des enseignements de la capitalisation et de l'évaluation finale du programme ;
- la préparation d'un « Savoirs communs » avec l'AFD ;
- la définition et la préparation d'un nouveau programme triennal s'inscrivant dans le cadre stratégique 2013 – 2016.

Au Congo, il s'agira de la dernière année de la première phase. Une évaluation finale permettra de bâtir la suite pour 2013-2016. Une assemblée plénière de clôture en juin 2013 fera le bilan de ces 3 années et renouvellera les instances de gouvernance.

En Algérie, les premiers mois de l'année seront consacrés à la finalisation de la phase 1 du programme concerté pluriacteurs. Puis, à partir de l'été, démarrera une nouvelle phase qui se concentrera sur le renforcement des associations algériennes et leurs capacités à travailler ensemble à l'échelle locale, nationale et internationale et à développer des partenariats et un dialogue avec les pouvoirs publics locaux et nationaux.

9. ANNEXES

9.1. Liste des projets conventionnés en 2012

Fonds agriculture et alimentation

PORTEUR	Pays action	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué en 2012	Durée projet
Financement CFSI					
AFDI	Bénin	FUPRO	Participation des OP à la reconnaissance de la qualité et de l'origine des produits locaux	49 741 €	36 mois
GRET	Guinée	MGE	ACORH – Amélioration des Capacités des Organisations de la filière riz	30 000 €	24 mois
Financement Fondation Ensemble et CFSI					
GRDR	Mauritanie	CUCG	Promotion des pôles de production maraîchère pour un approvisionnement durable des marchés locaux	15 000€	23 mois
GRDR	Sénégal	CORENA	Développement Economique Durable et Ecocitoyenneté (DEDE)	25 000 €	36 mois
Financement Fondation de France pour les membres du CFSI					
ESF	Togo	OADEL	Une boutique-bar-restaurant pour la vente de produits locaux	15 000 €	18 mois
ESSOR	Guinée-Bissau	FEDE/KAFO	Transformation et commercialisation de produits agricoles	50 000 €	36 mois
GRET	Sénégal	CDC Dagana	Développement de l'élevage et structuration de la filière laitière	50 000 €	36 mois
UNMFRT	Togo	UNMFREO	Appui à la formation et à l'insertion des jeunes ruraux et à la sécurité alimentaire	49 574 €	36 mois
Financement Fondation de France organisations non membres du CFSI					
ANG (France)	Guinée	CATOB	Professionnalisation de 10 Unions maraîchères	11 500 €	12 mois
APDRA	Côte d'Ivoire	APCI	Renforcement des capacités des organisations de pisciculteurs	50 000 €	36 mois

PORTEUR	Pays action	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué en 2012	Durée projet
Autre Terre (Belgique)	Burkina Faso	CNABio	Développement de l'agriculture biologique pour le marché burkinabé	30 185 €	36 mois
AVSF	Sénégal	ADC Ninnada	Amélioration de l'approvisionnement des marchés urbains en produits maraîchers	49 500 €	36 mois
FONGS	Sénégal	CISV (Italie)	Pour que les exploitations familiales nourrissent les villes !	50 000 €	36 mois
RC-Italie	Ghana	Afram Plains Development Organisation	Un choix alimentaire	49 471 €	36 mois
ROPPA	Bénin, Sénégal	GRET	Les unités de transformation agroalimentaires locales nourrissent les villes et contribuent à l'accroissement des revenus agricoles	50 000 €	36 mois
URP-AL	Bénin	Agriterra (Pays-Bas)	Promotion de la sécurité alimentaire grâce à la filière soja au Sud-Bénin	47 250 €	36 mois
Financement Fondation L'Occitane					
FERT	Burkina Faso	- UDPN Pissila - UDPN Pensa - UDPN Dablo	Structuration et développement de 3 Unions de groupements paysans	50 000 €	36 mois

ALIMENTERRE conventions 2012

ORGANISATION	Montant attribué
A.N.I.S. Etoilé	2 000
Artisans du monde Bourg-en-Bresse	600
Artisans du monde Grenoble	200
Cap Solidarités	2 000
Cap Vert	200
CEDIDELP	200
CICODES	600
Les colporteurs	600
Coopération Atlantique	1 200
CRISLA	1 000
Fédération des MFR Drôme-Ardèche	200
Le Grain Drôme Ardèche	200
Horizons Solidaires	2 000
KuriOz	2 000
LAFI BALA	1 500
LOR SUD	600
Maison des droits de l'homme	600
PECOS	1 200
RADSI	2 000
RéCiDev	2 000
RESIA	600
RIS	200
SOLICOOP 42	400
Starting-Block	1 000
TOTAL CONVENTIONS ACTIVITES DE SENSIBILISATION DU PUBLIC	22 100
Gret étude sur la cohérence des politiques	10 000

Convention programme société civile et participation

PORTEUR	Pays	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée du projet
BATIK International	Algérie, Egypte, Maroc, Tunisie	Genre et économies Pluri'Elles	35 560 €	18 Mois
ESSOR	Guinée-Bissau	Renforcement d'une OSC bissau-guinéenne dans sa démarche de plaidoyer en faveur des politiques publiques éducatives	35 600 €	18 Mois
GERES	Sénégal	Dialogue entre société civile et décideurs sur les enjeux du changement climatique, dans la région de Saint Louis.	39 902 €	14 Mois
GRDR	Mauritanie	Projet d'Appui à la Société Civile pour l'émergence d'une politique régionale de Souveraineté Alimentaire au Guidimakha (PASSAG).	35 600 €	15 Mois
GRET	Vietnam	Renforcement d'ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales environnementales au Nord Vietnam.	35 600 €	15 Mois
Syfia International	République du Congo	OSC et journalistes spécialisés informent les citoyens sur leurs droits et dialoguent avec pouvoirs publics et candidats.	35 600 €	11 Mois

PCPA Algérie

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée
AAJ THAMER	Encadrement des enfants pour une éducation à la citoyenneté.	5 099 €	6 mois
Aaj Ait Laaziz	Le jeune artiste d'Ait Laaziz	15 866 €	13 mois
AAJ CHORFA	Un espace de jeu sécurisé pour un enfant sensibilisé sous l'œil d'un parent responsabilisé	5 077 €	6 mois
AAJ Idles	Une biblio-médiathèque au service des enfants et des jeunes	29 027 €	12 mois
AAJMJB	Le club audiovisuel et son rôle dans les milieux jeunes	4 739 €	6 mois
AAJTCR	Appui à l'épanouissement des enfants et des jeunes de la Crête Rouge par les activités culturelles et l'apprentissage des langues	14 280 €	12 mois
AAMJM	Caravane d'information sur les mécanismes de soutien à l'emploi des jeunes	5 100 €	6 mois

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée
AAMJO	Jardin culturel itinérant pour les enfants	5 086 €	6 mois
AAS	La bibliothèque mobile	4 804 €	6 mois
Association 8 mars pour la promotion de la femme	Développement des activités féminines	4 720 €	5 mois
AASCR	Cycles de formation sur l'emploi au profit des jeunes sans emploi (montage et gestion de projets)	4 919 €	6 mois
ACBH	Ecole du patrimoine et de la citoyenneté	34 996 €	15 mois
ACINA	L'initiation à l'informatique	4 690 €	6 mois
ADEM	Appui et amélioration de la prise en charge des enfants et jeunes myopathes sur les problèmes respiratoires	33 412 €	12 mois
AEC AKBOU	"ECO-SOUMMAM" un lieu de formation, un carrefour d'expression, un "laboratoire d'idées et de recherches"	33 656 €	15 mois
AEPE	Développement de l'éducation écologique dans les établissements scolaires	5 043 €	6 mois
AHLA	Une application conforme du droit à l'éducation des enfants en situation de handicap	10 625 €	8 mois
AMJOA	Participation à la scolarisation des enfants de 5 et 6 ans de la nouvelle cité de la commune de Oued el Alanda	4 783 €	6 mois
APCS	Réduction de la transmission de l'infection VIH/SIDA chez l'enfant et sa maman à Oran et à Tiaret	45 341 €	12 mois
ARPEIJ	Une main seule n'applaudit pas	38 746 €	15 mois
Association Contre les Myopathies de Bejaia	Sorties de loisir au profit des enfants atteints de myopathie	5 100 €	5 mois
Association culturelle et cinématographique CINE +	Formations aux métiers du cinéma	4 589 €	5 mois
Association culturelle Toumouh	La musique, vision et horizon	5 092 €	5 mois
Association des activités de jeunes de Tazmalt	Initier le mouvement associatif à se mettre en réseau afin de lutter contre le fléau de la drogue	5 100 €	5 mois

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée
Association humanitaire Tudert	La culture et les loisirs au service de la jeunesse en milieu rural	5 099 €	5 mois
Association RAYHANE pour le tourisme	Lutte contre la délinquance des adolescents en danger social	4 976 €	5 mois
Association ROCHD de la jeune fille de Tolga	Promotion et accompagnement des jeunes filles et des jeunes veuves et divorcées des régions isolées	5 048 €	5 mois
BEL HORIZON	Héritages pluriels III	8 753 €	8 mois
Cinéma et Mémoire	Atelier de création documentaire	42 430 €	12 mois
CSAHM	Création d'une école de sport de montagne et centre de diffusion de l'éco-citoyenneté de Mimouna	46 339 €	12 mois
EL GHAITH	Promouvoir l'esprit de la citoyenneté à travers les loisirs	49 164 €	15 mois
EL GHAITH	Renforcement des capacités techniques du réseau associatif de développement communautaire et rural de la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour un développement citoyen et socio-économique équitable porté par l'Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion	19 860 €	8 mois
FAPH	Développement de dispositifs et d'actions de plaidoyer pour l'accès au droit à la scolarisation aux enfants en situation de handicap.	46 080 €	15 mois
FAPH	Pour la naissance d'un mouvement associatif régional dynamique (Alger-Boumerdes) promouvant le développement inclusif local et l'émergence d'un réseau régional militant des droits de l'Homme	14 299 €	8 mois
Groupe de jeune appuyé par Tej	Espace de prise en charge psychopédagogique des enfants atteints de diabète de 8 à 14 ans	4 820 €	6 mois
IMC NOUR	Prise en charge des Infirmes Moteurs Cérébraux du quartier populaire de Victor Hugo	23 906 €	15 mois
Kenza	Promotion de la femme rurale par la réhabilitation de l'artisanat	5 100 €	6 mois
Ligue des sports mécaniques de la wilaya de Bejaia	Contribuer à la promotion des bonnes pratiques routières chez les conducteurs de demain	4 658 €	5 mois
Nada	Droits de l'enfant et citoyenneté facteurs d'intégration	49 490 €	15 mois
Scouts musulmans algériens	Projet du réseau scout de wilaya pour la prévention et la lutte contre la violence et les fléaux sociaux en milieux jeunes	5 098 €	5 mois

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée
SDH	Jeunes, Action, Responsabilité, Espoir pour la Protection, la Valorisation et la Promotion du Patrimoine - JARE II	49 500 €	15 mois
SMA	Amélioration de l'accès aux activités d'éducation et de loisirs pour les enfants des régions défavorisées de Bouira	5 100 €	6 mois
Tej	La vue sauvée, c'est la vie saine, campagne de lutte contre l'amblyopie des enfants de 6 à 8 ans	31 596 €	13 mois
WAFA	Un réseau d'acteurs œuvrant dans le domaine de la prise en charge de l'enfant autiste	11 278 €	8 mois

PCPA Congo

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée
OCDH	Renforcement des capacités de participation des jeunes à la citoyenneté, à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques	18 024	8 mois
AFPC	Réinsertion socioprofessionnelle des femmes séropositives par la formation en coupe et couture	17 584	12 mois
CoK	Diffusion et vulgarisation du cadre juridique de la propriété foncière	12 695	6 mois
MMPSD	Accompagnement à l'installation de 75 couturières formées dans nos ateliers respectifs.	7 189	6 mois
ADHUC	Formation aux droits humains et sur les mécanismes du système africain de promotion et de protection des droits de l'homme	21 145	7 mois
ASAV	Renforcement des activités du centre communautaire de formation qualifiante et d'insertion socio économique des jeunes désœuvrés implanté dans le quartier Nzoko – Mbimi (Mfilou) à Brazzaville	18 215	9 mois
CUDEV	Projet d'Appui à l'Insertion socioprofessionnelle de 50 jeunes désœuvrés et déscolarisés par la fabrication de savons semi-moderne à Ngangouoni Arrondissement I Makélékélé Brazzaville	17 851	9 mois
AJID	Plaidoyer en faveur de l'emploi et des stages des jeunes à Pointe-Noire	8 684	7 mois
URPOD	Formation à la vie associative et à l'accès au financement des membres des groupements de la Rive Droite du Djoué à Brazzaville	9 785	6 mois
CRSAP	Promotion de l'hygiène dans les écoles publiques de Djambala Centre	14 125	13 mois

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué en 2012	Durée
FD	Aménagement de cinq sources d'eau potable dans la ville de Ouessou	18 833	9 mois
CNOP	Formation des leaders de la CNOP Congo et des chefs des secteurs agricoles sur l'organisation, le fonctionnement et l'animation d'un collectif d'organisations paysannes de 5 départements PCPA	15 848	9 mois
ATV	Le renforcement des capacités des membres de l'ATV en technique de Haute Intensité de Main Œuvre (HIMO), pour l'entretien de la route principale en terre de Kibina (arrondissement 1 Makélékélé), sur un tronçon pilote de 500 mètres	13 385	5 mois
ADECOR	Projet de renforcement des capacités des responsables des quartiers sur la gouvernance et la démocratie locale	13 460	7 mois
AFCEC	Installation des latrines au marché central de Ouessou	12 239	6 mois
FPGR	Renforcement des Capacités de production des éleveurs de porcs de la zone périurbaine de Kombé à Brazzaville (PRCEP)	18 904	9 mois
SIMCS	Projet d'appui a l'apprentissage des métiers et d'insertion professionnelle des jeunes défavorisés de Lumumba	8 198	9 mois
ASA	Collecte primaire des ordures ménagères dans cinq quartiers de la ville de Dolisie	25 401	10 mois
Caritas	Projet de campagne d'assainissement des quartiers 14 et 15 de l'arrondissement I Nzalangoye	18 009	6 mois

9.2. Les projets suivis en 2012

Fonds agriculture et alimentation : résultats des projets

Le fonds agriculture et alimentation finance des activités dans le cadre d'un fonds de projets commun au CFSI, à la Fondation de France et ses fondations sous égide, à la Fondation Ensemble et la Fondation Occitane. Les projets financés directement par la Fondation de France (FDF) et ne figurent pas dans les comptes du CFSI mais font l'objet d'un suivi technique par le CFSI tout comme l'ensemble des projets financés par ce fonds.

ONG JA (Jeunesse Ambition)

BENIN // AEA

Potager et élevage familial

Potager et petit élevage familial pour approvisionner l'orphelinat ANFANI au Bénin

En partenariat avec : SEL (Service d'Entraide et de Liaison)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 43 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : Les éleveurs ont commercialisé 688 kg de surplus de viande de porc, de lapin ou de mouton.

Les agriculteurs familiaux approvisionnent l'orphelinat : la distribution de légumes, d'œufs et de viande à l'orphelinat ANFANI a complété la remise de lapereaux et porcelets engraisés dans la ferme témoin. Le projet a remis 40 kits d'élevage et 40 kits de production végétale aux producteurs et aux familles d'accueil. Celles-ci ont bénéficié d'une formation.

CIDEV (Centre d'intervention pour le développement)

BENIN // AEA

Une filière locale pour le manioc

Production et transformation du manioc par les femmes de Dogbo

En partenariat avec : Planète-Urgence

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2010 **Financement :** 45 000 € (FDF)

Résultats 2012

Production et transformation : en parallèle au suivi-appui-conseil des groupements de femmes, 2 ateliers de transformation du manioc ont été construits. Les plantations et champs de manioc sont bien entretenus.

HORTITECHS

BENIN // AEA

Vente de paniers à Cotonou

Mise en marché innovante des produits agricoles au Bénin

En partenariat avec : Réseau Bénin de l'enseignement agricole français

Durée : 36 mois à partir d'août 2010

Financement : 45 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : l'organisation de ventes de fruits et légumes à Cotonou se double d'une stratégie de communication pour étendre le réseau. Plus de 600 consommateurs s'engagent contractuellement avec les maraîchers. Résultat, la vente des paniers de fruits et légumes a doublé.

Production : les familles rurales diversifient leurs activités et leurs revenus suite à la formation sur les techniques de production (fruits, patate douce, aviculture). Elles reçoivent 20 kits de matériels légers d'irrigation et de protection contre les insectes nuisibles pour les cultures.

Formation : 3 formations ont lieu au profit de 25 agriculteurs sur la gestion des exploitations agricoles (maraîchage, fruits et aviculture).

Faire connaître et reconnaître la production locale : conception du logo du groupement de producteurs en AMAP, conception d'outils pour la certification biologique, 90 emplois agricoles créés et pourvus, réalisation d'un film. Résultat : 50 nouveaux agriculteurs ont manifesté leur désir d'adhésion !

GERME

BENIN // AEA

Une filière locale pour la banane plantain

Sélection variétale participative et diffusion des variétés performantes de banane plantain

En partenariat avec : le CIRAD

Durée : 36 mois à partir de septembre 2010

Financement : 49 300 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : le projet appuie la mise en marché collective et l'organisation de la filière.

Production : appropriation et mise en œuvre des techniques d'installation de 50 parcelles test individuelles et de 2 parcelles communes de référence.

Formation : 350 producteurs suivent une formation sur les variétés sélectionnées et 250 sur les techniques de production de la banane plantain.

Renforcement des organisations paysannes : les assemblées générales constitutives des plateformes ont lieu. Elles sont reconnues par les pouvoirs publics.

URP-AL**Union Régionale des Producteurs de l'Atlantique et du Littoral****BENIN // AEA****Sécurité alimentaire et filière soja**

Promotion de la sécurité alimentaire grâce à la filière soja au Sud-Bénin

En partenariat avec : Agriterra**Durée** : 36 mois à partir de juin 2012**Financement** : 47 250 € (FDF)**Résultats**Production : des plateformes d'innovation se créent dans chaque commune et la production s'améliore en quantité et qualité.Développement économique des coopératives : la transformation de soja par les groupements s'améliore. Les femmes gagnent en autonomie économique.Insertion des jeunes : le métier de maraîcher est plus attractif pour les jeunes et contribue au maintien de l'emploi rural.Genre : bénéficiaires directs : 270 producteurs et transformateurs dont la moitié de femmes.Bénéficiaires indirects : 1 360 familles.**AFDI Aquitaine****Agriculteurs Français et Développement International****BENIN // AEA****Protéger et faire reconnaître les produits locaux**

Participation des organisations paysannes à la reconnaissance de la qualité et de l'origine des produits locaux

En partenariat avec : la Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO)**Durée** : 36 mois à partir d'octobre 2012**Financement** : 49 741 € (CFSI)**Résultats**Politiques publiques : les organisations paysannes comment à dialoguer avec l'Etat sur la protection / reconnaissance de la qualité des produits.Transformation : les OP développent leur offre de produits transformés de qualité.Pérennisation : les producteurs s'approprient la démarche « qualité », les consommateurs identifient les produits ainsi labellisés.Bénéficiaires directs : 130 individus ; bénéficiaires indirects : 2 500 familles.

BEDE Biodiversité : échange et diffusion d'expériences BENIN, MALI, TOGO // AEA**Consommer local**

Archipels des terroirs source : une démarche pour soutenir l'agriculture familiale écologique

En partenariat avec : l'ASPSP (Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : campagne de sensibilisation sur les enjeux du consommer local.

Production : mise en place et accompagnement de développement d'un système de production intégré en aviculture sur 5 ha ; développement de la traction animale et diffusion d'outils modernes adaptés ; formation sur la production de semences d'oignon ; initiation à l'agroécologie et à la production de semences paysannes.

Echanges et structuration : visites d'échanges et de suivi sur des différents terroirs sources (au Sénégal, Bénin et Togo) ; mise en place d'un dispositif permettant une vision à moyen et long terme de l'évolution des activités du terroir source ; élaboration d'un plan d'action pour la création de la case des semences en Afrique de l'Ouest.

ROPPA**BENIN, SENEGAL // AEA****Transformer localement pour nourrir les villes**

Les unités de transformation agroalimentaires locales nourrissent les villes et contribuent à l'accroissement des revenus agricoles

En partenariat avec : le GRET

Durée : 36 mois **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats

Capitalisation : 20 unités de transformation agroalimentaire capitalisent leur expérience et renforcent l'analyse de leur environnement.

Appui à la transformation : le ROPPA et les plateformes nationales disposent de capacités pour accompagner les initiatives économiques des OP, notamment dans le domaine de la transformation agroalimentaire.

Participation aux politiques : les politiques agricoles intègrent les mesures et des outils adaptés pour une véritable promotion de la transformation agroalimentaire artisanale.

Bénéficiaires : l'ensemble des OP en Afrique de l'Ouest, leur base sociale et les consommateurs urbains.

LOOS N'Gourma

BURKINA FASO // AEA

Agro écologie au Burkina Faso

Développement de l'agriculture et restauration de l'environnement dans le Sud du Burkina Faso

En partenariat avec : FIIMBA

Financement : 30 000 € (FDF)

Durée : 36 mois à partir de mars 2010

Résultats 2012

Accès au marché : la commercialisation des oignons et des tomates sur les marchés des de Fada N'Gourma et de Kantchari rapporte plus de 575 000 FCFA aux femmes. Elles transforment et commercialisent des produits (beignets, sumbala, haricots) sur le marché installé en 2011 à proximité du dispensaire de Sampiéri.

Formation : plus d'une centaine de personnes se forment à l'élaboration d'un programme prévisionnel pour les activités du Comité d'agroécologie tropicale et se sensibilisent à la question du changement climatique. 120 nouveaux paysans, dont un tiers sont des femmes, suivent des sessions de formation ou de recyclage. 9 jeunes, qui ont travaillé dans le jardin, participent aux cours d'alphabétisation.

Equipement et production : les participants construisent un bassin de 100 m³ et des canaux d'irrigation sur 1 500 m², 3 fosses de compostage de 18 m³. Ils mettent en place des pépinières, plantent des arbres fruitiers (100 bananiers, 100 manguiers et 120 plants d'acajou), distribuent 258 manguiers à 56 paysans.

Accès au financement : 20 microcrédits « ânes et charrues » et 6 microcrédits « charrettes » sont octroyés sur fonds propres.

APROSSA (Association pour la promotion de la sécurité et la souveraineté alimentaire)

BURKINA FASO // AEA

Développement de la filière fonio

Renforcement des capacités des acteurs de la filière fonio dans les Hauts Bassins

En partenariat avec : la Fédération Artisans du Monde

Durée : 36 mois à partir de juillet 2010

Financement : 45 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : 20 producteurs, 6 pileuses et 28 transformatrices de céréales se forment à la contractualisation et à la négociation. 17 contrats portant sur 15 T. de fonio décortiqué sont signés. Des analyses en laboratoire sont concluantes à 96,5 % sur les qualités nutritives du fonio amélioré. Un atelier de création d'une marque de collective de fonio réunit 71 participants (producteurs, pileuses, transformatrices, délégations du Mali et du Niger).

Production : 5 producteurs reçoivent chacun 5 kg de semences de base CVF 109 ; 2,12 ha ont été mis en culture. Les rendements augmentent grâce aux semences améliorées (234 kg en 2009, 325 kg en 2010 et 605 kg en 2011).

Action Solidarité**BURKINA FASO // AEA****Renforcement de la sécurité alimentaire au Burkina Faso**

Programme de réhabilitation et de gestion du bouli de Koankoaguin

En partenariat avec : Sous-fédération de l'union des comités pour le développement des peuples du Namentenga**Durée** : 24 mois à partir de janvier 2011 **Financement** : 30 000 € (FDF)**Résultats 2012**Formation : 200 producteurs ont été formés et sensibilisés.Restauration de l'environnement : la construction de digues a permis le stockage de 4 000 m³ d'eau et 2 ha supplémentaires ont été irrigués et mis en valeur. 80 % des berges ont été revégétalisées. Un point d'eau pour le maraîchage et 2 abreuvoirs pour le bétail ont été construits.**Peuples solidaires – St Laurent du Chamousset****BURKINA FASO // AEA****Changement climatique et agriculture familiale**

Adaptation des méthodes de culture de l'agriculture familiale au changement climatique

En partenariat avec : UCODEP-Dano (Union des comités pour le développement des peuples - Sous-fédération de Dano)**Durée** : 36 mois à partir de mars 2010 **Financement** : 50 000 € (FDF)**Résultats 2012**Formation à un modèle agricole moins vulnérable au changement climatique : 110 nouveaux bénéficiaires formés sur l'élevage, la production de fourrage, ainsi qu'à la fumure organique. 220 personnes ont participé à une session de formation et d'échanges sur les conséquences du changement climatique.Appui aux organisations paysannes : les instances de l'organisation paysanne ont bénéficié de formations à la gestion financière et à l'animation d'une organisation.

VECO

BURKINA FASO // AEA

Développement de la filière locale de niébé

Amélioration des revenus et de l'influence des producteurs dans une chaîne agricole durable de niébé dans les régions du Centre-Est et de l'Est du Burkina Faso

En partenariat avec : UPPA (Union Provinciale des Professionnels Agricoles de l'Est et du Centre-Est)

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2011 **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Formation : 30 membres (16 femmes et 14 hommes) de l'UPPA ont été formés par le Programme d'Alphabétisation pour la Gestion des Exploitations Agricoles sur la gestion des principes coopératifs ; formation de 10 membres (5 femmes et 5 hommes) en technique de production agricole et de 20 membres (6 femmes et 14 hommes) aux techniques de production des semences améliorées.

Gestion et accès aux financements : élaboration d'un dossier de demande de financement et accompagnement à la négociation auprès des IMF ; élaboration d'un Plan d'Action quinquennal assorti d'un Plan d'Action annuel et d'un plan d'affaire.

Transformation : une coopérative de transformatrices de niébé se met en place. L'unité de transformation a acquis 3 motos tricycles et 1 moulin.

Diffusion : réalisation de spots TV et conception d'outils de promotion (1 000 dépliants et 700 cartes de visite).

Inter-réseaux

BURKINA FASO // AEA

Améliorer la commercialisation des produits agricoles

Renforcer les réseaux et l'animation pour améliorer la commercialisation des produits agricoles

En partenariat avec : Burkina (Réseau des journalistes en Afrique pour le développement – Burkina Faso)

Durée : 36 mois à partir de décembre 2010 **Financement :** 42 000 € (FDF)

Résultats 2012

Animation : un atelier de travail multi-acteurs a abordé la communication au service de la commercialisation des produits agricoles. Des outils de communication et d'appui à l'animation, en format vidéo, ont été diffusés.

Nourrir les villes au Burkina Faso

Projet de promotion de l'Alimentation des Villes par l'Agriculture Familiale (PAVAF)

En partenariat avec : ADECO (Association pour le Développement Communautaire)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2012 **Financement** : 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : après la sélection de 4 sites maraîchers test, le projet a lancé la campagne test de commercialisation groupée de l'oignon. Etude de 5 marchés urbains. Mise en place de fiches prévisionnelles de ventes au niveau des 14 groupements maraîchers concernés (165 productrices – prévision de 39 tonnes de vente d'oignons recueillies) ; financement de la collecte d'oignon par subvention ; achat de la production sur les sites ; stockage de la production dans les hangars communautaires ; sélection d'un échantillon et test de qualité ; vente de la production (5 tonnes au Centre écologique Albert Schweitzer et 1 tonne à un grossiste intermédiaire), pour un chiffre d'affaires de 1 600 000 FCFA (2 470 €), formation de 120 productrices aux techniques commerciales ; recherche de clients grossistes ou d'organisations commerciales.

Partenariat : rencontre des groupements de maraîchage, des partenaires locaux du projet, des autorités locales et des autres acteurs privés impliqués.

Gestion : recrutement d'un gérant de l'entreprise sociale ESOP.

Mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation : le CIRAD réalise 3 enquêtes pour caractériser la filière oignon et mesurer les indicateurs du projet sur 12 sites de production. 165 productrices assurent le suivi de production en utilisant des fiches de suivi.

Genre : 80 femmes ont été formées aux techniques de récolte et séchage de l'oignon bulbe en vue de sa conservation.

Valorisation des produits locaux

Renforcer les stratégies des acteurs valorisant les produits locaux en lien avec les consommateurs urbains au Burkina Faso

En partenariat avec : la Confédération Paysanne du Faso

Durée : 36 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 47 000 € (FDF)

Résultats 2012

Capitalisation et diffusion : une étude a recensé les initiatives pertinentes à capitaliser. Le numéro 58 de la revue *Grain de sel* « Valorisation des produits locaux : face aux défis, une diversité de solutions » a été diffusé par internet à plus de 9 000 personnes et organismes et en version papier à plus de 4 500 exemplaires.

Développer l'agroécologie au Burkina Faso

Appui au développement de chaînes de productions agroécologiques selon les principes de l'économie sociale et solidaire

En partenariat avec : ATAD (Association technique d'assistance au développement)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2011

Financement : 48 596 € (Fondation Ensemble)

Résultats 2012

Production : la production de lait (234 agropasteurs) et le rendement du miel (700 apiculteurs) progressent grâce à l'équipement des apiculteurs (de 4 kg à 18 kg/ruche/an). L'agriculture est intégrée à l'élevage : amélioration de la fertilité des sols des producteurs (à travers la production de fumure organique. Les stocks d'aliments pour le bétail sont constitués de résidus de récoltes. Des missions d'appui communales sur l'entretien des arbres sont réalisées en vue d'augmenter la production des apiculteurs.

Accès au marché : la quantité et la qualité du miel augmente et, grâce à de bonnes politiques commerciales et au renforcement des capacités administratives des apiculteurs, sa commercialisation est satisfaisante (18 989 850 FCFA contre 12 732 375 FCFA en 2011). Le conditionnement s'améliore. Plusieurs partenariats commerciaux s'établissent. La transformation et l'amélioration des techniques de conservation du lait permettent de prendre des parts de marché (vente de 22 341 litres de yaourt et 10 911 litres de lait pasteurisé embouteillé). Les animaux issus du centre d'élevage sont vendus.

Formation : de nombreuses formations sont organisées : sensibilisation sur le thème de l'agroécologie, compostage (234 agropasteurs), gestion de troupeau (114 personnes dont 59 femmes). La décentralisation des formations (techniques modernes de gestion du troupeau, prévision et production fourragère, protection sanitaire du cheptel) renforce l'impact des activités. 5 missions de sensibilisation abordent les itinéraires techniques de production fourragère et de l'alimentation des vaches pour optimiser la production laitière.

Gestion : les outils administratifs, financiers et techniques sont maîtrisés.

Environnement : la gestion de l'environnement dans l'activité apicole est prise en compte à travers les pépinières villageoises et les campagnes de reboisement. Des missions de sensibilisation sur le changement climatique sont organisées à destination des agriculteurs.

GRET

BURKINA FASO // AEA

Le beurre de karité au Burkina Faso

Programme « beurre de karité » au Burkina Faso

En partenariat avec : l'Association Burkinabè pour la Promotion de la Jeune Fille

Durée : 12 mois à partir de janvier 2011 **Financement** : 15 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : de nombreuses activités de prospection ont eu lieu, qu'il s'agisse de repérage des distributeurs dans 316 points de vente ou d'enquête sur les déterminants de la consommation urbaine du beurre de karité (échantillon de 200 consommateurs urbains). Les unions ont mis en place un réseau de 65 distributeurs (28 distributeurs pour les produits cosmétiques du karité et 37 distributeurs pour le beurre de karité) et organisé 2 semaines de vente promotionnelle dans les 10 points de vente les plus connus de Ouagadougou. Certaines unions de producteurs ont recruté des commerciaux pour continuer la prospection. Elles ont aussi participé à trois foires commerciales et y ont réalisé des chiffres d'affaires jamais égalés auparavant : 12 000 000 FCFA (soit 19 556 euros) pour l'une d'entre elles, 3 500 000 (soit 5 343 euros) pour une autre et 1 800 000 FCFA (soit 2 786 euros) pour la troisième. La mise en marché a concerné des pots de beurre de 150 g à 1 kg et la production de savon a généré un chiffre d'affaire de 3 262 euros.

Structuration : 41 femmes déléguées de 5 groupements ruraux et de l'union Wend Manegda ont réalisé le bilan de l'année écoulée, évalué la rentabilité de l'activité, et posé les bases d'une plus grande rentabilité.

Autre terre

BURKINA FASO // AEA

Vers une labellisation de l'agriculture biologique au Burkina Faso

Développement de l'agriculture biologique pour le marché burkinabé

En partenariat avec CNABIO (Conseil national de l'agriculture biologique)

Durée : 36 mois à partir de juillet 2012 **Financement** : 30 185 € (FDF)

Résultats attendus

Formation : les compétences des agents du CNABIO sont renforcées en agroécologie et agriculture biologique.

Production écologique : les différentes techniques et pratiques en agroécologie et agriculture biologique sont recensées et diffusées.

Labellisation : un cahier des charges national des produits bio est mis au point.

Revenus : les revenus des petits agriculteurs bios encadrés par les associations membres CNABIO augmentent de 5 %.

Bénéficiaires directs : environ 10 000 familles ; bénéficiaires indirects : environ 100 000 familles.

FERT

BURKINA FASO // AEA

Des paysans unis pour développer l'agriculture familiale

Structuration et développement de 3 Unions de groupements paysans

En partenariat avec : l'Union Départementale des producteurs de Niébé (UDPN Pissila) – UDPN Pensa – UDPN Dablo

Durée : 36 mois à partir de juillet 2012 **Financement :** 50 000 € (Fondation L'OCCITANE)

Résultats attendus

Augmentation de la production : les producteurs augmentent leurs connaissances techniques pour améliorer la quantité et la qualité de leurs principales cultures ;

Environnement : les producteurs connaissent mieux les techniques et gèrent mieux la fertilité des sols ;

Services aux producteurs : les Unions améliorent leurs offres de services aux producteurs, en particulier sur la fourniture d'intrants, l'accompagnement technique, le stockage et la commercialisation.

Bénéficiaires directs : 1 600 familles ; bénéficiaires indirects : 1 600 familles.

ESSOR

CAP VERT // AEA

Nourrir les villes au Cap Vert

Transformer les produits agricoles de São Nicolau pour approvisionner les villes du Cap-Vert

En partenariat avec : ORAC SN (Organisation des Associations Communautaires de São Nicolau)

Durée : 36 mois à partir de juillet 2011 **Financement :** 50 000 € (CFSI)

Résultats 2012

Démarche qualité et accès au marché : un groupe de 10 productrices de nectar de mangue bénéficie d'une formation pratique sur le contrôle de qualité. 9 produits sont testés avec succès en interne sur 1 an. 5 éleveurs produisent 490 fromages de chèvre dont 60 % sont vendus sur les marchés urbains. Le projet appuie l'organisation de marchés et la participation aux foires agricoles de Porto Novo ainsi que le développement et la gestion des structures commerciales de base indispensables à la majorité des producteurs éloignés des zones urbaines de consommation.

Transformation et conditionnement : un appui technique au développement de micro-entreprises de transformation agroalimentaire est fourni. Un dépliant sur la mesure de l'acidité et du taux de sucre dans les *process* de transformation agroalimentaire est réalisé et diffusé. L'approvisionnement en emballages (importation de verrerie) s'organise.

Animation : 14 groupes de Réflexion, Information, Formation et Expérimentation dans 14 communautés rassemblent 311 producteurs dont 58 % de femmes et 27 % de jeunes. Ils réalisent un diagnostic participatif, caractérisant les activités agricoles, d'élevage et de transformation agroalimentaire.

RONGEAD

COTE D'IVOIRE // AEA

Agriculture périurbaine en Côte d'Ivoire

Promotion d'une agriculture familiale périurbaine intégrée à Korhogo (PAFPIK)

En partenariat avec : CHIGATA Femmes, Solidarité et Développement Durable

Durée : 36 mois à partir de septembre 2011 **Financement** : 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Nourrir les villes : les cantines scolaires reçoivent des légumes.

Production : des appuis ponctuels améliorent les pratiques culturales. Le projet permet la construction de 20 puits et la mise en place de pépinières.

Alliances : les différents réseaux actifs en Afrique échangent sur le partage des semences paysannes.

Accès à la terre : des démarches auprès des autorités locales et en accord avec les chefferies traditionnelles permettent l'obtention de 3 ha terres destinés aux femmes.

Formation participative : 232 personnes (dont 165 femmes) se forment à la structuration et aux principes coopératifs. Une réflexion participative sur les circuits courts et sur la chaîne de valeur déchets organiques s'organise ainsi qu'une réflexion commune sur l'installation d'un biodigesteur dans des établissements scolaires. Des exercices didactiques sur la production de biogaz, l'agriculture raisonnée et la gestion des déchets sont proposés.

APDRA Pisciculture paysanne

COTE D'IVOIRE // AEA

Développer la pisciculture

Renforcement des capacités des organisations de pisciculteurs

En partenariat avec : l'Association des pisciculteurs de Côte d'Ivoire (APCI)

Durée : 36 mois à partir de septembre 2012 **Financement** : 50 000 € (FDF)

Résultats attendus

Renforcement de capacités et formation : les groupes expriment leurs besoins et leurs stratégies et les formalisent au travers de plans de développement. Ils mettent en place des formations adaptées.

Environnement : les groupes s'approprient les critères de la pisciculture durable, les services de pisciculture gagnent en qualité.

Information : les groupes participent à des forums d'échanges.

Production : les pisciculteurs améliorent leur production et la rentabilité de leurs aménagements, tout en répondant à la demande des consommateurs.

Bénéficiaires directs : 3 000 familles ; bénéficiaires indirects : 5 000 familles.

CONCERN UNIVERSAL

GAMBIE // AEA

Installation de jeunes et accès au marché

Améliorer les moyens d'existence par l'agriculture commerciale

En partenariat avec : WASDA (Wuli and Sandu Development Agency)

Durée : 36 mois à partir de septembre 2011 **Financement** : 48 000 € (FDF)

Résultats 2012

Installation des jeunes : 10 jeunes (6 femmes et 4 hommes) suivent la formation de 9 mois dispensée par le projet et montent leur propre entreprise agricole. Ils bénéficient chacun d'un fonds de roulement et de démarrage d'un montant de 350 €.

Production : le projet équipe 14 ha de rizières de 3 pompes d'irrigation, creuse 2 puits et clôturent 7 jardins. La production de 9,2 tonnes de riz paddy bénéficie à 209 foyers, soit 4 180 personnes.

Accès au marché : 5 groupes de producteurs, 211 femmes et 10 hommes, se sont formés aux techniques de planification de la production, de marketing, de mise en réseau, d'accès au marché sans dépendre des intermédiaires.

RC (Ricerca e Cooperazione)

GHANA // AEA

Agroforesterie et production biologique au Ghana

Un choix alimentaire

En partenariat avec : Afram Plains Development Organisation

Durée : 36 mois à partir de janvier 2012 **Financement** : 49 471 € (FDF)

Résultats attendus

Production biologique : les producteurs mettent en pratique les techniques d'agroforesterie et produisent davantage de cultures biologiques vivrières.

Revenus : les producteurs et les autres acteurs vulnérables de la chaîne d'approvisionnement augmentent leurs revenus grâce à la commercialisation de leur production.

Capitalisation : les acteurs locaux, nationaux et internationaux capitalisent et diffusent les meilleures pratiques.

Bénéficiaires directs : 50 familles ; bénéficiaires indirects : 250 familles.

Des filières locales pour le riz et l'huile de palme

ACORH - Amélioration des Capacités des Organisations des Filières Riz et Huile de palme

En partenariat avec : MGE (Maison Guinéenne de l'Entrepreneur)

Durée : 24 mois à partir de janvier 2010 **Financement** : 30 000 € (CFSI)

Résultats 2012

Accès au marché : la Société aurifère guinéenne de Siguiri achète une partie de la production de riz pour ses employés.

Formation : 605 personnes apprennent à établir un compte d'exploitation et 1 445 opérateurs se forment sur le cadre législatif et l'utilisation d'un fonds de roulement. Les groupements de commerçants de riz et d'huile de palme renforcent leurs capacités. Des formations sur la conservation des semences et des denrées alimentaires s'organisent.

Qualité : les 1 445 bénéficiaires du projet améliorent la qualité du riz grâce aux étuveuses et aux 52 décortiqueuses acquises. Ils améliorent également la qualité de l'huile de palme grâce aux 6 malaxeurs mis à la disposition des acteurs de la filière. Ils construisent des magasins de stockage.

Structuration des organisations : le projet appuie la mise en place d'accords interprofessionnels et la structuration d'interprofessions au sein des filières riz et huile de palme. 27 groupements de Haute Guinée et 34 groupements ainsi que 52 paysans isolés en Guinée Forestière adoptent des innovations apportées par le projet pour la filière riz, et 10 groupements en Guinée Forestière pour la filière huile de palme.

Production : 54 ha de palmiers à huile sont aménagés. 247 ha de bas-fonds sont réhabilités au profit de 5 groupements de producteurs de riz, ce qui représente 850 familles.

Bénéficiaires : 73 groupements sont impliqués dans des actions d'amélioration de l'amont des filières soit 1 445 familles et 8 850 bénéficiaires au total. Les actions touchant l'aval des filières concernent 164 groupements soit 3 434 familles et 11 338 bénéficiaires dont plus de 68 % de femmes.

ANG (Association Normandie Guinée)

GUINEE // AEA

Maraîchage pour nourrir les villes

Professionnalisation de dix Unions maraîchères

En partenariat avec : Cellule d'Appui Technique aux Organisations de Base (CATOB)

Durée : 12 mois à partir de mars 2012

Financement : 11 500 € (FDF)

Résultats attendus

Augmentation de la production : la production globale et la production commercialisée dans les centres urbains de Kindia et Conakry ont augmenté.

Genre : les femmes maraîchères (80 % des producteurs concernés) accèdent à un meilleur statut social grâce à la professionnalisation et à une augmentation de leurs revenus.

Jeunes ruraux : le métier de maraîcher est plus attractif pour les jeunes et contribue au maintien de l'emploi rural.

Bénéficiaires directs : 300 familles de maraîchers ; bénéficiaires indirects : 1 500 familles. 80 % des producteurs sont des femmes.

GRET

GUINEE // AEA

Le riz local pour nourrir les villes

ACORH – Amélioration des Capacités des Organisations de la filière riz

En partenariat avec : MGE (Maison Guinéenne de l'Entrepreneur)

Durée : 24 mois à partir d'avril 2012

Financement : 30 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Approvisionnement des villes : grâce à de meilleures conditions de production et de stockage du paddy en Guinée Forestière, l'approvisionnement des centres urbains en riz de qualité a augmenté.

Concertation : les acteurs de la filière se sont structurés en organisations interprofessionnelles pour une meilleure concertation entre eux et avec les autorités publiques ;

Promotion : les interprofessions ont fait la promotion de riz local de qualité pour faciliter la commercialisation.

Bénéficiaires directs : 2 000 familles ; bénéficiaires indirects : 10 000 familles. Femmes bénéficiaires : environ 1 600 à l'aval.

GRDR

GUINEE BISSAU // AEA

Renforcement de l'agriculture familiale

Projet d'appui aux initiatives paysannes en région de Cacheu

En partenariat avec : CONGAI / SRC – Unor Aling.

Durée : 24 mois à partir de novembre 2010 **Financement** : 30 000 € (FDF)

Résultats 2012

Production : 7 paysans relais (dont 1 femme) participent à des sessions de formation sur la production de riz, le maraîchage et les traitements phytosanitaires à base de produits naturels. Les paysans relais dans 12 villages, soit plus de 30 groupements, bénéficient d'appui technique et 38 groupements désirant faire du maraîchage sont identifiés. Des boutiques d'approvisionnement en semences et matériels agricoles se créent.

Diversification : le projet appuie 3 nouvelles associations qui aménagent des périmètres maraîchers et une pépinière d'arbres fruitiers. La diversification des productions par le développement de la filière maraîchère locale vise à améliorer l'état alimentaire et nutritionnel de 150 familles de la région de Cacheu.

Diffusion : une visite d'échange à Ziguinchor au Sénégal réunie 22 producteurs (6 paysans relais, 4 femmes bénéficiaires du projet, 3 agriculteurs spécialisés dans la riziculture de bas-fond et 9 femmes appartenant à des groupements de maraîchage).

Accès au marché : les productrices et les commerçantes grossistes tissent des relations.

ESSOR

GUINEE BISSAU // AEA

Nourrir les villes par la production locale

Transformation et commercialisation de produits agricoles

En partenariat avec : Fédération paysanne KAFO (FEDE/KAFO)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2012 **Financement** : 50 000 € (FDF)

Résultats attendus

Innovation : un centre d'expérimentation et de démonstration de techniques innovantes et de contrôle qualité est opérationnel.

Transformation : 30 unités de transformations sont opérationnelles et viables dans les villages autour de Farim.

Commercialisation : de nouveaux circuits de commercialisation de produits agricoles transformés se créent.

Diffusion : les acteurs du projet tirent les enseignements des résultats et les diffusent auprès des réseaux d'ONG.

Bénéficiaires directs : 1 200 familles ; bénéficiaires indirects : 7 500 familles rurales et les consommateurs urbains

ARCADE

MALI // AEA

Promotion de l'huile de pourghère

Développement local et gestion intégrée de l'huile de pourghère

En partenariat avec : l'association BENKADY des femmes de Dembella

Durée : 14 mois à partir de février 2011 **Financement** : 15 000 € (FDF)

Résultats 2012

Formation : les membres de l'association se sensibilisent aux principes de l'unité de transformation et à l'intérêt de transformer sur place les produits plutôt que de vendre aux plus offrants.

Organisation : un comité de gestion du projet se crée.

Production : les femmes reçoivent un âne et une charrette et l'outillage nécessaire au bon fonctionnement de l'unité.

Transformation : l'huile de noix de pourghère et les sous produits (tourteaux d'engrais) sont valorisés.

ICD

MALI // AEA

Du lait local

Valorisation du lait local à travers les mini laiteries rurales

En partenariat avec : CIDR (Centre International de Développement et de Recherche)

Durée : 36 mois à partir de septembre 2011 **Financement** : 49 546 € (FDF)

Résultats 2012

Formation : 209 éleveurs de 40 OP se forment se recyclent périodiquement sur les bonnes pratiques d'hygiène, d'alimentation des vaches laitières et de suivi sanitaire. Les éleveurs sont formés à la gestion de troupeaux (sélection, insémination artificielle, réalisation de cultures fourragères, suivi du troupeau).

Structuration : les éleveurs se forment au respect des engagements et à la démarche ESOP. 3 nouveaux groupements se créent.

Concertation entre acteurs : l'ensemble des laiteries bénéficient d'un appui à la négociation et à la contractualisation entre ESOP/OP. Des contrats commerciaux sont établis avec tous les groupements sur la base des engagements d'approvisionnement en lait.

Des paysans relais pour former les maraîchers

Développer la production des groupements maraîchers par la mise en place de paysans relais

En partenariat avec : AOPP (Association des Organisations Professionnelles Paysannes) de Mopti

Durée : 36 mois à partir de septembre 2011 **Financement** : 40 000 € (CFSI)

Résultats 2012

Production : l'achat de charrettes contribue à réduire le temps de transport et de travail.

Expérimentation et diffusion : l'équipement des producteurs en tensiomètre, thermomètre et pluviomètre a permis la mise en place de parcelles d'expérimentation. 25 à 30 participants visitent chaque mois ces parcelles, au cours de réunions « bout de champ », et échangent sur les pratiques innovantes. Des émissions de radio diffusent les innovations.

Des kiosques alimentaires pour diffuser les produits de l'agriculture familiale

Soutenir l'agriculture familiale au Mali par la formation des producteurs et l'information des consommateurs

En partenariat avec : AVDR (Association des Volontaires pour le Développement Rural)

Durée : 36 mois à partir d'août 2011 **Financement** : 48 000 € (FDF)

Résultats 2012

Mise en relation : un partenaire a séjourné en Alsace et partagé les orientations du projet et les pistes de parrainage entre les AMAP en Alsace et au Mali.

Planification participative et concertation : lors d'un atelier, les producteurs réalisent un état des lieux du maraîchage dans la localité. Un comité de pilotage pluri acteurs réunit des élus locaux, le service local de l'agriculture, des maraîchers et 2 formateurs.

Formation : 18 jeunes, 4 paysans et 2 paysannes suivent une session de production agroécologique. Les municipalités mettent à disposition du projet 9 petites parcelles, des « couveuses », pour permettre aux producteurs nouvellement formés de s'exercer et de former d'autres producteurs dans chaque village.

RHK (Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes)

MALI // AEA

Des semences locales pour améliorer la production d'oignons

Renforcement des initiatives de valorisation et de commercialisation des produits et intrants biologiques dans la Région de Kayes

En partenariat avec : GRDR (Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2012 **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Formation : lors d'un voyage d'étude au « Centre Sahélien de Formation et de Recherche en Agroécologie et Agrobiologie », 11 producteurs se forme sur la commercialisation en circuit court, la production d'intrants biologiques et la stratégie de communication entre producteurs et consommateurs. Le RHK met en place un champ école de production de bulbes d'oignons pour amener le maximum de producteurs à adopter la technique, augmenter le revenu du plus grand nombre et occuper le marché durant des périodes assez longues. 13 personnes participent à 2 voyages d'étude Manankoro et à Baguinéda sur les techniques de vente en circuit court (4 membres du bureau exécutif dont 1 femme, les présidents des 7 antennes des différents cercles de la région, dont 3 femmes, 1 technicien RHK, 1 technicien GRDR).

Production : les maraîchers reçoivent 20 Kg de semences de base fournies par la recherche agronomique.

Stockage : le RHK construit un prototype de case de conservation d'oignon à Djimékon avec des matériaux locaux. Celui-ci permet de stocker 20 à 25 tonnes.

TENMIYA

MAURITANIE // AEA

Mieux stocker pour pouvoir se nourrir

Accès aux produits alimentaires de base des communes de Dionaba et Ouadamour

En partenariat avec : le GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)

Durée : 12 mois à partir d'octobre 2010 **Financement :** 15 000 € (FDF)

Résultats 2012

Réduction de la période de soudure et stabilisation des prix des céréales pour 13 000 bénéficiaires : la construction de deux nouveaux magasins de stockage, contenant chacun 20 tonnes de céréales, a permis à 402 ménages de 10 localités de s'approvisionner.

Gestion et concertation : la mise en place des comités de gestion a été suivie de formations techniques et de gestion. Le projet a accompagné la création et l'animation d'un cadre de concertation entre les différents acteurs de la chaîne production-stockage-commercialisation.

Valorisation et transformation de la patate douce

Projet de valorisation des initiatives locales de production et de transformation de patates douces dans le Gorgol (PROVILPAG)

En partenariat avec : AMAD (Association Mauritanienne pour l'Auto Développement)

Durée : 36 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Animation : un diagnostic participatif sur l'état des lieux des différents maillons de la filière a été suivi par une restitution auprès des bénéficiaires et une analyse économique de la répartition des marges.

Concertation : un cadre de concertation entre les acteurs de la filière se met en place avec un bureau composé de 21 personnes, dont 6 femmes.

Des produits maraîchers pour les marchés locaux

Promotion des pôles de production maraîchère pour un approvisionnement durable des marchés locaux

En partenariat avec : le Collectif des Unions de Coopératives de Guidimakha (CUCG)

Durée : 23 mois à partir de septembre 2012 **Financement :** 15 000 € (Fondation Ensemble) et 15 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Production : les coopératives de femmes adoptent les techniques innovantes et écologiques et accroissent ainsi leur production et la rentabilité de leurs activités.

Concertation : les acteurs de la filière mettent en place un cadre de concertation de la filière fonctionnel et autonome, le partenaire (CUCG) en assure l'animation.

Nutrition : la commercialisation en circuit court permet une baisse des prix, les habitants de la région consomment davantage de légumes.

Bénéficiaires directs : plus de 250 familles de producteurs agricoles.

ARDEAR-Rhône Alpes

MULTI PAYS // AEA

Echanges paysans

Echanges Nord-Sud pour partager et développer des initiatives paysannes et équitables

En partenariat avec : UGPAT (Union des Groupements de Producteurs d'Ananas de Toffo)

Durée : 36 mois à partir de juillet 2010 **Financement** : 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Accès au marché : les organisations de producteurs travaillent en réseau et établissent des contacts avec Ethiquable, entreprise de commerce équitable. Un grossiste français met en place une filière d'exportation en ananas biologique.

Diversification de la transformation : 4 producteurs transforment et commercialisent individuellement du jus d'ananas. Ils conditionnent en bouteille et commercialisent environ 10 400 litres annuels de jus d'ananas sur le marché local. Les groupements de producteurs sont mis en contact avec des centres de séchage.

Echanges : des représentants de l'UGPAT participent aux Premières rencontres internationales d'Accueil Paysan et au festival Ethnoplantes. Ils partagent des valeurs autour de l'agriculture paysanne et du savoir-faire paysan.

Concertation : une concertation interacteurs se met en place.

Tourisme : l'UGPAT réalise une rencontre et une étude de faisabilité sur le tourisme solidaire avec le réseau DEPART.

Formation : les membres d'une unité de transformation renforcent leurs connaissances sur les différents modes d'organisation.

IRAM

NIGER // AEA

Du lait local pour Niamey

Nariindu - Approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs

En partenariat avec : l'ONG Karkara (Association Nigérienne pour la dynamisation des initiatives Locales)

Durée : 36 mois à partir de janvier 2012 **Financement** : 48 000 € (FDF)

Résultats 2012

Etude : un stagiaire réalise une étude préalable sur les plateformes de collecte et sur la question du genre. Lors de la mission technique de l'IRAM, les partenaires recrutent un chef de projet.

AFDI-Bourgogne Franche Comté**Agriculteurs Français et Développement International****SENEGAL // AEA****Des femmes contre l'exode rural**

Valorisation du métier des femmes éleveurs pour la lutte contre l'exode rural et la pauvreté

En partenariat avec : le DIRFEL Kaolack (Directoire Régional des Femmes en Elevage de Kaolack)

Durée : 24 mois à partir d'avril 2010

Financement : 30 000 € (CFSI)

Résultats 2012

Production et autonomisation : 10 femmes bénéficient de l'installation de biodigesteur pour la production d'énergie et de compost.

Structuration des organisations : 2 formations destinés aux 25 membres des 6 conseils d'administration et aux 8 membres des 5 bureaux abordent le rôle et la responsabilité des élues membres du conseil d'administration.

Formation : plusieurs voyages d'étude ont lieu, à Kolda pour la responsable de la commission fourragère et l'animatrice, à Ziguinchor - sur l'organisation des services d'approvisionnement en produits vétérinaires - pour 8 autres femmes. 80 éleveuses se forment à la détection des chaleurs et la technique de fauche et 21 à la conduite de troupeau. Un séminaire réunit 80 éleveuses sur les thèmes de l'habitat, la culture, et l'amélioration de la paille pour l'alimentation du bétail.

Accès au marché : 2 personnes se forment à la commercialisation et au marketing via le projet de promotion des micro-entreprises rurales et 3 femmes à l'élevage avicole et la découpe de poulet pour développer la commercialisation de poulets prêt à cuire à Kaolack. 7 femmes élues et un salarié participent à la promotion des produits locaux.

Frères des Hommes**Sénégal // AEA****Promotion de l'arachide et du mil**

Transformation et commercialisation de l'arachide et du mil par les exploitations familiales de Méckhé

En partenariat avec : l'Union des Groupements Paysans de Méckhé - UGPM

Durée : 24 mois à partir d'octobre 2011

Financement : 30 000 € (FDF)

Résultats 2012

Renforcement : pour renforcer les exploitations familiales, le projet recrute et forme 5 animatrices. 1 moulin est opérationnel avec un comité de gestion. 1 emploi de meunier est créé. L'UGPM installe une unité de raffinage et achète une machine pour la pâte d'arachide

Formation : 30 transformatrices dans 7 villages sont formées.

Accès au crédit : 43 crédits sont octroyés.

FONGS

SENEGAL // AEA

Nourrir les villes grâce aux exploitations familiales

Pour que les exploitations familiales nourrissent les villes !

En partenariat avec : Comunita Impegno Servizio Volontariato (CISV)

Durée : 36 mois à partir de juillet 2012 **Financement** : 50 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Production durable : les exploitations familiales améliorent durablement leurs capacités à augmenter leurs productions primaires de qualité.

Commercialisation : l'accès à des produits locaux de qualité et respectueux de la gestion durable des ressources naturelles est amélioré dans les pôles périurbains et urbains et en banlieue dakaroise.

Capitalisation : la FONGS diffuse son expérience à grande échelle pour étendre la pratique. La capitalisation menée sert de support au renforcement de l'argumentaire des organisations paysannes en faveur de l'agriculture familiale.

Bénéficiaires directs : 300 familles ; bénéficiaires indirects : environ 120 000 familles.

GRDR

SENEGAL // AEA

Des micro-entreprises rurales pour nourrir les villes

Emergence des Micro-Entreprises Rurales pour nourrir les Villes (EMER-Villes)

En partenariat avec : l'AGB (Association Goundeyni de Bakel)

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2011 **Financement** : 49 546 € (CFSI)

Résultats 2012

Mobilisation : l'atelier de lancement du projet réunit 19 participants.

Animation : les parties prenantes du projet valident les modalités opérationnelles du projet.

Du riz et des hommes

Intensification de la production rizicole dans le Blouf : consolidation des dynamiques communautaires

En partenariat avec : le CRCR (Cadre Régional de Concertation des Ruraux)

Durée : 24 mois à partir de juin 2010

Financement : 30 000 € (CFSI)

Résultats 2012

Concertation entre acteurs : des rencontres d'échange entre organisations paysannes, institut de recherche et ONG d'appui permettent de construire des synergies et d'améliorer la production rizicole.

Formation et sensibilisation : les comités de gestion de Thionk Essyl et Mangagoulack, ainsi que les multiplicateurs des 2 magasins se forment aux techniques de fabrication des produits biologiques et à la production de semences. Les rizicultrices des 14 villages pilotes connaissent l'existence des variétés adaptées et 86 producteurs multiplicateurs ont été formés.

Production : les produits biologiques de protection des cultures sont utilisés dans 14 villages. 14 comités vallées sont accompagnés pour une spécialisation dans la démarche biologique. 31 hectares produisent 121 tonnes de riz par an.

Vivre des produits de la forêt

Développement Economique Durable et Ecocitoyenneté (DEDE)

En partenariat avec : le Conservatoire de la réserve naturelle communautaire du Boundou, Conservatoire régional des espaces naturels (CORENA)

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2012

Financement : 25 000 € (Fondation Ensemble) et 25 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Sensibilisation : la population de la réserve naturelle communautaire prend conscience de l'utilité de la préservation de son environnement.

Structuration : les producteurs de « jus de bouye » (pain de singe, fruit du baobab) et de jujube se structurent en filières organisées.

Transformation et valorisation : les producteurs locaux mettent en place un dispositif de transformation et de commercialisation des produits forestiers.

Bénéficiaires directs : 125 familles paysannes ; bénéficiaires indirects : près de 5 000 ménages urbains et ruraux.

GRET

SENEGAL // AEA

Développer les filières céréalières

Sécuriser les filières céréalières dans le Sud Bassin arachidier du Sénégal

En partenariat avec : Enda Graf Sahel et Afrique de l'Ouest

Durée : 12 mois à partir de novembre 2010 **Financement** : 15 000 € (CFSI)

Résultats 2012

Production : dans le cadre du renforcement des filières mil et maïs, 1 500 ménages bénéficient d'un dispositif d'appui en semences, engrais, matériel agricole et petits ruminants. Enda Graf achète 2 mini-batteuses. Des comités de gestion se créent dans chaque village.

Stockage : l'amélioration des conditions de stockage réduit de 25 % les pertes post récolte. 2 magasins de stockage d'une capacité unitaire de 40 tonnes sont réhabilités et 2 nouveaux magasins de 100 tonnes construits.

Transformation : les producteurs de 6 villages acquièrent 6 moulins à moteur thermique.

Accès au marché : les ménages ruraux et urbains se sensibilisent à la consommation de produits locaux à l'occasion d'émissions radios. Les transformatrices et les organisations de producteurs se mettent en réseau.

VECO

SENEGAL // AEA

Commercialisation du fonio

Projet d'appui au développement de la filière fonio et des ses acteurs grâce à la vision des chaînes de valeurs, dans la région de Sédhiou

En partenariat avec : l'ASPSP (Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes)

Durée : 24 mois à partir de juillet 2011 **Financement** : 30 000 € (FDF)

Résultats 2012

Production : l'observation des pratiques de culture des productrices et producteurs permet de faire des recommandations sur le labour, le semis après la première pluie, le désherbage, etc. Les superficies emblavées (de 29,5 ha en 2010 à 155,75 ha en 2012) et les rendements augmentent. 672 kg alimentent le tout premier stock de la banque de semences.

Transformation : l'ASPSP achète une balance et un décamètre.

Reconnaissance : l'unité de transformation Fonio-Sédhiou obtient un statut juridique de Groupement d'Intérêt Economique. L'autorité administrative régionale reconnaît l'URPROFOS.

Accès au marché : 1 998 kg de fonio précuits sont vendus à la société Free Works Service en 2012 et l'achat de 30 tonnes en 2012/2013 fait l'objet d'un contrat. L'URPROFOS participe à 2 foires nationales à Dakar.

Développer la filière lait local

Projet d'amélioration de la productivité et de la compétitivité de la filière lait local dans le département de Vélingara

En partenariat avec : la MDE (Maison des Eleveurs de Vélingara) Sénégal

Durée : 36 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Concertation : 50 acteurs de la filière (producteurs, responsables de projet et d'ONG, autorités administratives locales) participent à une rencontre du comité de développement local. 158 producteurs, 5 structures, le préfet et les services vétérinaires de la zone partagent le contenu du projet.

Etude et formation : une enquête établit la situation de référence des 5 unités de transformation laitière et de 20 exploitations laitières. Des sessions d'information sensibilisent 116 bénéficiaires du projet, dont 33 femmes, 69 producteurs sur la nécessité de mettre en place un stock fourrager de quantité et de qualité, 5 sur l'hygiène et la qualité du lait pour une amélioration de la qualité des produits laitiers répondant aux besoins des consommateurs.

Production : 97 exploitations reçoivent 10 tonnes de graines de coton pour nourrir les bovins. 28 385 litres de lait sont collectés tous les 2 mois dans l'ensemble des cinq unités laitières.

Revenu : les revenus familiaux passent de 750 FCFA par jour à 2 500 FCFA.

Valorisation du sésame biologique

Production de sésame biologique

En partenariat avec : l'AAJAC – COLUFIFA

Durée : 12 mois à partir d'août 2010 **Financement :** 15 000 € (FDF)

Résultats 2012

Production : des « Paysans de contacts » encadrent des producteurs dans 30 villages qui produisent du sésame biologique. 43 tonnes sont collectées sur 50 hectares. 277 producteurs valorisent valorisé la fumure organique récupérée dans leur exploitation. Pour délimiter les parcelles, ils plantent 500 plants de *Leucaena leucocephala*.

Reconnaissance : les pouvoirs publics reconnaissent les producteurs « bio » organisés.

Accès au marché : le projet a recruté un commercial. Les négociations commerciales se déroulent correctement. Le processus de certification biologique par ECOCERT est en cours et concerne 285 paysans. Le sésame est valorisé tant sur le marché national (grâce à la transformation en huile, à la vente de tourteaux aux éleveurs pour le développement de la filière lait et à la signature d'un contrat avec *Royal entreprise*) qu'à l'exportation vers les marchés européens.

Le crédit comme outil de développement des produits agricoles

Mise en place d'un système de certification des produits agricole, d'entreposage et de warrantage (CPA/WRS) dans la région de Louga, Sénégal

En partenariat avec : la FAPAL (Fédération des associations paysannes de la région de Louga)

Durée : 36 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 50 000 € (FDF)

Résultats 2012

Echanges et formation : deux missions d'échange, dont l'une auprès du « Ghana Grain Council », permettent à 3 dirigeants de la FAPAL de se former sur le warrantage (modalité de crédit). Sur le même thème, 13 animateurs de la Fédération suivent des sessions de renforcement de capacités. Une centaine de producteurs suivent des formations sur le warrantage, la certification et le contrôle de qualité.

Le maraîchage pour nourrir les villes

Amélioration de l'approvisionnement des marchés urbains en produits maraîchers

En partenariat avec : l'Association de Développement Communautaire Ninnaba (ADC Ninnaba)

Durée : 36 mois à partir d'octobre 2012 **Financement :** 49 500 € (FDF)

Résultats attendus

Production : les rendements annuels de la production maraîchère dépassent 2,5 t/ha de légumes sur chaque périmètre test mis en place.

Revenu : les membres des groupements qui cultivent sur les périmètres encadrés augmentent leurs revenus de 30 %.

Protection des ressources : les techniques agroécologiques employées permettent une préservation de la fertilité des sols.

Diffusion : les résultats obtenus sur les 3 groupements de référence initient la diffusion des innovations de production agroécologiques et de commercialisation aux 39 groupements d'ADC Ninnaba.

Bénéficiaires directs : 180 familles de maraîchers ; bénéficiaires indirects : 6 500 familles.

Du lait local au Sénégal

Développement de l'élevage et structuration de la filière laitière

En partenariat avec : le Cadre de Concertation des Collectivités Locales du Département de Dagana (CDC Dagana)

Durée : 36 mois à partir de juillet 2012

Financement : 50 000 € (FDF)

Résultats attendus

Production : grâce à l'évolution des pratiques d'élevage et à l'accès à des services adaptés, le volume de lait frais collecté augmente, son prix est plus compétitif, les éleveurs améliorent leurs revenus.

Structuration : une fédération professionnelle d'éleveurs est fonctionnelle, reconnue par les autres acteurs et participe aux rencontres interprofessionnelles de la filière.

Concertation : des positions et orientations stratégiques font consensus entre acteurs professionnels, territoriaux et étatiques, des informations sur la filière sont régulièrement analysées et diffusées.

Bénéficiaires directs : 900 familles d'éleveurs, les laiteries ; bénéficiaires indirects : 3 500 familles.

Femmes bénéficiaires : 700 femmes.

Riz Délice – une marque de riz local au Togo

Renforcement des capacités de production et de commercialisation des producteurs de Blitta

En partenariat avec : le CIDR

Durée : 36 mois à partir de juillet 2010

Financement : 47 000 € (FDF)

Résultats 2012

Autonomisation des producteurs et de leurs organisations : les organisations paysannes adoptent des règles de fonctionnement.

Formation : 120 producteurs se forment aux techniques de transformation, de conditionnement et de calcul de coûts de production.

Production : Les rendements ont augmenté de 100 % : le riz est passé de 2 à 4,5 tonnes à l'hectare et le maïs d'1 à 2 tonnes par hectare. 12 ha de bas fonds supplémentaires ont été aménagés.

Une « démarche qualité » pour valoriser le riz local : 30 groupements de transformatrices, améliorent la qualité du riz grâce à l'acquisition de bâches et le valorisent en le vendant sous la marque « Riz Délice ».

Accès au financement : après la construction d'un magasin de stockage d'une capacité de 300 tonnes, le warrantage, mécanisme de financement garanti par la production stockée, a permis à l'ESOP de Blitta et aux producteurs d'obtenir 42 millions de crédit.

Accès aux marchés : plus de 700 tonnes de riz sont vendues par le RESOP (réseau des ESOP, Entreprises de services et organisations de producteurs) sur les marchés de Lomé. Les transformatrices ont un bénéfice supplémentaire de 1,1 millions de FCFA. La vente de 182 tonnes de maïs sur les marchés urbains a généré un chiffre d'affaire de 29 200 000 FCFA.

AFDI-Aquitaine**Agriculteurs Français et Développement International****TOGO // AEA****Des filières locales de commercialisation**

Développement des filières locales de commercialisation de céréales par 3 organisations paysannes du Togo

En partenariat avec l'UAR-P (Union des agriculteurs de la région des Plateaux)

Durée : 36 mois à partir de juin 2010

Financement : 49 891 € (CFSI)

Résultats 2012

Production : 1 530 producteurs dont 695 femmes reçoivent des intrants. 420 des 500 producteurs accompagnés adoptent les techniques apprises. Un accompagnement est réalisé auprès de 199 producteurs dont 123 se forment aux techniques de stockage et de conservation de produits agricoles.

Formation et diffusion : 1 145 personnes dont 497 femmes suivent des formations sur les techniques de production. 35 producteurs apprennent à réaliser le bilan du Conseil à l'exploitation familiale (CEF). 11 animateurs locaux maîtrisent les techniques de gestion intégrée pour la fertilité des sols et le CEF. 6 parcelles de démonstration et 21 champs des paysans relais servent de lieux d'échanges et de partages d'expériences entre les producteurs. 30 producteurs tirent les leçons de leurs expériences de production à travers des « visites bord champ ».

Accès au marché : les producteurs nouent des relations avec les institutions de microfinance, dans le cadre de la commercialisation groupée et du warrantage. 83 producteurs sont sensibilisés à la commercialisation groupée. Des comités de commercialisation organisent une vente groupée de 4 tonnes de maïs sur les 11 tonnes stockés. Au total, la vente groupée permet d'écouler 163 tonnes de maïs, 17 tonnes de soja, 3 tonnes de semences maïs et 3,7 tonnes de semences de soja. 4 rencontres de négociations de marchés s'organisent.

ESF Elevage sans frontières

TOGO // AEA

Une boutique bar restaurant pour valoriser les produits togolais

Une boutique-bar-restaurant pour la vente de produits locaux

En partenariat avec : l'Organisation d'appui à la démocratie et au développement local (OADEL)

Durée : 18 mois

Financement : 15 000 € (FDF)

Résultats attendus

Sensibilisation : les produits togolais sont valorisés, les consommateurs ont un accès facilité à une alimentation de qualité en protéines animales et prennent conscience de l'importance de soutenir le secteur primaire togolais.

Structuration : les filières d'élevage s'organisent pour suivre les naissances et la production. Elles signent des accords collectifs de vente avec les transformateurs et les consommateurs.

Revenu : les petits producteurs sécurisent et augmentent leurs revenus.

Bénéficiaires directs : plus de 500 familles de producteurs agricoles ; indirects : 2 500 familles de consommateurs

UNMFFRT

Union nationale des maisons familiales de formation rurale du Togo TOGO // AEA

Former des jeunes à l'agroécologie

Appui à la formation et à l'insertion des jeunes ruraux et à la sécurité alimentaire du Togo

En partenariat avec l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation (UNMFREO),

Durée : 36 mois à partir de novembre 2012

Financement : 49 574 € (FDF)

Résultats attendus

Formation : les formateurs sont en mesure d'élaborer un plan de formation, de conduire la formation technique selon la pédagogie de l'alternance ;

Diffusion des techniques agroécologiques : les jeunes formés maîtrisent les techniques de production agropastorale respectueuses de l'environnement.

Structuration : les stagiaires en fin de formation s'organisent en groupements de productions agricoles.

Amélioration des conditions de vie : l'amélioration des rendements et de la qualité des produits permettent une augmentation de revenus des familles bénéficiaires et un meilleur approvisionnement des marchés urbains situés à proximité.

Bénéficiaires directs : 240 familles ; bénéficiaires indirects : 1 200 familles.

Economie sociale et solidaire : résultats des projets

ESSOR

BRESIL // ESS

Insertion sociale et économique

Formation professionnelle et économie sociale et solidaire dans la Paraíba

En partenariat avec : Association du Diocèse de Patos (ASDP), Centro de Educação Integral Margarida Pereira da Silva (CEMAR), ASDICA

Durée : 12 mois à partir de septembre 2010 **Financement** : 10 000 € (CFSI)

Résultats

Formation : 519 personnes ont augmenté, via une formation professionnelle, leurs chances d'insertion sociale et économique. 39 formations sociales et professionnelles ont été menées. A partir de janvier 2011, 176 jeunes et adultes ont été formés en auto-emploi via 8 sessions de 5 modules dont 1 en économie sociale et solidaire.

Transparence : le projet a développé une stratégie de transparence, diffusion, circulation de l'information et articulation entre acteurs.

Politiques publiques : le projet s'inscrit dans le cadre de la socialisation des politiques publiques. Il le sera encore plus dans les mois à venir dès que les Commissions Municipales de Travail et de Revenus seront opérationnelles.

Réseau : les OSC contribuent à la consolidation des réseaux au niveau régional notamment via les rencontres du programme multi-pays Ligaçao.

AGIR abcd

BURKINA FASO // ESS

Groupements coopératifs féminins

Installation de 2 moulins à grains

En partenariat avec : association Ika Kélé

Durée : 15 mois à partir de janvier 2011 **Financement** : 1 700 € (CFSI)

Résultats 2012

Coopération : deux moulins sont gérés par des groupements féminins.

Qualité de vie : 303 femmes voient leurs conditions de vie améliorées.

Solidarité : la solidarité de proximité et les liens entre deux villages sont renforcés.

GRET

CAMBODGE // ESS

L'assurance santé pour tous

Appui à la pérennisation de SKY micro-assureur de santé

En partenariat avec : SKY health microinsurance scheme

Durée : 8 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 10 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Pérennisation : l'ONG SKY est créée selon le droit local. Elle peut répondre aux appels d'offre mis en place au cours du premier semestre 2012 par le ministère de la santé pour gérer des services de micro-assurance santé. Des produits d'assurance sont définis et un plan d'affaire est élaboré pour s'assurer de la viabilité économique.

Services pour tous : une note de synthèse décrit, à travers l'expérience de SKY, le ou les dispositifs institutionnels possibles permettant de concilier mandat social et pérennité financière.

Concertation : les résultats de la réflexion sur les conditions de la pérennité des opérateurs de micro-assurance santé à but non lucratif sont partagés au sein du réseau, avec le ministère de la Santé et le ministère de l'Economie et des finances.

GRDR

MALI // ESS

L'appui aux coopératives féminines

Projet d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin en région de Kayes (Mali)

En partenariat avec : Association des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK), Comité de Pilotage des Communes du Djombougou (CPCD) et les groupements féminins

Durée : 24 mois à partir de novembre 2010 **Financement :** 20 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Formation : des animateurs de développement se forment à l'accompagnement d'initiatives économiques.

Coopératives : des coopératives féminines apprennent à identifier et monter des projets.

Développement économique : un comité de sélection se met en place dans chaque intercommunalité. De 15 à 25 microprojets bénéficient d'un soutien technique et financier.

Transformation d'olives pour le développement local

Projet « Touiza »

En partenariat avec : Coopérative agricole EL MOHAMADIA Ouled Massaoud

Durée : 12 mois à partir d'octobre 2011 **Financement** : 9 996 € (CFSI)

Résultats

Renforcement : une coopérative agricole est accompagnée dans la mise en œuvre de services d'appui à la production et à la valorisation des produits au profit de 30 producteurs. 10 tonnes d'huile ont été produites durant la campagne 2011 / 2012.

Services : la coopérative identifie et met en œuvre de nouveaux services d'éducation et de santé au profit de ses membres et des autres producteurs qui souhaitent adhérer à l'organisation.

Commercialisation : la coopérative commercialise les produits oléicoles sur des marchés de proximité.

Coopérative et production locale

Entreprenariat social en Méditerranée - Solidarité et bien-être

En partenariat avec : Coopérative agricole EL MOHAMADIA Ouled Massaoud

Durée : 12 mois à partir de septembre 2011 **Financement** : 10 000 € (CFSI)

Résultats attendus

Coopération : une étude a été réalisée sur la mise en place d'une coopérative.

Production : les micro-entrepreneuses renforcent leurs compétences techniques pour fabriquer du savon noir et leurs compétences en gestion et organisation.

Labellisation : un travail analyse les procédures et contraintes de la mise en place d'une certification biologique.

Convention programme société civile et participation : résultats des projets

BATIK International	ALGERIE-EGYPTE-MAROC-TUNISIE // SCP
<p>Genre et Economies Pluri'Elles</p> <p>En partenariat avec : Le Centre d'Information et de Documentation sur les Droits des Enfants et des Femmes (Algérie), l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale, Egyptian Association for Comprehensive Development, l'Association Marocaine Solidarité Sans Frontières / Micro-Crédit</p> <p>Durée : 18 mois à partir de janvier 2012 Financement : 35 560 € (CFSI et AFD)</p> <p>Résultats 2012</p> <p><u>Partenariats</u> : les acteurs publics locaux participent aux activités de sensibilisation. De nouveaux partenariats sont conclus entre les associations et les pouvoirs publics locaux pour faciliter l'insertion économique des femmes. La mise en œuvre du volet francilien du projet est un axe fédérateur et élargit les perspectives de collaboration future pour les partenaires. Le travail réalisé par BATIK International en Ile-de-France est perçu comme une nouvelle forme d'appui technique et une grande valeur ajoutée au renforcement des capacités.</p> <p><u>Collaboration avec les autorités</u> : les principales difficultés sont liées à la situation d'instabilité de l'Égypte et de la Tunisie. Si les partenaires parviennent à mener sans trop de difficultés les activités de renforcement des capacités et d'accompagnement des femmes, la visibilité de leur action auprès des autorités nationales est limitée et, en Egypte, la collaboration avec les autorités locales n'est possible que de manière informelle.</p>	

GRET	AFRIQUE DE L'OUEST // SCP
<p>Des organisations paysannes plus fortes</p> <p>Renforcement des capacités du ROPPA en matière d'analyse des politiques agricoles et commerciales.</p> <p>En partenariat avec : ROPPA</p> <p>Durée : 9 mois à partir d'octobre 2011 Financement : 47 980 € (CFSI et AFD)</p> <p>Résultats 2012</p> <p><u>Réalisation d'outils</u> : le ROPPA et le GRET ont élaboré une version provisoire d'un manuel d'analyse des politiques agricoles et commerciales destiné aux responsables paysans régionaux et nationaux, et aux équipes techniques du ROPPA. Il constitue un manuel pédagogique de référence sur les méthodes et les outils disponibles pour analyser les politiques agricoles et commerciales et leurs impacts sur l'agriculture.</p> <p><u>Elaboration de propositions</u> : le LARES (Laboratoire régionale d'expertise et d'action sociale) a réalisé une étude sur les modalités de mise en œuvre de certains aspects de la politique agricole régionale ECOWAP. Elle a servi de base à la formation et à l'élaboration du manuel.</p> <p><u>Renforcement</u> : un atelier régional de formation de 4 jours a réuni les responsables paysans régionaux et nationaux et les membres de l'équipe technique du ROPPA. Il contribue à enrichir le manuel d'analyse des politiques agricoles et commerciales.</p>	

ESSOR

BRÉSIL // SCP

Politiques publiques pour la formation et l'insertion professionnelle

Accès aux politiques publiques de formation et insertion professionnelle dans la Paraíba-Bésil : « Partager des initiatives et construire des partenariats durables »

En partenariat avec : AMAZONA

Durée : 30 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Concertation : 1 comité de pilotage comprend 5 membres comprenant des représentants d'OSC, des pouvoirs publics et des acteurs privés, 2 comités locaux se constituent.

Formation : 392 jeunes et adultes dans 6 municipalités accèdent à 16 sessions de formation professionnelle.

Travail avec les pouvoirs publics : le projet s'articule avec les services de 2 municipalités pour accompagner les personnes formées sur le monde du travail et leur permettre de connaître leurs droits.

Partenariat publics / privés : des partenariats publics / privés accompagnent les politiques publiques : SENAR, COOPERAR, INCRA.

UNMFREO

CAMEROUN, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, TCHAD // SCP

L'avenir de la jeunesse passe par la formation agricole et rurale

Concertation multi-acteurs pour l'ancrage des stratégies nationales de formation agricole et rurale en Afrique centrale

En partenariat avec : FEMAFARC (Cameroun), UNACREF (RCA), UFABALT (Tchad)

Durée : 18 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 41 200 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Dialogue : les OSC et les pouvoirs publics s'intéressent à la formation agricole et rurale (FAR) et commencent à prendre des engagements (création d'espaces de concertation, volonté de construire une politique de FAR). Le dialogue et le travail collectif créent une dynamique nouvelle, plus forte.

Visibilité : la large mobilisation et la médiatisation renforcent la visibilité de la thématique de la formation agricole et rurale et des partenaires des MFR.

Politiques publiques : le dialogue permet de formuler des recommandations intéressantes sur le contenu d'une politique de FAR à inscrire dans une cohérence globale de développement agricole et rural.

Elargissement international : le dialogue avec le réseau FAR International s'est intensifié et permet d'avancer dans chacun des pays vers la création de réseaux FAR nationaux, notamment au Cameroun et au Tchad.

GRET

CONGO // SCP

Le dialogue pour le développement des territoires

Renforcement des capacités du CCOD en matière d'animation des processus de concertation entre acteurs locaux dans le Pool sur les problématiques agraires

En partenariat avec : CCOD

Localisation : Brazzaville, Pointe-Noire

Durée : 18 mois à partir d'avril 2011

Financement : 23 773 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Connaissance du contexte : le CCOD qui regroupe 11 organisations de la société civile congolaise a créé un groupe de travail sur l'agriculture. Ses membres participent à la production d'un diagnostic commun du secteur agricole sur le département du Pool.

Dialogue pluri acteurs : les acteurs de la société civile, les collectivités locales, les services déconcentrés et les autres intervenants du développement agricole du Pool dialoguent entre eux à partir de ce diagnostic. Ce dialogue leur permet de mieux se connaître, et de s'accorder sur une hiérarchisation des problèmes et sur les actions prioritaires.

SYFIA International

CONGO // SCP

Améliorer l'information des citoyens pour les élections

OSC et journalistes spécialisés informent les citoyens sur leurs droits et dialoguent avec pouvoirs publics et candidats.

En partenariat avec : Le Centre de ressources pour la Presse (CRP)

Durée : 11 mois à partir de juin 2012

Financement : 35 600 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Coopération : un climat de confiance mutuelle s'instaure entre certaines OSC et les journalistes formés. Les journalistes du CRP s'habituent à travailler en équipe et sont désireux de poursuivre sur cette lancée.

Visibilité : le plaidoyer et les actions des OSC sont davantage visibles dans les médias.

Ouverture : le projet s'ouvre sur l'université (apprentissage pratique complémentaire pour les étudiants) et à d'autres OSC moins connues.

Approche Sud-Sud : un formateur de Syfia de la République Démocratique du Congo assure une formation sur la mise en page. Syfia International délègue des tâches au CRP : suivi, secrétariat de rédaction, mise en page journal, etc.

Reconnaissance : les articles et les émissions du projet sont lus, écoutés et appréciés au Congo et en dehors du pays, pour leur impartialité et leurs informations de terrain utiles aux citoyens sur les enjeux électoraux et les droits humains.

Dialogue pluri acteurs : les cafés presse permettent de démarrer un dialogue pluri acteurs.

COOPERATION ATLANTIQUE

GUINEE // SCP

La concertation au service du développement d'un territoire

Les collectivités unies au cœur du développement local de la Préfecture de Kindia

En partenariat avec : différents partenaires, associations, collectivités

Durée : 33 mois à partir d'octobre 2010 **Financement :** 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Information : le niveau d'information des populations et des OSC locales a été appréhendé puis renforcé dans chacune des 10 communes membres de l'inter collectivité.

Une voix collective pour la jeunesse : les associations de jeunesse au niveau intercommunal sont redynamisées et se concertent. Elles portent un même message et influencent positivement les décisions et les politiques publiques locales.

Politique publique : les organisations faitières des agriculteurs et des éleveurs et les élus se concertent sur les conflits agriculteurs/éleveurs. Ils mettent en place une politique locale de prévention et de gestion des conflits avec les services techniques de la Préfecture.

Gestion intercommunale : toutes les instances de gestion de l'inter-collectivité sont mises en place et le mécanisme fait déjà ses premiers pas.

Capitalisation : les acteurs de l'inter-collectivité sont parties prenantes de la capitalisation.

ESSOR

GUINEE BISSAU // SCP

Pour des politiques dédiées à la petite enfance

Renforcement d'une OSC bissau-guinéenne dans sa démarche de plaidoyer en faveur des politiques publiques éducatives de la petite enfance

En partenariat avec : AIFA (/PALOP) : Associação de Investigação e Formação orientada para Acção de Natureza Participativa das Populações nos Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa

Durée : 18 mois à partir de février 2012 **Financement :** 35 600 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Renforcement d'organisations : 4 associations qui mènent des activités préscolaires renforcent leurs capacités en informatique, sur la « vie associative, le leadership, la transparence, la planification des activités et la gestion financière et administrative.

Formation individuelle : 14 éducateurs sont capables de mener des activités d'éducation infantile, d'organiser des événements et d'élaborer un plan pédagogique annuel préscolaire.

Concertation : 19 organisations membres de l'espace de concertation sur le préscolaire valident le plan d'action mis en œuvre dans chaque quartier par un comité de suivi.

Réseau : ESSOR est affilié au réseau CODEDIC. ESSOR, AIFA et 3 ADL renforcent leur expérience et leur visibilité en participant à des activités coordonnées par l'UNICEF.

GRET

MADAGASCAR // SCP

Des artisans organisés pour des productions reconnues

Appui à la concertation artisans - pouvoirs publics à Madagascar

En partenariat avec : CITE

Durée : 30 mois à partir de janvier 2011 **Financement :** 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Renforcement : Trois plateformes, deux groupements au niveau régional et une plateforme sectorielle sur le miel à l'échelle nationale bénéficient de l'appui apporté dans le cadre de l'appui à l'opérationnalisation des plateformes.

Alliance producteurs consommateurs : la FENAM (Fédération nationale des apiculteurs malgaches) et le RNDC (Réseau National de Défense des Consommateurs) signent une convention.

Plaidoyer : le plaidoyer de la FENAM auprès du ministère de l'Élevage pour lutter contre la varroase (la maladie qui frappe les abeilles) débouche sur l'autorisation d'importation de produits vétérinaires et l'allocation de ressources financières par le gouvernement pour la gestion du problème sur le territoire national.

Formation : l'équipe de coordination du siège, les 6 directeurs d'antennes et 4 artisans bénéficient de formation sur la pédagogie, la démarche de marketing et les signes de qualité grâce au cofinancement du Centre Local CIEP à la Réunion.

GRDR

MALI // SCP

Pour une stratégie migratoire de la région de Kayes

Processus participatif multi-acteurs de formulation d'une stratégie migratoire

En partenariat avec : Assemblée Régionale de Kayes (ARK)

Durée : 33 mois à partir d'octobre 2010 **Financement :** 108 000 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Capitalisation : l'Espace Migratoire de Kayes (EMDK) produit des outils de capitalisation sur ses activités.

Renforcement : le dispositif d'animation de l'EMDK devient performant à travers l'initiation de ses membres aux techniques d'animation inédites appelées « Thé Palabre ».

Élargissement : les débats et l'ancrage local de l'EMDK s'élargissent aux cercles de la région de Kayes.

Transfert d'expériences : l'EMDK accompagne des acteurs de la région de Matam (Sénégal) dans la mise en place d'un espace de concertation multi-acteur et multi-échelle.

GRDR

MAURITANIE // SCP

Pour une politique de souveraineté alimentaire

Projet d'Appui à la Société Civile pour l'émergence d'une politique régionale de Souveraineté Alimentaire au Guidimakha (PASSAG)

En partenariat avec : Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha et l'association des Maires du Guidimakha

Durée : 15 mois à partir d'avril 2012

Financement : 35 600 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Gouvernance : le bureau du CUCG renouvelle ses membres pour la première fois depuis 2007.

Echanges : près de 350 personnes ont contribué à la caravane de la souveraineté alimentaire et ainsi échangé sur les déterminants et les enjeux de la souveraineté alimentaire au Guidimakha et au plan national.

GERES

SENEGAL // SCP

Société civile et décideurs dialoguent sur le changement climatique

Dialogue entre société civile et décideurs sur les enjeux du changement climatique dans la région de Saint Louis

En partenariat avec : Le Partenariat Saint Louis – Agences régionales de développement

Localisation : Région de Saint-Louis

Durée : 10 mois à partir de février 2012

Financement : 39 902 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Analyse : dans le cadre d'une approche territoriale, les acteurs réalisent une démarche méthodologique d'analyse et d'évaluation des vulnérabilités et des capacités d'adaptation aux changements climatiques.

Transfert de compétences : un plan de formation est mis en place pour permettre le transfert de compétences relatives au climat entre le GERES et les organisations mobilisées sur le projet.

BATIK International

VIETNAM // SCP

Quand la société civile vietnamienne s'engage pour la RSE

Mise en place d'un réseau d'organisations de la société civile pour promouvoir la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

En partenariat avec : Center for Development and Integration (CDI)

Durée : 20 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 41 260 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Sensibilisation : le CDI et BATIK International ont mis en place des actions qui ont mobilisé des OSC vietnamiennes autour de la RSE. Elles sont sensibilisées, mieux informées et ont commencé à interagir entre elles.

Mise en réseau : la poursuite des activités en année 2 a pour objectif de conduire à une plus grande formalisation sous la forme d'un réseau d'acteurs impliqués.

GRET

VIETNAM // SCP

Pour des politiques locales de préservation de l'environnement

Renforcement d'ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales environnementales au Nord Vietnam (SYNERGIES)

En partenariat avec : HaDevA, Centre Song Hong, ArecA, CRD

Localisation : Provinces de Hanoi, Phu Tho, Vinh Phuc, Hung Yen et Thanh Hoa.

Durée : 15 mois à partir de d'avril 2012 **Financement :** 35 600 € (CFSI et AFD)

Résultats 2012

Renforcement des OSC : les ONG membres du réseau suivent quatre formations sur l'environnement et le changement climatique, les techniques de plaidoyer, les connaissances spécifiques et les solutions techniques, le montage de projet.

Réalisation d'outils : pour les activités de formation et de sensibilisation sur le terrain.

Formation : 350 personnes des comités populaires, des ONG locales de 34 communes, 11 districts et 4 provinces participent à 11 formations de base sur l'environnement et le changement climatique, le cadre juridique. 96 membres des groupes principaux bénéficient de 4 formations sur les connaissances spécifiques sur les enjeux climatiques ainsi que sur les techniques de communication et de sensibilisation

Sensibilisation : 1 200 habitants de 7 communes sont sensibilisés (18 sessions organisées).

Concertation : 10 séminaires au niveau district et communal permettent une concertation sur les problèmes d'environnement et proposent des solutions techniques. Un séminaire national présente les premières expériences acquises sur le terrain.

Plan d'action : 3 des 17 communes prévues réalisent un plan d'action sur l'environnement.

PCPA Algérie : résultats des projets

Fédération Algérienne des Personnes Handicapées (FAPH)

ALGERIE // PCPA

Pour un partenariat local inter-associatif

Pour la naissance d'un mouvement associatif régional dynamique (Alger-Boumerdes) en faveur du développement inclusif local et de l'émergence d'un réseau régional militant des droits de l'Homme

En partenariat avec : Solidaridad Internacional, Union des Handicapés Moteurs de la wilaya d'Alger, Association "EL FADJR" Culturelle de Zemmouri, Assemblée Populaire Communale d'Alger Centre, APC de la Commune de Zemouri, La maison de jeunes de la Commune de Zemouri, Directions de l'Action Sociale de Boumerdes et d'Alger, Etablissement Arts et Culture de la Wilaya d'Alger, Directions de l'Education de Boumerdes et d'Alger.

Localisation : Bourmerdès, Alger

Durée : 8 mois à partir de mars 2012

Financement : 14 299 € (AFD)

Résultats 2012

Réseau : les associations ciblées par le projet se connaissent mieux et valorisent leur rôle au sein de la collectivité locale. La population et les pouvoirs publics sont mieux informés de la dynamique associative locale, de sa force de proposition et des services qu'elle propose.

Concertation : un comité régional de concertation citoyenne réunit le réseau régional et les pouvoirs publics d'Alger, de Boumerdes et de Tizi-Ouzou. Il vise à intégrer dans chaque association la problématique du handicap et la dimension du genre.

Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion «EL GHAITH»

ALGERIE // PCPA

Développement socio-économique équitable dans les zones rurales

Renforcement des capacités techniques du réseau associatif de développement communautaire et rural de la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour un développement citoyen et socio-économique équitable

En partenariat avec : la Direction de l'Action Sociale (DAS), l'association des Handicapés de la commune d'El Anasser, Association Hour E-I Ain pour la promotion de la femme rurale de la commune de DJAAFRA

Localisation : Bordj **Durée :** 8 mois à partir de mars 2012 **Financement :** 19 860 € (AFD)

Résultats 2012

Sensibilisation : 34 visites dans les communes de la wilaya.

Recensement : plus de 300 questionnaires sont recueillis auprès des associations locales.

Séminaire : un séminaire sous le haut patronage du Wali organisé avec la Direction de l'action sociale et les partenaires réunit près d'une centaine d'associations, les cellules de proximité de l'agence de développement social (ADS), les directeurs d'exécutifs et des présidents d'assemblées populaires communales.

Association WAFA des parents d'enfants en difficultés mentales ALGERIE // PCPA
Prise en charge des enfants autistes

Mise en réseau d'acteurs œuvrant dans le domaine de la prise en charge de l'enfant autiste.

En partenariat avec : l'association ADEM, la Direction de l'Action sociale de Constantine.

Localisation : Constantine

Durée : 8 mois à partir de février 2012

Financement : 11 278 € (AFD)

Résultats obtenus

Echanges : une équipe de l'hôpital Le Vinatier de Lyon participe aux journées d'échanges scientifiques organisées en partenariat avec l'association algéro-française Solimed.

Formation : des pédopsychiatres, médecins, psychologues, orthophonistes, professeurs d'université, des formateurs du personnel des centres psychopédagogiques se forment sur les questions liées à l'autisme.

Séminaire : 130 personnes membres et professionnels d'associations ou d'institutions de la santé et de la solidarité de plusieurs wilaya du pays participent à des journées d'échanges scientifiques sur l'autisme.

Association Culturelle Bel Horizon ACBH
ALGERIE // PCPA
Sauvegarder le patrimoine à Oran

Héritages pluriels III

En partenariat avec : Association culturelle SIGA, Association pour la protection du patrimoine de la wilaya de Tiaret (APPT)

Localisation : Oran

Durée : 8 mois à partir de mars 2012

Financement : 8 753 € (AFD)

Résultats obtenus

Travail en réseau : le réseau des associations travaillant à la sauvegarde du patrimoine est relancé et élargi.

Concertation : le réseau met en place un système concerté de sauvegarde du patrimoine.

Communication : les associations réalisent un document de plaidoyer pour la sauvegarde du patrimoine. Le site internet du réseau est enrichi.

Association des Handicapés et Leurs Amis de la Daïra de Bouzeguene-AHLA

ALGERIE // PCPA

Pour le droit à l'éducation des enfants en situation de handicap

Education inclusive : une application conforme du droit à l'éducation des enfants en situation de handicap.

En partenariat avec : Association de Sensibilisation et d'Information Médicale

Localisation : Tizi Ouzou.

Durée : 8 mois à partir de mars 2012 **Financement :** 8 753 € (AFD)

Résultats obtenus

Travail collectif : les Professionnels de l'éducation, de la santé scolaire et du médico-social de Bouzeguene collaborent pour concrétiser le droit à l'éducation conformément aux conventions internationales des enfants en situation d'handicap.

Association culturelle "Ighil n' Si Ali

ALGERIE // PCPA

L'informatique accessible pour les enfants

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de juillet 2011 **Financement :** 4 690 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Matériel : l'association a renforcé ses actions grâce à l'acquisition de matériel informatique.

Formation : 102 jeunes âgés de 13 à 25 ans suivent des cycles de formation à l'informatique.

Association des activités de jeunes – village Thamer

ALGERIE // PCPA

Education à la citoyenneté pour les enfants

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 5 099 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Animation : 78 enfants soit le tiers des élèves des deux écoles du village et la moitié de la catégorie visée (9-12 ans) participent à des activités d'animation, sont impliqués dans la création de 5 clubs de loisirs et l'organisation d'un festival de jeux

Renforcement : les animateurs de l'association améliorent leurs capacités d'animation.

Coordination : la coordination entre la maison de jeunes, l'école et le mouvement associatif du village s'est renforcée grâce aux activités menées.

Association Eco Protection de l'Environnement – Bordj Okhriss ALGERIE // PCPA

Education à l'environnement pour les enfants

Développement de l'éducation à l'environnement dans les établissements scolaires

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 5 043 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Responsabilisation : un groupe d'élèves prend en charge les activités de l'association.

Engagement : 200 enfants ont pris conscience de la nécessité de lutter contre la dégradation de l'environnement.

Scouts Musulmans Algériens Commissariat de Bouira ALGERIE // PCPA

Des loisirs pour tous les enfants

Amélioration de l'accès à l'éducation et aux loisirs

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de septembre 2011 **Financement :** 5 099 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : Une caravane de sensibilisation traverse les communes visées par le projet (Raouraoua, Z'barbar, Maala, Maamoura et Dirah). 150 enfants s'informent sur les possibilités de loisirs.

Formation : 25 jeunes des 5 villages participent à deux sessions de formation à l'encadrement des enfants.

Association des activités de Jeunes Thafath Chorfa ALGERIE // PCPA

Education à la citoyenneté

Un espace de jeu sécurisé pour un enfant sensibilisé sous l'œil d'un parent responsabilisé

Localisation : Bouira

Durée : 6 mois à partir de juillet 2011 **Financement :** 5 077 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Education citoyenne : 100 enfants de la cité participent aux campagnes de nettoyage et de reboisement en collaboration avec les associations et les institutions responsables de la protection de l'environnement. Ils disposent d'un espace de jeu sécurisé.

Association Anwar Souf pour la culture

ALGERIE // PCPA

Lecture pour la jeunesse

La bibliothèque mobile

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 4 804 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Bibliothèque : 520 écoliers ont accès à la bibliothèque. Ils sont sensibilisés à l'importance de la lecture.

Enseignement : les élèves participent davantage en classe et assimilent davantage les leçons.

Reconnaissance : l'institution scolaire renforce ses liens avec l'Assemblée populaire communale.

Groupe de jeunes parrainé par l'association TEJ

ALGERIE // PCPA

Education sanitaire pour les enfants diabétiques

Espace de prise en charge psychopédagogique des enfants atteints de diabète de 8 à 14 ans

Localisation : El Oued / Guemar

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 4 820 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : les enfants malades et leurs familles se forment à la planification d'un régime.

Autonomie : les enfants malades sont autonomes dans leur suivi médical.

Association d'activités de la maison de jeunes Ouermes

ALGERIE // PCPA

Des activités culturelles pour les enfants

Jardin culturel itinérant pour enfants

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement :** 5 086 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : les enfants acquièrent des connaissances culturelles.

Intégration : les enfants s'intègrent socialement grâce aux activités menées. Ils développent leurs capacités d'expression à travers le dessin et le théâtre.

Association Kenza pour la promotion de la femme rurale

ALGERIE // PCPA

Des femmes accèdent à des activités génératrices de revenus

Promotion de la femme rurale par la réhabilitation de l'artisanat

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 5 100 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : 30 femmes comprennent l'intérêt de la mise en place d'activités génératrices de revenus à travers l'artisanat.

Formation : les femmes renforcent leurs compétences en couture traditionnelle et tissage.

Commercialisation : les femmes participent à une foire commerciale artisanale.

Association des activités de jeunes de la maison de jeunes Bayadha

ALGERIE // PCPA

Formation à l'audiovisuel pour les jeunes

Le club de l'audiovisuel et son rôle dans les milieux jeunes

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 4 738 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : des jeunes et des associations locales se sensibilisent à l'importance de l'audiovisuel comme moyen d'expression.

Formation : les jeunes ont acquis des compétences techniques en audiovisuel.

Intégration : les jeunes ont réalisé des courts métrages présentés dans différentes maisons de jeunes.

Association Maison de jeunes Oued El Alanda**ALGERIE // PCPA****Intégration des jeunes à l'école**

Contribution à la bonne scolarisation des enfants du nouveau quartier de Oued El Alanda

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 4 783 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Education : le projet a créé une dynamique éducative et de loisir.

Intégration : 30 enfants les plus vulnérables sont mieux intégrés dans l'école et plus généralement dans la société.

Formation : les éducateurs renforcent leurs compétences.

Association d'activités de la maison de jeunes Magrane**ALGERIE // PCPA****Appui à la création de micro-entreprises**

Caravane d'information sur les mécanismes de soutien à l'emploi de jeunes

Localisation : El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 5 100 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : 1 000 jeunes chômeurs sont sensibilisés à la nécessité de créer des activités économiques.

Formation : les jeunes suivent des formations pour les aider à créer des micro-entreprises.

Association d'activités du complexe sportif de proximité Rebbah**ALGERIE // PCPA****Appui à l'emploi pour les jeunes**

Cycles de formations à l'emploi au profit des jeunes sans emplois

Localisation : Rebbah / El Oued

Durée : 6 mois à partir de novembre 2011 **Financement** : 4 919 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : le projet organise des rencontres avec les institutions concernées par l'emploi des jeunes.

Association 8 mars pour la promotion de la femme « Développement des activités féminines » **ALGERIE // PCPA**

Développement des activités féminines

Localisation : Biskra

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 4 720 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Formation : les jeunes femmes suivent des formations en broderie, cuisine traditionnelle et tissage.

Promotion : les stagiaires participent au salon de l'artisanat.

Appui psychologique : les femmes en difficulté bénéficient d'un soutien psychologique.

Association culturelle TOUMOUIH « La musique, vision et horizon » **ALGERIE // PCPA**

La musique, vision et horizon

Localisation : Biskra

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 5 092 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Formation : les animateurs de l'association suivent un atelier de formation sur les méthodes pédagogiques pour l'animation artistique et musicale.

Animation : les animateurs organisent des ateliers de formation aux instruments de musique et au chant pour les enfants des écoles et quartiers d'El Menchi. A travers cette action, ils motivent les jeunes et luttent contre la délinquance.

Association RAYHANE pour le tourisme « Lutte contre la délinquance des adolescents en danger social » **ALGERIE // PCPA**

Lutte contre la délinquance des adolescents

Localisation : Biskra

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 4 976 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Soutien psychologique : les animateurs organisent des consultations psychologiques dans les quartiers.

Information : les animateurs sensibilisent les adolescents sur les dangers de la délinquance. Ils organisent 4 visites au centre de médiation pour la lutte contre la toxicomanie.

Citoyenneté : les jeunes participent à une campagne de nettoyage dans les quartiers et à un concours du quartier le plus propre.

Association ROCHD de la jeune fille de TOLGA**ALGERIE // PCPA****Accompagnement social**

Promotion et accompagnement des jeunes filles et des jeunes veuves et divorcées des régions isolées

Localisation : Biskra

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 5 048 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Intégration : les animateurs du projet sensibilisent les familles à la participation des filles aux activités génératrices de revenu. Celles-ci suivent des formations en couture, cuisine, confection de gâteaux et coiffure.

Scouts musulmans Algériens (SMA)**ALGERIE // PCPA****Halte à la violence des jeunes**

Projet du réseau scout de la wilaya de Biskra pour la prévention et la lutte contre la violence et les fléaux sociaux en milieux jeunes

Localisation : Biskra

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 5 098 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Formation : 40 responsables des groupes scouts suivent des formations sur la prévention et la lutte contre la violence des jeunes. Les scouts mettent en place une cellule d'écoute.

Inclusion : 50 jeunes prisonniers se sensibilisent aux dangers de la drogue à l'occasion de la rupture du jeune.

Information : les SMA organisent des expositions sur les méfaits du tabac, un tournoi sportif inter-quartiers, des rencontres-débats.

Association humanitaire Tudert**ALGERIE // PCPA****La culture et les loisirs au service de la jeunesse en milieu rural**

Localisation : Bejaia

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 5 099 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Renforcement : le projet a renforcé la surface institutionnelle et sociale de l'association grâce au développement d'activités de loisirs (excursions, concours) et pédagogiques (exposition, projections).

Association de jeunes Tazmalt

ALGERIE // PCPA

Le mouvement associatif lutte contre la drogue

Mettre en réseau le mouvement associatif afin de lutter contre la drogue

Localisation : Bejaia

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 5 100 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Coordination : le mouvement associatif met en place une coordination inter-associative pour lutter contre la consommation de drogue.

Information : la coordination organise un séminaire associant des psychiatres sur « Les effets de la drogue sur la santé » et une exposition. 255 enfants et jeunes participent à des sorties.

Association contre les Myopathies de Bejaia

ALGERIE // PCPA

Sorties de loisir au profit des enfants atteints de myopathie

Localisation : Bejaia

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 5 100 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

37 enfants atteints de myopathies et 63 adultes bénéficient d'activités de loisirs leur permettant d'oublier leurs difficultés quotidiennes et de se retrouver dans un environnement agréable lors de 4 sorties organisées à Jijel, Cap Carbon, Alger et Bordj Bou Arreridj.

Association culturelle et cinématographique CINE +

ALGERIE // PCPA

Formations au métier du cinéma

Localisation : Bejaia

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 4 589 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Réalisation de films : 12 jeunes encadrés par une formatrice de l'association cinéma « le France » réalisent un court métrage intitulé « La camera ». Après un atelier sur la réalisation de films, les techniques d'écriture de scénarios, ils réalisent deux courts métrages : « un rêve algérien » et « Douaassou ».

Formation : à l'occasion d'un atelier, les jeunes analysent des productions cinématographiques et apprennent à porter un regard critique.

Ligue des Sports Mécaniques de la Wilaya de Bejaia LSMWB**ALGERIE // PCPA****Citoyenneté**

Contribuer à la promotion des bonnes pratiques routières chez les conducteurs de demain

Localisation : Bejaia

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 4 658 € (CFSI et AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : dans les écoles de Bejaïa, les élèves participent à un concours de dessin sur le code de la route.

Activités réalisées avec les pouvoirs publics : une conférence sur la prévention et la sécurité routière est organisée avec la police, la gendarmerie et la protection civile. 1 000 enfants âgés de 6 à 17 ans participent à des activités de karting dans 10 communes. Un séminaire sur la prévention routière est organisé en présence des autorités de la wilaya.

SOS CULTURE BAB EL OUED**ALGERIE // PCPA****Parcours citoyens**

Valorisation de la perception que les jeunes ont du cinquantenaire de l'indépendance via la mise en place d'espaces et de moyens d'expression.

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 8 344 € (AFD)

Résultats obtenus

Réalisation d'un film documentaire : les jeunes bénéficiaires d'un atelier de formation aux techniques audiovisuelles réalisent un film de 26 minutes.

Création d'œuvres artistiques : les jeunes composent des chansons modernes et du slam sur la thématique du cinquantième anniversaire de l'indépendance. Ils organisent un spectacle en présence de personnalités politiques, de jeunes des quartiers de Bab el Oued et Sidi M'hamed et de leurs familles.

Association de lutte contre le VIH / SIDA et de promotion de la santé - ANISS

ALGERIE // PCPA

Les jeunes luttent contre le SIDA

Mise en place de groupes d'auto-support issus des groupes vulnérables

Localisation : Annaba**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 13 149 € (AFD)**Résultats obtenus**

Diagnostic : l'association ANISS réalise trois diagnostics communautaires participatifs avec les populations et montre les difficultés d'accès aux services de santé des jeunes marginalisés de la région d'Annaba qui sont issues des groupes les plus exposés au VIH.

Sensibilisation et mobilisation : ANISS sensibilise les jeunes de la région d'Annaba, via des séances de projection de films et des débats pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes ces jeunes marginalisés.

Plaidoyer : ANISS met en œuvre une action de plaidoyer auprès des responsables et des professionnels de la santé de la région d'Annaba dans l'objectif de réduire la discrimination existante en termes d'accès aux soins des groupes marginalisés.

Groupe de jeunes : les jeunes citoyens de la Crête Rouge

Association tutrice : AAJ TADDUKLI

ALGERIE // PCPA

Eveil éco citoyen chez les jeunes du village de la crête rouge**Localisation** : el Adjiba**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 8 400 € (AFD)**Résultats obtenus**

Sensibilisation : une campagne de sensibilisation sur l'éco citoyenneté est réalisée en direction des jeunes, des autorités locales, des commerçants du village et de la population.

Mobilisation : Le groupe de jeunes organise un grand chantier de volontariat de nettoyage des bords de route et du centre du village. Il installe des poubelles avec l'appui de l'Assemblée populaire communale. Il organise une randonnée pédestre pour nettoyer les lieux les plus fréquentés.

Groupe de jeunes – CLUB D'ASTRONOMIE THADJGAGALT –

Association tutrice : HAIZER MIMOUNA

ALGERIE // PCPA

L'astronomie à la portée de tous

L'astronomie amateur : une activité scientifique au service de la jeunesse

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 10 801 € (AFD)

Résultats obtenus

Initiation : un groupe de jeunes s'initie à l'astronomie. Une équipe de six jeunes dont deux filles se forment en France aux techniques d'animation d'un club d'astronomie amateur.

Diffusion : le groupe de jeune diffuse la pratique de l'astronomie amateur auprès du grand public grâce à la publication et la diffusion de dépliants sur le sujet.

Association des Scouts Musulmans Algériens

ALGERIE // PCPA

Des jeunes citoyens pour les enfants défavorisés

Caravane de la citoyenneté active des enfants de cinq communes défavorisés de Bouira

Localisation : Bouira

Durée : 5 mois à partir de juin 2012

Financement : 11 285 € (AFD)

Résultats obtenus

Formation : de jeunes animateurs se forment à l'organisation et aux métiers de l'animation.

Sensibilisation : 1 000 enfants âgés de 5 à 15 ans s'éveillent à la citoyenneté grâce à la caravane de la citoyenneté mobilisée dans 5 communes défavorisées de la wilaya de Bouira.

Solidarité : 5 actions de solidarité sont réalisées bénévolement dans les cinq communes bénéficiaires de l'action.

Dialogue société civile – pouvoirs publics : 10 enfants par commune participent à des rencontres (5) avec les pouvoirs publics locaux. Les 50 jeunes élus à la wilaya de Bouira organisent un forum en présence des autorités locales.

ASSOCIATION D'ACTIVITES DE JEUNES THAMEUR

ALGERIE // PCPA

Lutte contre la toxicomanie en milieu jeune**Localisation** : Thameur**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 9 378 € (AFD)**Résultats obtenus**

Information : 700 jeunes sont informés sur les dangers de la toxicomanie par le biais d'expositions, de projections de films, de débats et d'activités sportives. 300 jeunes participent aux activités culturelles, de loisirs et sportives.

Mobilisation : les organisations du village (mosquée, club sportif, groupe scout, parents) s'impliquent dans les activités du projet et dans la lutte contre la toxicomanie.

Groupe de jeunes : JEUNES CONSTANTINOIS EN ACTION

Association tutrice : CIRTA OXYGENE

ALGERIE // PCPA

Des loisirs pour les enfants de l'orphelinat**Localisation** : Constantine**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 7 281 € (AFD)**Résultats obtenus**

Formation : une quinzaine de jeunes se forment à la communication, la citoyenneté, la vie associative et la gestion cycle de projet.

Animation : les jeunes organisent des sorties récréatives et éducatives à la plage, des randonnées en forêt et des activités de loisirs au bénéfice d'une cinquantaine d'orphelins.

Eveil à la citoyenneté : les jeunes organisent des ateliers de dessins et de sensibilisation à l'écocitoyenneté en faveur d'une trentaine d'orphelins.

ASSOCIATION CULTURELLE EL AMEL

ALGERIE // PCPA

Le sport au service de la paix et de la citoyenneté

Réduction de la violence et développement de l'esprit sportif chez les jeunes de moins de 25 ans

Localisation : région de Messaoud Boudjriou (Constantine)**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 9 235 € (AFD)**Résultats obtenus**

Animation : l'association organise quatre tournois sportifs (football, handball, vélo-cross et échecs) auxquels participent plus de 1 500 jeunes et adultes de la région. Elle organise également trois sorties ludiques pour 150 jeunes.

Citoyenneté : l'association organise des journées de sensibilisation à l'écocitoyenneté incluant des plantations d'arbres dans les écoles de la région de Messaoud Boudjriou.

KENZA POUR LA PROMOTION DE LA FEMME RURALE

ALGERIE // PCPA

Solidarité avec les femmes divorcées**Localisation** : El Oued**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 10 591 € (AFD)**Résultats obtenus**

Dialogue : l'association Kenza organise une rencontre d'information et de sensibilisation en présence des autorités locales, de chefs d'entreprises, d'associations œuvrant pour l'épanouissement de la femme et une partie des femmes bénéficiaires.

Inclusion des femmes : Kenza organise un séjour de 5 jours à Béjaïa (nord du pays, en bord de mer) pour 20 femmes accompagnées de leurs enfants.

Sensibilisation : Kenza anime deux rencontres sur l'importance de la femme en tant que citoyenne et sur leurs droits et devoirs.

Groupe de jeunes de TEJ

Association tutrice : TEJ

ALGERIE // PCPA

Prévention de la toxicomanie

Pays sain, sain pour les jeunes

Durée : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 8 609 € (AFD)**Résultats obtenus**

Sensibilisation : plus de 6 000 jeunes et adultes se sensibilisent aux dangers de la drogue et de la toxicomanie lors de caravanes de sensibilisation et par des émissions de radio.

Animation : des actions de sensibilisation sont réalisées dans des établissements socio-éducatifs (écoles, lycées, université, prisons).

ASSOCIATION DES ACTIVITES DE JEUNES BAYADA

ALGERIE // PCPA

La citoyenneté et les jeunes**Durée** : 5 mois à partir de juin 2012**Financement** : 8 442 € (AFD)**Résultats obtenus**

Formation : une vingtaine de jeunes se forme à la réalisation de films.

Insertion : les jeunes de la maison de redressement participent à une semaine de formation sur les métiers de l'audiovisuel. Ils reçoivent une attestation d'assiduité qui vise à encourager leur insertion socioprofessionnelle.

Citoyenneté : le grand public et plus particulièrement des jeunes d'El Oued participent à des rencontres sur la citoyenneté organisées dans divers établissements (maisons de jeunes, complexes sportifs).

ASSOCIATION SMILE IBTISSIMA		ALGERIE // PCPA
Solidarité Musique		
Sensibilisation et mobilisation des jeunes à la cause des enfants en difficultés.		
Localisation : Oran		
Durée : 5 mois à partir de juin 2012		Financement : 8 808 € (AFD)
Résultats obtenus		
<u>Formation</u> : une dizaine de jeunes artistes se forment à l'écriture, l'enregistrement et à la production de chansons.		
<u>Diffusion</u> : ils produisent un album musical au profit des enfants. Ils sensibilisent des jeunes de la ville d'Oran via l'organisation et l'animation d'un concert et l'organisation de trois actions caritatives.		

Groupe de jeunes : Agir pour mes droits		
Association tutrice : Le Petit Lecteur		ALGERIE // PCPA
Spectacle solidaire		
Montage et présentation d'un spectacle sur les droits de l'Homme.		
Durée : 5 mois à partir de juin 2012		Financement : 12 000 € (AFD)
Résultats obtenus		
<u>Responsabilisation</u> : une vingtaine de jeunes adhérents du Petit Lecteur, âgé de 15 à 18 ans participent à la réalisation d'un projet de spectacle et le présentent dans différents quartiers populaires de la ville d'Oran à un public regroupant plusieurs centaines de jeunes femmes et hommes. Un film documentaire relatif à la création de ce spectacle est réalisé.		

Groupe de jeunes : collectif des jeunes citoyens		
Association tutrice : BEL HORIZON		ALGERIE // PCPA
Des jeunes citoyens		
Jeunes au-delà des préjugés et des stéréotypes		
Localisation : Oran		
Durée : 5 mois à partir de juin 2012		Financement : 34 995 € (CFSI et AFD)
Résultats obtenus		
<u>Expression</u> : 5 ateliers d'expression plurielle au profit de jeunes lycéens ont lieu. Les jeunes conçoivent une plaquette « Voix plurielles et initiatives citoyennes ».		
<u>Citoyenneté</u> : ils organisent le Forum des jeunes citoyens et un programme d'actions citoyennes.		

Accès à la scolarisation pour les enfants en situation de handicap

Développement de dispositifs et d'actions de plaidoyer pour l'accès au droit à la scolarisation des enfants en situation de handicap

Localisation : Alger

En partenariat avec : Handicap International

Durée : 15 mois à partir de mai 2011

Financement : 46 079 € (AFD)

Résultats obtenus

Expérience pilote : l'association met en place un dispositif pilote de service de scolarisation inclusive pour 10 enfants.

Diagnostic : l'association réalise un diagnostic sur le degré de participation sociale et scolaire des enfants handicapés qu'elle a recensé à Alger en partenariat avec le service social de l'APC d'Alger centre et de la direction de l'éducation de la wilaya d'Alger.

Renforcement : les 5 associations partenaires de la FAPH ont renforcé leurs capacités par les biais de formations sur l'approche du handicap par les Droits de l'Homme, la réalisation de diagnostics locaux, la communication, le plaidoyer, la formulation et la gestion du cycle de projet, la mise en place et la gestion de services d'accompagnement à la scolarisation des enfants handicapés.

Plaidoyer : les 5 associations réalisent deux séminaires et une action de plaidoyer en direction des principales parties prenantes concernées.

Citoyenneté et droits de l'enfant

Droits de l'Enfant et citoyenneté, facteurs d'intégration

En partenariat avec : Le Plateau Mistral (Grenoble)

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 49 450 € (AFD)

Résultats obtenus

Formation : dix animateurs de NADA sont formés à l'animation.

Echanges franco-algériens : les enfants bénéficiaires de NADA et du Plateau Mistral se rencontrent à Alger puis à Grenoble.

Echanges avec les pouvoirs publics : les enfants rencontrent les autorités de Sidi M'hammed.

Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion «EL GHAITH»

ALGERIE // PCPA

Citoyenneté

Promouvoir l'esprit de la citoyenneté à travers les loisirs (activités sportives, culturelles et environnementales)

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 49 164 € (AFD)

Résultats obtenus

Renforcement : 12 animateurs de l'association et des animateurs de trois écoles spécialisées (aveugles, sourds, centre spécialisé pour l'enfance) de la région, renforcent leurs compétences en animation dans le domaine de l'éducation citoyenne. Trois clubs (sportif, environnemental et culturel) sont mis en place dans le nouveau centre d'éducation à la citoyenneté d'El Ghaith au profit des enfants de quartiers défavorisés.

Animation : plus de 600 enfants participent à diverses animations et sorties (ateliers, randonnées, pièces de théâtre, tournois de football et de pétanque, volontariat).

Sensibilisation : les chefs de 50 établissements scolaires, les parents d'élèves, les associations, les autorités locales participent à un séminaire sur l'importance du loisir pour l'épanouissement de l'enfant.

Association Etoile Culturelle d'Akbou

ALGERIE // PCPA

Citoyenneté et environnement

ECO-SOUMMAM : un lieu de formation, un carrefour d'expression, un laboratoire d'idées et de recherches

Localisation : Akbou

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 33 656 € (AFD)

Résultats obtenus

Education à la citoyenneté : plus de mille jeunes de la région (10 Clubs verts et CINE-DOC, école du jeune citoyen, expression artistique) participent à un programme d'éducation citoyenne.

Renforcement : les cadres associatifs et institutionnels se forment à l'animation des clubs environnement et à l'utilisation de moyens audiovisuels.

Environnement : Eco Soumman organise un séminaire, publie un bulletin d'information, réalise des émissions radio pour sensibiliser la société civile et les institutions aux problèmes environnementaux spécifiques de la région.

Association IDLES

ALGERIE // PCPA

Accès à la lecture pour les enfants

Une médiathèque au service des enfants et des jeunes

Localisation : Béjaïa

Durée : 12 mois à partir d'avril 2011

Financement : 29 027 € (AFD)

Résultats obtenus

Renforcement : la mise à disposition d'un nouveau local par la mairie contribue à redynamiser la bibliothèque gérée par l'association et à diversifier les activités proposées : organisation de rencontres-débats, projections de films documentaires, club scientifique.

Accès à la lecture : les enfants de deux villages voisins à Ighzar Amokran ont plus facilement accès à la bibliothèque. Ils s'initient à l'utilisation d'outils informatique et la recherche sur internet.

Cinéma et Mémoire

ALGERIE // PCPA

Formation à l'audiovisuel

Atelier de création documentaire

Localisation : Béjaïa

En partenariat avec : Kaïna Cinéma (Paris) et Office Municipal de la Ville d'Aubervilliers

Durée : 12 mois à partir de juin 2011

Financement : 42 430 € (AFD)

Résultats obtenus

Formation : six jeunes formés en 2011 sont accompagnés à la réalisation de 6 films documentaires. 20 nouveaux stagiaires suivent une formation à la réalisation de films documentaires. Des jeunes se forment à l'animation de ciné-clubs.

Diffusion : plusieurs séances de présentation publique des films de stagiaires de la promotion 2010 et 2011 ont été organisées aux Rencontres du Film Documentaire et à diverses occasions en Algérie, en France et dans d'autres pays maghrébins, arabes et européens. Un des films réalisé par une jeune stagiaire a été primé à plusieurs reprises et a notamment reçu le Faucon d'or au 27^{ème} festival international du film amateur de Kelibia en Tunisie. Cinéma et Mémoire réalise et diffuse un coffret DVD qui capitalise les pratiques, la formation et les produits des cinq promotions de Béjaïa-Doc.

ARPEIJ

ALGERIE // PCPA

Citoyenneté et environnement

Une main seule n'applaudit pas

Localisation : Blida

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 38 746 € (AFD)

Résultats obtenus

Information : des rencontres, expositions et visites de sensibilisation et d'information ont été organisées en direction des associations de parents, des comités de quartiers, des enseignants des écoles avoisinantes, de l'université et plus particulièrement des départements de sociologie, psychologie, sciences de l'éducation et architecture ainsi que des directions de l'Action Sociale, de la Jeunesse et des Sports, de la Formation Professionnelle et de l'Education.

Formation : une quinzaine de jeunes se forment à la prise en charge des adolescents des quartiers défavorisés.

Soutien scolaire : une quarantaine d'enfants âgés de 13 à 16 ans issus des quartiers défavorisés et exclus de l'école bénéficient de cours de soutien scolaire, d'ateliers de socialisation.

Diffusion : l'association réalise et diffuse un document de capitalisation sur le métier d'éducateur.

Association Club Sportif Amateur Mimouna, Haizer

ALGERIE // PCPA

Citoyenneté et environnement

Création d'une école de sport de montagne et d'un centre de diffusion de l'écocitoyenneté de Mimouna.

Localisation : Bouira

En partenariat avec : AREA-ED, Pour Tikjda, Hommes Montagnes, nature, ressources de la Paix (France), Fédération algérienne de ski et sports de montagne « FASSM »

Durée : 12 mois à partir de mai 2011

Financement : 46 339 € (AFD)

Résultats obtenus

Animation sportive : une centaine de jeunes s'initient à l'escalade sur le mur d'escalade construit dans la salle polyvalente de Haizer.

Protection de l'environnement : le gîte rural de Mimouna a été équipé de 2 chauffe-eaux solaires ainsi que de tout le matériel nécessaire à son fonctionnement.

Formation : une dizaine d'animateurs se forment à l'accompagnement des jeunes.

Association d'activité des jeunes (AAJ) Ait Laaziz

ALGERIE // PCPA

Culture et citoyenneté

Le jeune artiste d'Ait Laâziz

Localisation : Bouira**Durée** : 13 mois à partir d'avril 2011**Financement** : 15 865 € (AFD)**Résultats obtenus**

Eveil à la musique : un atelier de musique et un programme de formation théorique et pratique (solfège, chorale et utilisation d'instruments de musique) a été mis en place. Une chorale mixte (filles, garçons) et un groupe de musiciens ont été formés. La chorale et le groupe de musiciens ont animé six spectacles dans la région et dans d'autres wilayas.

Association des activités des jeunes « Taddukli »

ALGERIE // PCPA

Soutien scolaire et ouverture à d'autres cultures

Appui à l'épanouissement des enfants et des jeunes de la Crête Rouge par les activités culturelles et l'apprentissage des langues

Localisation : Bouira**Durée** : 12 mois à partir de juillet 2011**Financement** : 14 280 € (AFD)**Résultats obtenus**

Formation : pour ouvrir 150 enfants et adolescents à d'autres cultures et améliorer leurs résultats scolaires, deux ateliers d'apprentissage en langues étrangères (français, anglais), utilisant comme moyen pédagogique l'outil informatique, sont organisés.

Soutien scolaire : 150 élèves du primaire et 35 élèves de deux classes du collège et du lycée de la région intègrent deux classes de soutien scolaire créées spécialement pour eux. Ils participent à diverses activités culturelles, quiz, concours de scrabble, projections de films, dessins animés et documentaires.

Eveil à l'environnement : les enfants bénéficiaires des cours participent à six sorties pédagogiques et de loisirs sur des sites naturels et archéologiques.

Communication : deux rencontres (lancement et clôture du projet) ont été organisées au profit des parents, de la population et des autorités locales.

ADEM

ALGERIE // PCPA

Appui aux myopathes

Appui et amélioration de la prise en charge des enfants et jeunes myopathes sur les problèmes respiratoires

Localisation : Constantine

En partenariat avec : Handicap International

Durée : 12 mois à partir de juin 2011

Financement : 33 412 € (AFD)

Résultats obtenus

Aide aux malades : des visites de soutien psychologique ont été réalisées au profit d'une quinzaine de malades. Des malades ont reçu du matériel d'aide respiratoire et ont bénéficié de séances d'apprentissage de son utilisation à domicile.

Formation : des membres de l'association ont bénéficié d'une formation avec l'Association Française contre les Myopathies.

Communication sur le projet : deux séminaires sur la myopathie ont été organisés au démarrage et à la clôture du projet.

ASSOCIATION TEJ POUR LA SANTE

ALGERIE // PCPA

Campagne pour la vue des enfants

La vue sauvée, c'est la vie saine : campagne de lutte contre l'amblyopie des enfants de 6 à 8 ans

Localisation : El Oued

Durée : 13 mois à partir de juin 2011

Financement : 31 596 € (AFD)

Résultats obtenus

Sensibilisation : les enseignants et les parents des élèves de 75 écoles primaires de la région de Guemmar participent au séminaire de lancement du projet. A cette occasion, la presse est présente.

Diagnostic : des médecins généralistes contrôlent la vue de 6 230 élèves. Des ophtalmologues examinent 553 enfants dont 503 se voient prescrire des lunettes pour corriger leur vue. Cinq enfants victimes de lourdes pathologies ont été identifiés. Deux sont pris en charge dans le cadre du projet et trois autres par l'association.

Une base de données sur l'importance de l'amblyopie à El Oued est élaborée sur la base des résultats obtenus, suite au diagnostic réalisé auprès des élèves de 75 écoles de la région.

Mesure des pouvoirs publics : le ministère de la santé va dupliquer le dispositif et l'étendre au trachome dans les écoles primaires du pays.

Association « NOUR » pour la promotion et l'insertion des infirmes moteurs cérébraux et/ou d'origine cérébrale (IMC/IMOC) ALGERIE // PCPA

Insertion des handicapés

Prise en charge des Infirmes Moteurs Cérébraux du quartier populaire de Victor Hugo (Oran)

Localisation : Oran

En partenariat avec : Association COUP de SOLEIL : Délégation Languedoc-Roussillon

Durée : 15 mois à partir d'avril 2011

Financement : 23 906 € (AFD)

Résultats obtenus

L'équipe pluridisciplinaire formée par Nour a réalisé un projet personnalisé pour chacun des dix enfants IMC (infirmes moteurs cérébraux) ciblés par le projet. Elle a suivi, formé et soutenu les dix familles ciblées.

Un séminaire de capitalisation a rapproché les différentes parties prenantes et plaidé pour une meilleure prise en charge des enfants IMC.

Le dispositif mobile développé va être dupliqué par la Direction de l'Action Sociale (DAS) d'Oran en direction de publics vulnérables (personnes âgées et femmes isolées). Nour a été sollicité pour former les intervenants de la DAS à la mise en œuvre de ce type de dispositif.

Association de Protection Contre le Sida – APCS

ALGERIE // PCPA

Prévention du SIDA

Réduction de la transmission de l'infection à VIH Sida chez l'enfant et sa mère à Oran et à Tiaret

Localisation : Oran

Durée : 12 mois à partir de mai 2011

Financement : 45 341 € (AFD)

Résultats obtenus

Des sages femmes et du personnel hospitalier ont suivi une formation sur le VIH à Tiaret et Oran. Les femmes ont été sensibilisées à cette question. Une campagne de dépistage a été réalisée.

Bel Horizon

ALGERIE // PCPA

Education à la citoyenneté

Ecole du patrimoine et de la citoyenneté

Localisation : Oran**Durée** : 15 mois à partir d'avril 2011**Financement** : 34 995 € (CFSI et AFD)**Résultats obtenus**

Implication des jeunes : une trentaine de jeunes se forment à l'accompagnement des visites du patrimoine d'Oran. formés. Des clubs patrimoine ont été initiés dans des établissements scolaires. Les jeunes de la région participent à divers événements (promenade musicale, super randonnée du 1er mai, le mois du patrimoine). Un ouvrage sur le patrimoine oranais a été élaboré.

Santé Sidi El Houari (SDH)

ALGERIE // PCPA

Education à la citoyenneté

Jeunes, Action, Responsabilité, Espoir pour la Protection, la Valorisation et la Promotion du Patrimoine

Localisation : Oran**En partenariat avec** : Association des Centres d'Animation de Quartier de Bordeaux (ACAQB)**Durée** : 15 mois à partir d'avril 2011**Financement** : 49 500 € (AFD)**Résultats obtenus**

Formation : une trentaine d'animateurs oranais et dix bordelais ainsi que 30 pairs éducateurs de diverses associations sont formés à l'animation.

Sensibilisation : 6 000 jeunes sont sensibilisés à la préservation du patrimoine. Une « caravane du patrimoine » touche plusieurs quartiers d'Oran et plusieurs villes de la région.

Communication : un film capitalisant l'expérience du projet et intégrant le témoignage des différentes parties prenantes a été réalisé et diffusé lors d'un séminaire de rencontres.

PCPA Congo : résultats des projets

Association Congolaise pour la Défense et l'Intégration des Pygmées

ACDIP

CONGO // PCPA

Accès à l'éducation pour les peuples autochtones

Appui et suivi éducatif en milieu autochtone

En partenariat avec : Association pour le Développement Urbain et Rural

Localisation : Djambala

Durée : 11 mois à partir d'août 2011

Financement : 13 896 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Accès aux droits civiques : 50 enfants autochtones ont reçu leurs documents d'état civil.

Education : 125 enfants autochtones reçoivent des kits scolaires et fréquentent régulièrement l'école.

Sensibilisation des familles : au moins 50 ménages autochtones sont sensibilisés et pratiquent les règles d'hygiène.

Autonomie : 50 ménages autochtones cultivent le manioc et pratiquent l'élevage.

Association Congolaise pour la Santé Publique et Communautaire

ACSPC

CONGO // PCPA

Lutte contre le paludisme

Amélioration de la participation communautaire dans la lutte contre le paludisme dans les quartiers 303 et 308 de l'Arrondissement III, Tié-Tié et 109 et 110 de l'Arrondissement I Lumumba

En partenariat avec : la Direction Départementale de la Santé

Localisation : Pointe-Noire

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 18 899 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Sensibilisation : les ménages demandent davantage de moustiquaires imprégnées d'insecticides. Au moins 3 000 moustiquaires imprégnées sont distribuées et utilisées dans les quatre quartiers cibles du projet.

Hygiène : 1 500 ménages ont adopté de meilleures pratiques pour gérer les ordures ménagères, traiter les eaux usées et désherber les alentours des habitations.

Formation : les capacités d'intervention des agents de santé en promotion et prévention de la lutte contre le paludisme sont renforcées.

Santé : les habitants des quartiers fréquentent davantage les centres de santé.

Association pour la Défense des Droits des Consommateurs du Congo

ADDCC

CONGO // PCPA

Citoyenneté des femmes

Eveil de la conscience citoyenne des femmes commerçantes de Pointe-Noire sur leurs droits

En partenariat avec : AJID**Durée :** 9 mois à partir d'août 2011**Financement :** 9 860 € (CFSI et AFD)**Localisation :** Pointe-Noire**Résultats attendus**Formation : 25 membres de l'ADDCC et 5 de l'AJID suivent une formation sur les droits des consommateurs.Information : un document de référence sur les taxes dues dans les marchés est produit. 400 femmes commerçantes sont sensibilisées sur les taxes légales.Concertation : les animateurs du projet, les groupes de femmes et les comités de marchés ont mis en place un cadre de concertation.Plaidoyer : les membres du cadre de concertation s'outillent pour construire un argumentaire pertinent et mener un plaidoyer auprès des administrations.**Action des Educateurs pour le Développement**

AED

CONGO // PCPA

Création de coopératives par des jeunes

Insertion des jeunes par l'apprentissage des métiers

En partenariat avec : AIDSEPM (Action d'Impulsion au Développement Socioéconomique, de lutte contre la Pauvreté et les Maladies) et AFED (Association Femmes et Enfants en Difficultés)**Durée :** 12 mois à partir d'août 2011**Financement :** 13 398 € (CFSI et AFD)**Localisation :** Brazzaville**Résultats attendus**Renforcement institutionnel : 9 membres des 3 OSC se forment à la gestion du cycle de projet et en gestion comptable et financière.Formation : 30 jeunes déscolarisés et désœuvrés se forment en savonnerie et en soudure.Aide au démarrage de l'activité : les 4 groupes de jeunes formés reçoivent des kits professionnels. Ils se forment à la gestion des coopératives, bénéficient d'un appui pour élaborer leurs statuts, faire les démarches d'enregistrement et organiser une assemblée générale. Les jeunes sont accompagnés pour rencontrer les agences d'emplois.

Association pour le Développement des Communautés Rurales**ADECOR****CONGO// PCPA****Pour une démocratie participative**

Renforcement des capacités des responsables des quartiers sur la gouvernance et la démocratie locale

En partenariat avec : la mairie de l'Arrondissement 7 Mfilou

Durée : 7 mois à partir de mars 2012

Financement : 13 460 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville, Niari, Plateaux

Résultats attendus

Développement communautaire : 35 responsables des quartiers et délégués de la mairie de l'arrondissement 7 Mfilou suivent des formations en gestion administrative, en conduite de réunion communautaire. Des responsables des quartiers et des délégués de la mairie de Mfilou apprennent à réaliser un diagnostic participatif.

Formation : des formations à la médiation sociale pour régler les différends dans les quartiers et une formation au plaidoyer pour défendre les intérêts des populations auprès des autorités compétentes sont organisées.

Connaissance des politiques publiques : tous les responsables de quartiers disposent du décret relatif à l'administration du quartier. Ils comprennent le décret, leurs rôles et leurs prérogatives en tant qu'auxiliaire de l'Etat.

Information : 16 campagnes d'information sont réalisées dans chaque quartier.

Diagnostic : 4 diagnostics participatifs sont effectués avec les populations. Une assemblée générale a lieu dans chaque quartier pour identifier les besoins prioritaires.

Accompagnement : un appui conseil aux Comités de Quartier permet de réaliser des activités.

Suivi : un système de suivi évaluation participatif est créé dans chaque quartier.

Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral

ADHUC

CONGO // PCPA

Accès aux droits humains

Formation aux droits humains et sur les mécanismes du système africain de promotion et de protection des droits de l'homme

En partenariat avec : ODDHC

Localisation : Brazzaville, Pointe Noire, Dolisie, Ouesso, Djambala.

Durée : 7 mois à partir de mai 2012

Financement : 21 145 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Formation : une session de formation de 10 jours est réalisée sur l'appréhension des mécanismes du système africain de droits humains.

Renforcement institutionnel : 25 OSC sont accompagnées en vue de leur candidature comme membres observateurs à la CADHP.

Action Evangélique pour la Paix

AEP

CONGO // PCPA

Pour une culture de paix

Education au vivre ensemble, à la paix et au civisme

En partenariat avec : Ministère de l'Education civique et de la jeunesse, Département de l'Enseignement de l'Eglise Evangélique du Congo, Ecole de la paix (Grenoble), DEFAP (France)

Durée : 14 mois à partir d'août 2011

Financement : 19 033 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville, Pointe-Noire, Département du Niari, des Plateaux.

Ce projet vise à répondre au défi de la paix au Congo en formant 18 000 enfants à la culture de paix.

Résultats attendus

Reconnaissance institutionnelle : l'AEP sera reconnue comme un acteur légitime de la promotion d'une culture de paix au Congo par l'ensemble des acteurs impliqués.

Formation : 10 formateurs et 30 animateurs maîtriseront les techniques d'animation et de promotion de la non-violence et seront capables de les transmettre aux enfants avec lesquels ils interviennent.

Démultiplication : 18 000 enfants de 9 à 13 ans utiliseront l'outil d'éducation à la paix dans le cadre de 600 animations. A l'issue de ces animations, chaque enfant apprendra à comprendre l'autre et développera des attitudes et réflexes du vivre ensemble dans la société. L'enfant se comportera en artisan de paix et apprendra à s'ouvrir au monde et aux autres. Ce projet contribuera à la formation d'hommes et de femmes œuvrant pour la paix.

Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Congo AFCEC

CONGO // PCPA

Assainissement

Installation des latrines au marché central de Ouessou

En partenariat avec : Mairie centrale de Ouessou

Durée : 6 mois à partir de mai 2012

Financement : 12 239 € (CFSI et AFD)

Localisation : Ouessou

Résultats attendus

Renforcement des capacités : les membres de l'AFCEC de la Sangha renforcent leurs capacités en gestion d'une petite entreprise et ont ouvert chacun un compte épargne et tiennent chacun une comptabilité.

Action concrète : l'AFCEC installe des latrines.

Concertation : les associations organisent avec la Mairie Centrale des réunions pour échanger sur la question de l'insalubrité des marchés.

Association des Femmes Positifs du Congo AFPC

CONGO // PCPA

Insertion des femmes séropositives

Réinsertion socioprofessionnelle des femmes séropositives par la formation en coupe et couture

En partenariat avec : ADF

Durée : 12 mois à partir de décembre 2011

Financement : 17 584 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Equipement : un atelier de coupe et couture est installé et est opérationnel.

Formation : 20 femmes séropositives se forment en coupe et couture, en gestion financière, à la vie associative.

Autonomisation : 20 femmes formées démarrent une activité génératrice de revenus.

Association pour la Promotion de l'Initiative Privée

APIP

CONGO // PCPA

Droits des jeunes filles

Prévenir le harcèlement sexuel en milieu scolaire

En partenariat avec : ADP (Association Dynamique Plurielle), MEEC (Mouvement des Elèves et Etudiants du Congo)

Durée : 8 mois à partir d'août 2011 **Financement :** 17 045 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Sensibilisation : 1 000 jeunes filles et 100 enseignants des lycées se sensibilisent à la question du harcèlement sexuel et sur les dispositions de protection de l'enfance de la Loi Potignon.

Ecoute : le projet met en place 5 cellules d'écoute dans les lycées et recense les cas de violence.

Information: 2 000 brochures sur la loi Potignon sont distribuées dans les lycées. Une vidéo est disponible.

Association des Jeunes pour l'Innovation et le Développement

AJID 1

CONGO //PCPA

Insertion des jeunes

Appui à l'insertion des jeunes de Tié-Tié dans la vie professionnelle

En partenariat avec : Direction Départementale de la Jeunesse

Durée : 12 mois à partir d'août 2011 **Financement :** 13 985 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Service : un service d'information, d'orientation et d'accompagnement des 350 jeunes se développe dans une logique de partenariat.

Renforcement institutionnel : l'organisation porteuse et son partenaire renforcent leurs capacités organisationnelles et humaines.

Association des Jeunes pour l'Innovation et le Développement

AJID 2

CONGO // PCPA

Décisions publiques pour l'emploi des jeunes

En partenariat avec : Association des Mamans pour le Développement Social (AMDS), OSC congolaise, non membre du PCPA et Action Jeunesse - Emploi et Formation (A.J.E.F), non membre du PCPA

Durée : 7 mois à partir d'octobre 2012 **Financement :** 8 684 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Ce projet vise à réduire le taux de chômage des jeunes à Pointe-Noire.

Résultats attendus

Information : 80% des acteurs institutionnels publics et privés s'informent sur la problématique de l'emploi et des stages jeunes à Pointe-Noire.

Décision publique : un décret préfectoral entérine une délibération en faveur de l'emploi et des stages des jeunes à Pointe-Noire.

Contrôle social : un réseau pour le suivi de l'application du décret se met en place.

Association Nationale pour l'Éducation Prénatale

ANEP

CONGO // PCPA

Apprendre un métier

Projet d'appui à l'éducation alternative et à l'apprentissage de métiers pour des jeunes déscolarisés et non scolarisés de Mvou-Mvou

En partenariat avec : Direction Départementale de l'Enseignement Primaire et de l'Alphabétisation

Durée : 16 mois à partir de mai 2011 **Financement :** 14 248 € (Ministère du Plan)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Education : 110 jeunes apprennent à lire et à écrire.

Formation : 25 jeunes apprennent un métier dans la couture, la coiffure, la mécanique ou la soudure.

Association Secours Alimentaire

ASA

CONGO // PCPA

Collecte des déchets ménagers dans les quartiers

Collecte primaire des ordures ménagères dans cinq quartiers de la ville de Dolisie

En partenariat avec : Conseil Municipal de Dolisie

Durée : 10 mois à partir de mai 2012

Financement : 25 401 € (CFSI et AFD)

Localisation : Dolisie

Résultats attendus

Concertation : une filière d'élimination des déchets des ménages s'organise en partenariat entre les services municipaux, ASA et ATPI. L'ensemble des acteurs se concertent pour élaborer un plan d'assainissement municipal.

Formation : les membres d'ASA apprennent à tirer les enseignements des expériences acquises pendant la mise en œuvre des projets à partir de l'accompagnement fait par la Cellule exécutive du PCPA et le service d'appui aux projets. Le Secrétaire général d'ASA et la coordination du projet se forment à la gestion des ressources humaines.

Association Arbre de Vie

ASAV

CONGO //PCPA

Insertion des jeunes désœuvrés

Renforcement des activités du centre communautaire de formation qualifiante et d'insertion socio économique des jeunes désœuvrés implanté dans le quartier Nzoko – Mbimi (Mfilou) à Brazzaville.

En partenariat avec : CJID

Localisation : Brazzaville.

Durée : 9 mois à partir de mai 2012

Financement : 18 215 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Sensibilisation : sensibilisation de 1 000 personnes du quartier.

Formation : plusieurs sessions de formation en cuisine, en alphabétisation sont proposées aux jeunes.

Insertion : 36 jeunes trouvent un emploi dans les grands restaurants de la ville.

Association Terre et Village

ATV

CONGO // PCPA

Concertation pour l'aménagement d'une route

Le renforcement des capacités des membres de l'ATV en technique de Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO), pour l'entretien de la route principale en terre de Kibina (arrondissement 8 Madibou), sur un tronçon pilote de 500 mètres.

En partenariat avec : Communauté Urbaine de Madibou

Localisation : Brazzaville.

Durée : 5 mois à partir de mai 2012

Financement : 13 385 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Sensibilisation : plus de 1 800 ménages sont sensibilisés sur la contribution du quartier à l'entretien de la route.

Formation : 32 personnes (27 du quartier et 5 de l'ATV) se forment à la construction de la route.

Concertation : un espace de concertation se crée entre l'ATV, le quartier Kibina et la Mairie de Madibou.

AZUR DEVELOPPEMENT

CONGO // PCPA

SIDA et accès aux droits

Promotion des droits des personnes vivant avec le VIH

En partenariat avec : AFPC (Association Femme Plus du Congo)

Durée : 7 mois à partir de mai 2011

Financement : 15 133 € (Ministère du Plan)

Localisation : Brazzaville, Niari, Plateaux

Résultats attendus

Formation : 60 vulgarisateurs membres des OSC se forment sur les enjeux de la loi relative à la protection des personnes atteintes du VIH.

Sensibilisation : 1 000 personnes porteuses du VIH prennent conscience de leurs droits et devoirs lors de 60 séances d'information. 120 professionnels de santé se sensibilisent aux droits des personnes porteuses du VIH et s'engagent à réduire la stigmatisation de ces personnes.

Renforcement institutionnel : 15 associations de lutte contre le VIH / SIDA bénéficient du renforcement de leurs capacités de plaidoyer, de leadership et de mobilisation de ressources.

Assainissement

Campagne d'assainissement des quartiers 14 et 15 de l'arrondissement I Nzalangoye (organisation des opérations de curage du collecteur de la baie tsobo, ramassage des ordures ménagères) et concertation avec les services publics (Mairie, Service d'hygiène, Police).

En partenariat avec : La Mairie de Nzalangoye, Les Comités des quartiers 14 et 15, La Direction Départementale de l'environnement,

Durée : 6 mois à partir du 01 mai 2012 **Financement :** 18 008 € (CFSI et AFD)

Localisation : Ouessou

Résultats attendus

Sensibilisation : les populations des quartiers 14 et 15 et les services publics s'informent sur la gestion des ordures ménagères lors de séances d'animation.

Ramassage d'ordures ménagères : les campagnes de curage du collecteur et de ramassage des ordures ménagères s'organisent.

Concertation: le système de concertation entre les pouvoirs publics et les comités des deux quartiers se met en place.

Cercle de Réflexion pour le Bien-être Social

L'accès à la santé pour tous

Sensibilisation sur les mutuelles de santé auprès des mutuelles d'entraide sociale dans l'Arrondissement N° 1 Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire

En partenariat avec : Association Serment Universel, Association Jeune Exprime-toi sur le SIDA

Durée : 15 mois à partir d'août 2011 **Financement :** 14 232 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Formation : 30 personnes des OSC partenaires et des Directions départementales de la santé et des affaires sociales se forment sur les enjeux liés à la mise en place d'une mutuelle de santé.

Sensibilisation : 450 personnes sont sensibilisées sur la mutuelle de santé.

Renforcement institutionnel : 3 mutuelles de santé se créent.

Coopérative Chrétienne pour le Développement du District de Djambala

CCDDD

CONGO // PCPA

Formation des éleveurs et médiation

Formation des éleveurs de Djambala et des environs à des techniques d'élevage semi-moderne

En partenariat avec : Association Santé pour Tous par tous

Localisation : Djambala

Durée : 15 mois à partir d'août 2011

Financement : 16 099 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Renforcement institutionnel : les effectifs des 9 comités de médiation sociale de Djambala sont renforcés. Les membres des comités améliorent leurs connaissances en techniques de médiation sociale, notamment pour régler les conflits avec les éleveurs.

Formation : 75 éleveurs de Djambala centre et des environs acquièrent des connaissances sur les techniques de l'élevage semi-moderne.

Conseil de Concertation des ONG de Développement

CCOD

CONGO // PCPA

Accès à la terre

Dialogue entre acteurs sur la question de l'accès à la terre des producteurs agricoles de Brazzaville et de Pointe-Noire

En partenariat avec : CNOP Congo

Localisation : Brazzaville, Pointe-Noire.

Durée : 6 mois à partir d'août 2011

Financement : 11 455 € (CFSI et AFD)

Le projet vise à renforcer les capacités des OSC sur la question de l'accès au foncier.

Résultats attendus

Formation : le CCOD organise des sessions de formation sur la méthodologie de conduite de dialogue (plaidoyer, lobbying), sur la réalisation d'un diagnostic ou d'un état des lieux.

Rencontre : des rencontres favorisent une réflexion collective sur les problèmes des producteurs agricoles.

Concertation : la stratégie de concertation entre OSC et pouvoirs publics se met en place.

CIAD

CONGO // PCPA

Hygiène pour tous

Campagne d'assainissement du quartier 35 de Poto-poto

En partenariat avec : Mairie de Poto-Poto**Durée** : 6 mois à partir de mai 2011**Financement** : 17 390 €**Localisation** : Brazzaville

(CFSI et AFD et Fondation Abbé Pierre)

Résultats attendus

Sensibilisation : les habitants du quartier, soit 2 645 ménages, et les services publics se sensibilisent aux questions d'hygiène à partir des actions de sensibilisation et d'animation.

Action concrète : la population se mobilise pour participer au curage des deux collecteurs et au ramassage des ordures ménagères.

Concertation : la concertation sur les problèmes relatifs à l'assainissement entre le comité du quartier 35 avec les services publics est encouragée.

CJJ

CONGO // PCPA

Défense des peuples autochtones

Campagne sur la loi pour la promotion et la protection des populations autochtones

En partenariat avec : Juristes solidarités - France**Localisation** : Brazzaville**Durée** : 7 mois à partir d'août 2011**Financement** : 13 646 € (CFSI et AFD)**Résultats attendus**

Appropriation : les populations connaissent les mécanismes de mise en œuvre de la loi protégeant les populations autochtones et s'approprient son contenu et différentes méthodes de vulgarisation. Les pouvoirs publics s'approprient les mécanismes de mise en œuvre de la loi qu'ils intègrent dans leurs activités permanentes. Les compagnies forestières respectent les droits des populations autochtones qu'elles côtoient.

Défense des populations autochtones : les associations accompagnent les populations autochtones dans leurs démarches juridiques et judiciaires. Les populations autochtones et non autochtones sont en mesure de dénoncer les actes violant leurs droits, de se référer aux associations concernées et d'entamer des actions juridiques et judiciaires.

Club Jeunesse Infrastructures et Développement //CJID

CONGO // PCPA

Des revenus pour des femmes

Création d'un espace d'éducation professionnelle pour jeunes filles vulnérables

En partenariat avec : Ministère de l'instruction civique et de la jeunesse, Comptoir juridique junior, Azur Développement, Comité du Quartier 16A

Localisation : Brazzaville

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 17 750 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Equipement : un local est aménagé et équipé en matériel de coiffure et de couture.

Formation : 60 jeunes filles maîtrisent la couture et la coiffure ; 12 d'entre elles ont acquis des compétences en gestion financière et en gestion de stock ;

Accompagnement social : 6 groupements des femmes et de filles vulnérables formés, bénéficient d'un appui technique et d'un accompagnement social pour démarrer leur activité.

Micro finance : un fonds de garanti est créé dans une institution de micro finance.

Concertation : des concertations régulières entre les OSC créent une plus grande fluidité dans leurs rapports. Les OSC bénéficient d'un espace de concertation avec les pouvoirs publics grâce à la mise en place de services sociaux.

Conseil national des organisations paysannes du Congo

CNOP

CONGO // PCPA

Renforcer les organisations paysannes

Formation des leaders de la CNOP-Congo et des chefs des secteurs agricoles

En partenariat avec : Ministère de l'Agriculture et de l'élevage

Durée : 9 mois à partir de décembre 2011

Financement : 15 848 € (CFSI et AFD)

Localisation : départements de Brazzaville, du Niari, des Plateaux, de Pointe-Noire et de la Sangha

Résultats attendus

Formation : les capacités des leaders des organisations des producteurs et des secteurs agricoles sont renforcées.

Renforcement institutionnel : la gestion de l'organisation, du fonctionnement et de l'animation des structures de la CNOP et des acteurs membres affiliés s'améliore. La CNOP CONGO et les CNOP départementales renforcent leurs compétences.

Collectif des Originaires du KOUILOU**COK****CONGO // PCPA****Accès au droit foncier**

Diffusion et vulgarisation du cadre juridique de la propriété foncière

En partenariat avec : CABS et Justice et Paix

Durée : 6 mois à partir d'août 2011

Financement : 12 695 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Sensibilisation : la loi concernant la délivrance d'un titre foncier est simplifiée.

Concertation : un dialogue entre le gouvernement et les propriétaires fonciers s'établit en vue d'une meilleure prise en compte du droit coutumier en matière foncière.

Cercle pour la Renaissance de Dolisie //CREDO**CONGO // PCPA****Accès à la santé**

Sensibilisation des communautés sur les consultations prénatales et préscolaires.

En partenariat avec : Direction départementale des Affaires sociales de la Santé

Durée : 13 mois à partir d'août 2011

Financement : 14 125 € (CFSI et AFD)

Localisation : Dolisie

Le projet vise à sensibiliser des communautés et à améliorer l'état sanitaire des populations.

Résultats attendus

Accès à la santé : l'accès aux soins et à des services de qualité est amélioré. Des consultations prénatales et préscolaires sont organisées.

Gestion communautaire : un comité de santé redynamise la gestion communautaire du centre de santé.

Renforcement institutionnel : le CREDO renforce ses capacités associatives.

Conseil Régional pour la Santé, l'Agriculture et la Population**CRSAP****CONGO // PCPA****Hygiène dans les établissements publics**

Promotion de l'hygiène dans les écoles publiques de Djambala

En partenariat avec : GJTDRPL, FASSUS et la Direction de l'Hygiène des Plateaux

Durée : 8 mois à partir d'avril 2012

Financement : 19 046 € (CFSI et AFD)

Localisation : Djambala

Résultats attendus

Sensibilisation : 110 enseignants de 9 écoles publiques de Djambala Centre se sensibilisent aux règles d'hygiène.

Constitution : une équipe d'animateurs des Clubs d'Hygiènes et d'Assainissement se met en place dans chaque école publique.

Sensibilisation : des supports d'information, d'éducation et de communication sur l'hygiène et l'assainissement sont réalisés.

Formation : 3 369 élèves de 9 écoles publiques de Djambala Centre acquièrent des connaissances sur les règles d'hygiène.

Construction : un dispositif d'eau potable et de lave-mains est construit dans chacune des 9 écoles publiques de Djambala Centre.

Coopération d'Urgence de développement CUDEV

CONGO // PCPA

Insertion socioprofessionnelle des jeunes

Projet d'Appui à l'Insertion socioprofessionnelle de 30 jeunes désœuvrés et déscolarisés par la fabrication de savons à Nganguoni Arrondissement I Makélékélé Brazzaville

En partenariat avec : ASAV (Association Arbre de Vie)

Durée : 9 mois à partir d'avril 2012

Financement : 17 851 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Formation : 4 membres de CUDEV et 4 membres d'ASAV maîtrisent la gestion du cycle d'un projet dédié à la filière formation professionnelle et à l'insertion économique.

Les 4 membres de CUDEV et 4 membres d'ASAV connaissent le cadre légal et réglementaire régissant la filière formation professionnelle et insertion économique, les politiques publiques en cours, les dispositifs d'appui aux acteurs.

Insertion : 30 jeunes (20 filles et 10 garçons) sans emploi et ayant quitté l'école apprennent à fabriquer des savons de qualité.

ENCREC

CONGO // PCPA

Formation au métier d'animation des jeunes

Professionnalisation des métiers de l'animation, de l'encadrement des enfants et des jeunes et promotion de l'éducation populaire en République du Congo

En partenariat avec : DEFAP France

Durée : 15 mois à partir de mai 2011

Financement : 18 322 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Formation : 120 intervenants auprès des jeunes et des enfants acquièrent des connaissances et des capacités techniques dans les métiers de l'animation jeunesse. Une quinzaine de formateurs sont sélectionnés parmi les 120 intervenants.

Animation : l'accès des enfants à des activités de loisirs et de vacances encadrées est facilité. 450 enfants participent aux animations découlant du projet pédagogique.

Concertation : les OSC du secteur de la jeunesse participent à la vie et au fonctionnement des plateformes de concertation avec les pouvoirs publics et à l'élaboration des politiques d'encadrement de la jeunesse, leur mise en œuvre et leur évaluation.

Plaidoyer : un plaidoyer pour la reconnaissance d'une formation diplômante dans les métiers de l'animation est amorcé auprès du Ministère de l'Education Civique et de la Jeunesse.

Défense des femmes

Renforcement des capacités des femmes commerçantes vulnérables du secteur informel de Brazzaville, en techniques de gestion, de regroupement et de dialogue avec les pouvoirs publics locaux.

En partenariat avec : DEFAP – France

Durée : 12 mois à partir de juillet 2011

Financement : 12 201 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Formation : 60 commerçantes vulnérables évoluant dans le secteur informel de Bacongo et de Makélékélé (Brazzaville) acquièrent des connaissances et des capacités techniques en matière de gestion commerciale et de dialogue avec les autorités locales.

Accompagnement : un suivi post-formation garantie une mise en pratique efficace des acquis de la formation.

Information : au moins 10 heures de séances d'information sur les droits et devoirs relatifs à l'activité commerciale informelle ainsi que sur le rôle des autorités locales ont lieu. Les commerçantes comprennent le rôle des autorités locales et ont conscience de leurs droits et devoirs.

Regroupement : les 60 femmes saisissent l'importance et le bien-fondé des regroupements. Elles sont prêtes à défendre leurs droits de façon collective dans un dialogue avec les autorités locales. Elles mènent des actions de plaidoyer collectif auprès des autorités locales et ouvrent un dialogue constructif sur les problèmes soulevés lors des ateliers de formation.

Forêt et Développement

CONGO // PCPA

Accès à l'eau potable pour tous

Aménagement des 5 sources d'eau naturelle des quartiers Momita, Mboma, Bir-Hakeim, Nzalangoye et Mindongo de la ville de Ouesso

En partenariat avec : Mairie via chefs de quartier

Durée : 9 mois à partir de mai 2011

Financement : 18 833 € (CFSI et AFD)

Localisation : Ouesso

Résultats attendus

Formation : 20 membres adhérents de F&D, de l'ACBS et de l'ASD ont renforcé leurs connaissances en gestion comptable, financière et en management de projet.

Action concrète : les cinq sources d'eau des quartiers : Mboma, Ngongo, Bir-hakheim, Nzalangoye et Mindongo sont aménagées avec des matériaux durables.

Concertation : un cadre de concertation sur la question de l'eau au niveau municipal est créé. et rendu fonctionnel.

Gestion communautaire : Cinq comités de gestion des sources sont mis en place.

Forum pour la Promotion des Groupes Ruraux

FPGR

CONGO // PCPA

Insémination artificielle des porcs

Projet de Renforcement des Capacités de production des éleveurs de porcs de la zone périurbaine de Kombé à Brazzaville

En partenariat avec : CRVZ (Centre de Recherche Vétérinaire et Zootechnique)

Durée : 9 mois à partir de mai 2011

Financement : 18 905 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Formation : 24 éleveurs se forment à l'organisation et la gestion d'association, en fabrication d'aliment de bétail, en gestion de reproduction

Insémination : les truies de 24 élevages sont inséminées avec une semence de verrat de race améliorée.

Concertation : un cadre de concertation entre les éleveurs et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage se crée.

Handicapés Sans Frontières Congo**HSFC****CONGO // PCPA****Des droits pour les personnes handicapées**

Plaidoyer sur le Droit à l'Obtention de la Carte Nationale d'Identité par les personnes handicapées

En partenariat avec : Direction Départementale des Affaires Sociales

Durée : 8 mois à partir d'août 2011

Financement : 8 198 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Sensibilisation : 100 personnes handicapées et leurs parents sont convaincus de l'importance de disposer d'une carte nationale d'identité

Accompagnement : 100 personnes handicapées bénéficient d'un accompagnement pour réaliser les démarches nécessaires à l'obtention d'une carte d'identité.

Plaidoyer : une action est menée auprès des pouvoirs publics pour créer une cellule d'accompagnement et d'orientation des personnes handicapées en vue de l'obtention d'une carte nationale d'identité.

Mouvement des Mères pour Paix, la Solidarité et le Développement**MMPSD****CONGO //PCPA****Insertion des couturières**

En partenariat avec : AMCUM et AFDIC

Localisation : Brazzaville.

Durée : 6 mois à partir de mai 2012

Financement : 7 190 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Formation : 75 filles sont formées à la couture.

Insertion : 30 filles couturières sont insérées dans des ateliers.

Jeunes et citoyenneté

Renforcement des capacités de participation des jeunes à la citoyenneté, à la formulation, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques

En partenariat avec : UCVD (Union Congolaise des Volontaires du Développement), CRDCS (Cercle de Réflexion pour le Développement du Congo Septentrional)

Durée : 8 mois à partir de décembre 2011 **Financement :** 18 024 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville, Niari, Plateaux

Résultats attendus

Connaissance des politiques publiques : 10 formations et 23 communications sur la bonne gouvernance, la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques publiques sont réalisées. 21 conférences-débats sur les politiques publiques, les missions des institutions et sur les fonctions étatiques sont organisées. 9 conférences-débats avec les autorités des 7 arrondissements de Brazzaville, le maire central et le préfet sont réalisées.

Communication : une tribune sur la problématique de l'emploi au Congo est publiée, 2 émissions de télévision et 2 émissions de radio sont réalisées, 1 documentaire sur la problématique de l'emploi est réalisé et diffusé.

Diagnostic : l'OCDH réalise une enquête d'opinion en milieu jeune.

Plaidoyer : la pétition en faveur de la création et du financement public d'un programme spécial de préparation et d'intégration professionnelles des diplômés-sans-emploi est rédigée et vulgarisée.

Sensibilisation : 7 campagnes de sensibilisation à une citoyenneté responsable et participative sont réalisées. 3 500 personnes sont sensibilisées sur les droits et les devoirs du citoyen.

Observatoire Congolais des Médias

OCM

CONGO // PCPA

Former des journalistes

Renforcement des capacités des journalistes à l'écriture journalistique

En partenariat avec : ODDHC FESYTRAC**Localisation :** Brazzaville**Durée :** 12 mois à partir de mai 2011**Financement :** 13 092 € (CFSI et AFD)**Résultats attendus**Formation : 30 reporters se forment à l'écriture journalistique.Communication : 15 média ont amélioré la qualité de la présentation et du contenu des reportagesDéontologie : 46 séances sont organisées en vue de diminuer les délits de presse au sein des média.**Organisation pour le Développement et les Droits Humains au Congo**

ODDHC

CONGO // PCPA

Droits humains

Contribution à la protection des défenseurs des droits humains contre les risques et dangers liés à leur travail en République du Congo

En partenariat avec : ADHUC (Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral)**Localisation :** Brazzaville**Durée :** 12 mois à partir de mai 2011**Financement :** 14 261 € (Ministère du Plan)

Le projet vise à renforcer les capacités des défenseurs des droits humains.

Résultats attendusDiagnostic : un rapport sur la situation des défenseurs des droits humains au Congo est produit.Formation : les défenseurs des droits humains renforcent leurs capacités en matière d'analyse de risques et de sécurité numérique.Protection : un plan d'action de protection des défenseurs des droits humains est élaboré. Un mécanisme non gouvernemental de protection des défenseurs des droits humains se met en place.

Organisation Nationale des Volontaires pour le Développement**ONVD****CONGO// PCPA****Des coopératives pour des jeunes ruraux**

Formation et reconversion de 50 jeunes ruraux du District de Lékana au maraîchage

En partenariat avec : APPL (Association Promotion 77 pour le Progrès de Lékana), MERZOM (Mutuelle d'entraide des Ressortissants de Mougali)

Localisation : Département des Plateaux

Durée : 7 mois à partir d'août 2011

Financement : 16 541 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Encadrement : 12 membres des promoteurs du projet (ONVD, MERZOM et APPL) sont formés en gestion du cycle de projet, en gestion comptable et financière et en gestion des ressources humaines.

Infrastructure : le centre de formation et d'appui technique de Lékana est réhabilité, équipé et fonctionnel.

Formation : 50 jeunes ruraux sont formés en techniques de maraîchage.

Coopératives : les jeunes ruraux formés sont répartis en 5 groupes de 10 maraîchers et formés en gestion des coopératives.

Appui à la structuration : les 5 groupes de maraîchers sont appuyés pour élaborer les statuts de leurs coopératives, organiser une assemblée générale et se déclarer en préfecture.

Pérennité : les 5 coopératives sont opérationnelles et fonctionnent dans une perspective durable.

Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants en situation de Rue**REIPER****CONGO // PCPA****Enfants des rues**

Projet d'appui à la coopération entre les acteurs étatiques et non étatiques travaillant pour les enfants en situation de rue au Congo

En partenariat avec : Ministère des Affaires Sociales, La Plateforme de concertation nationale des acteurs étatiques et non étatiques dans le domaine de la prévention, la réinsertion et la prise en charge des enfants en situation de rue, Apprentis d'Auteuil France

Durée : 12 mois à partir d'août 2011

Financement : 16 657 € (CFSI et AFD)

Localisation : Brazzaville

Résultats attendus

Structuration : 37 structures étatiques et non étatiques membres de la plate forme en faveur des enfants en situation de rue rédigent un projet d'établissement individuel. Ils utilisent des outils communs lors des différentes étapes de prise en charge.

Déontologie : des procédures transparentes de prise en charge des enfants en situation de rue sont appliquées par les membres de la plateforme.

Organisation : 20 structures d'accueil dispose d'une base de données informatisée sur les enfants ;

Formation : 150 acteurs de terrains se sensibilisent à la législation en matière de protection de l'enfant citoyen.

Sangha Assistance Médicale

SAM

CONGO // PCPA

Développement local

Mise en place du plan de développement local du département de la Sangha

En partenariat avec : Conseil départemental de la Sangha

Durée : 10 mois à partir d'août 2011

Financement : 19 056 € (CFSI et AFD)

Localisation : Ouesso

Résultats attendus

Formation : 5 animateurs sociaux ont actualisé leurs connaissances en matière de diagnostic participatif, de priorisation des besoins et de planification stratégique.

Politiques publiques : les axes prioritaires d'intervention par district sont connues, validées et disponibles. Un plan de développement local du département est élaboré en conciliant le schéma de développement national et les priorités du département.

Concertation : un conseil de concertation sur les priorités de chaque district et du département se met en place.

Secours International du Mouvement Chrétien pour la Solidarité

SIMCS

CONGO // PCPA

Insertion économique des enfants en rupture familiale

En partenariat avec : Direction Départementale de la Jeunesse (DDJ)

Office National de l'Emploi et de la Main d'œuvre (ONEMO)

Durée : 9 mois à partir d'Octobre 2012

Financement : 8 198 € (CFSI et AFD)

Localisation : Pointe-Noire

Résultats attendus

Formation : 20 jeunes défavorisés apprennent le métier de la soudure et de la mécanique auto.

Union pour l'Etude et la Recherche sur la Population et le Développement

UERPOD

CONGO //PCPA

Formation des groupements de maraîchers

Formation à la vie associative et à l'accès au financement des membres des groupements de la rive droite du Djoué à Brazzaville

En partenariat avec : ATV

Localisation : Brazzaville

Durée : 6 mois à partir de mai 2012

Financement : 9 786 € (CFSI et AFD)

Résultats attendus

Formation : 72 maraîchers se forment à la vie associative et à la gestion d'un groupement.

9.3. Organigramme au 31/05/2013



Délégué général
Jean-Louis Vielajus
Direction stratégique



Déléguée générale adjointe
Anne-Françoise Taisne
Direction opérationnelle



Responsable programme société civile et participation
Delphine Arnould
Convention programme SCP, PCPA Congo
Programme Guinée



Responsable publics et réseaux
[remplacement congé parental]
Magali Audion
Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films



Appui au centre de ressources ALIMENTERRE [stagiaire]
Giorgia Bailo



Chargée de programme
Hélène Basquin
Gestion et animation du centre de ressources ALIMENTERRE
Appui à la capitalisation



Responsable programme jeunesse & société civile
Agnès Belaïd
PCPA Algérie
Convention programme SCP



Responsable programme agriculture et alimentation
Isabelle Duquesne
Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation



Responsable plaidoyer institutionnel
Pascal Erard
Plaidoyer ALIMENTERRE vis-à-vis des décideurs européens



Appui programme agriculture et alimentation [stagiaire]
Yacoubou Issaka

SERVICES COMMUNS



Comptable
Véronique Ancelin



Chargée de suivi des financements
Saskia Arndt



Assistante de communication [stagiaire]
Marine Brodu



Chargée de communication
Marie Caye
Site Internet - Réseaux sociaux
Création et diffusion des supports de communication



Assistante administrative
[CDD remplacement congé maternité]
Muriel Monet
Relation donateurs, appui administratif



Chargée de suivi des financements
[CDD remplacement congé parental]
Véronique Saugues

9.4. Instances

Conseil de direction renouvelé par moitié en juin 2012

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Christophe	ALLIOT
BATIK International	Isabelle	DEVAUX
BATIK International - suppléant	Pauline	MARC de la CRUZ
Cap Solidarités	Aït Essaghir	EL HASSAN
CGT	Jean-Jacques	GUIGON
CUF	Rose-Marie	SAINT GERMES AKAR
CUF - suppléant	Astrid	FREY
CUF - suppléant	Nicolas	WIT
ECHOPPE	André	ERNST
ECHOPPE - suppléante	Beverley	OTT
ECHOPPE - suppléant	Olivier	HAUVILLE
ESSOR	Jean-Philippe	DELGRANGE
FEDERATION ARTISANS DU MONDE	Gérald	GODREUIL
GERES	Alain	GUINEBAULT
GRDR	François	DIBOT
GRDR - suppléant	Yvan	LE COQ
GRET	Damien	THIBAUT
GRET - suppléant	Rodolphe	CARLIER
I.S.F.	Laurent	NICOLAS
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	Daniel	VERMEIRE
UNMFREO	André	GODARD
UNMFREO - suppléant	Valérie	K. PLOUGASTEL

Président élu par l'Assemblée générale du 25 septembre 2012

Yves Le Bars

Membres du bureau élu par le conseil de direction du 17 octobre 2012

Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon
Membre	Rose-Marie Saint Germès Akar

Comités consultatif

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

NOM	Salarié d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Cécile Broutin	Oui (Gret)	2012	AEA
Christophe Jacqmin	Non	2012 (2è mandat)	AEA et ESS
François Dibot	Non	2010	ESS
Pauline Marc	Oui (BATIK International)	2010	ESS
Lucien Cousin	Non	2008	SCP
Laurent Denis	Non	2008	SCP
Sonia Vinolas	Non	2010	SCP
Marie-Agnès Le Plaideur	Oui (Syfia International)	2010	SCP

Comité de pilotage convention programme SCP (nommé par le conseil de direction 2010)

- 1 représentant du conseil de direction : Christophe Alliot
- 2 salariés CFSI : responsable programme SCP et direction CFSI
- 4 personnes issues d'organisations membres : Olivier Lemasson (GRDR), Nicolas Laurent (ISF), Damien Thibault, (Gret) André Godard (UNMFREO)
- 2 personnes ressources Sud : Youssouf Cissé, Moctar Diallo
- 1 personne ressource Nord : Lucien Cousin

10. ABREVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
AEA	Agriculture et alimentation
AFD	Agence Française de Développement
APP	Assemblée parlementaire paritaire
CNOSCG	Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne
CPD	Cohérence des politiques pour le développement
ESS	Economie sociale et solidaire
FDF	Fondation de France
FISONG	Facilité d'innovation sectorielle des ONG
IMF	Institution de micro finance
MAE	Ministère des Affaires étrangères
OP	Organisation paysanne
OSC	Organisation de la société civile
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
PKE	Club écologique polonais (membre des Amis de la Terre international)
PZS	Réseau vert polonais
SCP	Société civile et participation



COMITE FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

32 rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

